

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°485

AOUT 2025

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE : UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE TRANSPARTISANE POUR PROPOSER UN CADRE LÉGAL AU PROCESSUS DU DÉSARMEMENT DU PKK**
- **SYRIE : DAMAS REJETTE LA MÉDIATION DE LA FRANCE**
- **IRAK : TROUBLES POLITIQUES À SULEIMANIEN**
- **IRAN : VERS LE RÉTABLISSEMENT DES SANCTIONS EUROPÉENNES ?**
- **PARIS : LE DÉCÈS DE GÉRARD CHALIAND**

---

## **TURQUIE : UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE TRANSPARTISANE POUR PROPOSER UN CADRE LÉGAL AU PROCESSUS DU DÉSARMEMENT DU PKK**

**L**e processus appelé « une Turquie sans terreur » par les autorités et « processus de paix » par le parti pro-kurde DEM a franchi une étape importante avec la constitution d'une commission parlementaire spéciale, chargée d'élaborer des propositions pour offrir un cadre légal.

Elle est composée de 48 députés dont 25 de la coalition gouvernementale (l'AKP du président Erdogan et son allié d'extrême droite MHP), dix du Parti républicain du Peuple (CHP, centre-gauche), quatre du parti pro-kurde DEM et neuf issus d'autres partis de l'opposition parlementaire.

Cette commission transpartisane doit « proposer et préparer des réglementations juridiques qui rendront la paix permanente ainsi que le désarmement complet », a déclaré le président du Parlement en ouverture de ses travaux le 5 août, célébrant « le début d'une ère nouvelle ».

Selon Numan Kurtulmuş, qui présidera les travaux, la commission entendra « tous les segments de la société » : intellectuels, universitaires, juristes et représentants de la société civile. « Elle ne va pas seulement rédiger des rapports, mais va également suivre le processus du désarmement au nom du peuple », a-t-il ajouté.

Selon lui, « la commission réunie ici (...) est une délégation historique, qui témoigne du courage de reconstruire notre avenir et de la volonté de renforcer l'intégration sociale ».

Le processus de paix est « une question de survie qui concerne l'avenir commun des citoyens de tous horizons, tant turcs que kurdes », a affirmé M. Kurtulmuş.

La création de cette commission était une demande du chef emprisonné du PKK Abdullah Öcalan, qui avait appelé en février dernier à la dissolution du PKK et à la fin de la lutte armée.

---

---

Dans son esprit, cette commission doit proposer un cadre légal pour le désarmement du PKK et l'intégration des milliers de ses combattants. Elle devra également proposer des réformes démocratiques pour garantir la reconnaissance de l'identité kurde et la libre expression de la langue et de la culture kurdes.

Répondant à l'appel de son fondateur, le PKK avait réuni en mai dernier un congrès qui a décidé de son auto-dissolution. Dans un geste symbolique médiatisé, une trentaine de combattants ont, lors d'une cérémonie télévisée près de Suleimanieh, déposé dans une vasque et brûlé leurs armes. Mais les dirigeants de l'organisation ont aussi fait savoir qu'il n'y aura pas de désarmement complet sans garanties légales.

L'élaboration de ces garanties fait partie de la mission prioritaire de cette commission dont les travaux pourraient se poursuivre au moins jusqu'à l'hiver, selon son président.

Jusqu'ici, le bloc au pouvoir du président Erdoğan a cédé peu de terrain. De manière révélatrice, le président du parlement, Numan Kurtulmuş, a averti que « ce n'est pas un processus de négociation », signalant qu'Ankara voit la commission non comme un forum pour traiter des revendications politiques kurdes, mais simplement pour gérer la reddition du PKK. De telles attitudes soulignent les craintes kurdes que l'État cherche la capitulation, non la réconciliation. La rhétorique d'extrême droite demeure inchangée : alors même que les Kurdes tentent un engagement de bonne foi, le ministre turc des Affaires étrangères a réitéré en août que les YPG (Unités de protection du peuple) kurdes de

Syrie (qu'Ankara assimile au PKK) devaient montrer des « mesures de confiance » ou être traités comme des terroristes. Cette posture anti-kurde dans la politique régionale trahit la « phobie kurde » persistante d'Ankara, disent les critiques, et augure mal d'une paix authentique.

Rien n'a mieux illustré la mauvaise foi d'Ankara que le traitement réservé aux « Mères de la Paix », un groupe de mères kurdes ayant perdu des enfants dans le conflit et plaidant pour la paix. Le 20 août, ces femmes ont été invitées à s'adresser à la commission parlementaire transpartisane, pour se voir interdire de parler en kurde. Le compte rendu officiel notait banalement « l'oratrice a utilisé une langue autre que le turc », tandis que la présidente de la commission coupait la parole à quiconque ne s'exprimant pas en turc. Une mère, Nezahat Teke, a supplié qu'elle pouvait exprimer sa douleur et ses espoirs mieux dans sa langue maternelle, « Je suis née d'une mère kurde, élevée avec des berceuses kurdes, souffrant en kurde, pleurant en kurde », mais on lui a refusé cette possibilité.

De même, le gouvernement s'est abstenu de faire le moindre geste en faveur des prisonniers politiques kurdes, dont l'ancien député et candidat à la présidence de la République Selahattin Demirtaş, embastillé depuis dix ans pour délit d'opinion.

Les maires kurdes destitués et remplacés par des administrateurs judiciaires nommés par le ministre de l'Intérieur ne sont toujours pas rétablis dans leurs fonctions.

Le pouvoir utilise cette période de « dialogue » avec le parti pro-kurde DEM pour attaquer la principale formation de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), dont les maires élus sont poursuivis et arrêtés les uns après les autres sous le prétexte de « lutte contre la corruption » dans un pays mis en coupe réglée par les oligarques proches du régime, en toute impunité. Les figures de proue de ce parti, le maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu et le président Özgür Özel, sont poursuivis sous des prétextes variés et souvent invraisemblables par une justice turque politisée et aux ordres, chargée d'éliminer en amont les candidats potentiels de l'opposition pour les prochaines élections présidentielles, où le président Erdoğan envisage de se présenter pour un nouveau mandat.

Sur le plan extérieur, la Turquie se pose de plus en plus en parrain du Hamas, dont les dirigeants en exil sont régulièrement reçus comme « combattants de la résistance » à Ankara.

Entre Israël et la Turquie, la guerre des mots fait rage et l'éventualité qu'elle puisse finir par se transformer en un conflit armé en Syrie est désormais ouvertement évoquée.

Le 14 août, la Turquie a signé un mémorandum de coopération militaire avec Damas qui promet des systèmes d'armes, de la formation et un soutien logistique à l'armée syrienne. Le geste a été largement interprété comme un signal qu'Ankara était prêt non seulement à faire pression diplomatiquement sur les Kurdes, mais aussi à renforcer militairement Damas pour démanteler l'autonomie kurde.

---

## SYRIE : DAMAS REJETTE LA MÉDIATION DE LA FRANCE

**F**in juillet, la Syrie, la France et les États-Unis avaient annoncé un accord pour organiser à Paris, « dans les plus brefs délais », des discussions sur la mise en œuvre de l'accord signé le 10 mars entre le président par intérim al-Charaa et le général Mazlum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Les deux cosignataires de cet accord prévoyant l'intégration des FDS et des institutions de l'administration du Nord-Est de la Syrie dirigées par les Kurdes étaient invités par le président Macron à Paris pour discuter des modalités et du calendrier de la mise en œuvre de cet accord afin de consolider le nouveau régime syrien tout en prenant en compte les revendications kurdes de décentralisation et de pluralisme.

Une conférence tenue dans la zone sous contrôle kurde et en présence du général Abdi avait réuni quelque 400 délégués représentant les Kurdes et les minorités ethnoreligieuses de Syrie. Les délégués avaient formulé une série de demandes pour l'avenir de la Syrie, dont une constitution démocratique garantissant le pluralisme politique, les droits de l'homme, l'égalité homme-femme et les droits des minorités ethnoreligieuses dans le cadre d'un régime décentralisé.

Les Alaouites et les Druzes, qui ont subi des massacres de la part des milices pro-gouvernementales et qui sont très inquiets des orientations islamistes, centralisatrices et autoritaires du nouveau régime, se sont associés aux Kurdes pour la défense de cette alternative démocratique proposée par la conférence de Hassaké : une alternative rejetée par le régime de Damas et ses parrains turcs.

L'envoyé spécial américain pour la Syrie, l'ambassadeur Tom Barack, qui avait déjà exercé de fortes pressions sur la direction kurde pour la signature de l'accord-cadre du 10 mars, semble avoir réalisé la difficulté de parvenir à un compromis, tant la méfiance kurde est grande au vu du sort infligé par le régime aux Alaouites et aux Druzes.

D'où l'idée d'associer la France, qui entretient d'excellentes relations avec les dirigeants kurdes de Syrie et d'Irak. Lors de sa visite à Erbil, en avril dernier, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot avait rencontré le général Mazlum Abdi pour s'informer directement de la situation des Kurdes syriens, « des frères d'armes des forces françaises », pour leur exprimer « le soutien de la France, qui ne les abandonnera jamais ».

C'est dire combien les dirigeants kurdes syriens comptaient sur la médiation de la diplomatie française pour contrebalancer l'influence néfaste et anti-kurde de la Turquie sur le régime islamiste de Damas. Celui-ci a annoncé le 9 août qu'il ne participera pas aux pourparlers prévus à Paris sur l'intégration de l'administration kurde semi-autonome de Syrie au sein des institutions de l'État central, exigeant que toute négociation future se tienne à Damas (AFP, 9 août).

Le gouvernement syrien « invite les médiateurs internationaux à transférer toutes les négociations à Damas, seul lieu légitime et national pour un dialogue entre Syriens », a ajouté un responsable syrien cité par l'AFP. Selon lui, le gouvernement de Damas ne souhaite pas l'internationalisation des affaires syriennes et refuse toute ingérence étrangère. Sauf, assurément, celle de la

Turquie, dont le ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a effectué, la veille de cette déclaration bravache, une visite non prévue à Damas pour « conseiller » au président syrien al-Charaa de ne pas se rendre à Paris et d'éviter toute internationalisation de la question kurde en Syrie.

Le 12 août, à la demande du gouvernement syrien, une rencontre à Damas a eu lieu entre le ministre des Affaires étrangères, Assaad al-Chaibani, et la cheffe de la diplomatie kurde syrienne, Ilham Ahmed.

Leurs discussions ont porté « sur la recherche d'une formule adaptée à la décentralisation », sans calendrier précis pour sa mise en œuvre « selon une source kurde citée par l'AFP » (12 août). Les échanges visaient, selon la même source, à relancer « la poursuite du processus de négociation via des commissions syro-kurdes sous supervision internationale ». Les deux parties sont convenues qu'il n'y a pas de solution militaire.

Le lendemain, le 13 août, le ministre turc des Affaires étrangères était reçu à Ankara par son homologue syrien. Au cours de la conférence de presse commune, le ministre turc s'en est pris aux combattants kurdes du YPG (Unités de protection du peuple), qui « ne s'intègrent pas dans le système et gâchent le jeu en Syrie ».

« Des membres de l'organisation, originaires de Turquie, d'Irak, d'Iran et d'Europe, n'ont pas quitté la Syrie (...). Nous n'avons constaté en Syrie aucune évolution indiquant que l'organisation a éliminé la menace d'une action armée », a-t-il ajouté, avant de mettre en garde : « La Turquie ne cherche ni l'occupation ni la

---

domination de la région. Mais dans un contexte où ses exigences sécuritaires restent insatisfaites, nous n'avons aucune chance de rester tranquilles. Nous le disons ouvertement. »

Le nouveau régime syrien se prépare à mettre en place un « parlement transitoire ».

En juin, un décret présidentiel a institué une commission électorale de dix membres chargés de superviser la formation de comités locaux appelés à désigner 140 personnes, du 15 au 20 septembre, pour siéger dans ce « parlement » de 210 membres.

Les 70 autres « députés » doivent être désignés directement par le président par intérim.

Le processus sera « reporté » dans les provinces de Raqqa et Hassaké sous contrôle kurde et dans celle de Soueida, à majorité druze dans le sud du pays, un report dû aux « défis sécuritaires dans ces provinces ».

Des sièges seront « réservés » pour les trois provinces afin qu'ils soient pourvus ultérieurement, a déclaré à l'AFP (23 août) un membre de la commission électorale.

Selon la déclaration constitutionnelle, le Parlement disposera d'un mandat renouvelable de deux ans et demi. Il exercera les fonctions législatives jusqu'à l'adoption d'une constitution permanente et la tenue de nouvelles élections.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes, ont continué à combattre les cellules restantes de l'EI (Daech) tout au long du mois d'août 2025. Les combats ont été particulièrement actifs dans la province de Deir ez-Zor, où persistent des cellules dormantes de Daech. À la mi-août, le Conseil militaire de Deir ez-Zor des FDS a conclu une opération de ratissage autour de Gharanij, capturant plusieurs militants de Daech. Malgré ces avancées, les attaques de Daech ont infligé des pertes aux combattants des FDS et aux habitants. Le 6 août, deux combattants des FDS ont été tués lorsque Daech a tendu une embuscade à une patrouille dans l'est de Deir ez-Zor. Plus tard dans le mois, des hommes armés de Daech ont assassiné un directeur d'école local.

Les forces de la coalition internationales ont également porté des

coups à Daech durant cette période. Le 20 août, un raid de la coalition dirigée par les États-Unis dans le nord-ouest de la Syrie a visé un haut responsable de Daech, capturant un commandant djihadiste irakien lors d'un assaut hélicoptère avant l'aube. Il s'agissait du deuxième raid majeur américain depuis que le nouveau gouvernement intérimaire de Syrie a pris le pouvoir, signalant l'engagement soutenu de la coalition à traquer l'EI. Notamment, des responsables du Commandement central américain avertissent que Daech « continue de représenter une menace » au niveau régional, et que les djihadistes ont déplacé leur attention vers la déstabilisation des zones tenues par les Kurdes.

Enfin, le 28 août environ 850 ressortissants irakiens affiliés au Daech ou des membres de leurs familles détenus dans le camp de réfugiés d'Al-Hol au Rojava, ont été rapatriés en Irak. Depuis le début de l'année quelque 11.000 irakiens ont ainsi été rapatriés et les quelques milliers d'autres détenus dans les camps gérés par les forces kurdes devraient être rapatriés avant la fin de l'année.

---

## IRAK : TROUBLES POLITIQUES À SULEIMANIEN

**F**ief de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et capitale culturelle du Kurdistan irakien, la ville de Souleimanieh a été le théâtre d'une série de troubles violents en août.

Le 13 août, la police a arrêté le chef du principal parti de l'opposition parlementaire Nouvelle Génération, Shaswar Abdulwahid.

Cet homme d'affaires, propriétaire entre autres d'une chaîne de

télévision kurde, a été arrêté à son domicile dans le cadre d'une affaire judiciaire.

Une source judiciaire a expliqué à l'AFP (13 août) que cette arrestation faisait suite à une condamnation par contumace à six mois de prison pour ne pas s'être présenté aux audiences d'un procès après une plainte pour « diffamation » déposée par une ex-parlementaire. Il serait également redevable d'une ardoise de plus de 80 millions de dollars au Trésor public.

Cet opposant populiste, fustigeant sur sa chaîne corruption, pauvreté et chômage sévissant au Kurdistan, refuserait de payer des impôts dus par ses sociétés, estimant que sa position de chef de parti et patron d'une chaîne de télévision devrait lui assurer une certaine immunité, voire interdire toute action judiciaire le visant, pouvant être susceptible d'être qualifiée de persécution politique. Son parti, Nouvelle Génération, avait lors des élections d'octobre 2024 obtenu 15 sièges au Parlement du Kurdistan, qui en compte 100.

---

Ses partisans sont descendus dans la rue pour protester contre ce qu'ils considèrent comme une « persécution politique ». La justice, saisie de l'affaire, devrait organiser son procès dans les semaines à venir.

Le 22 août, c'est l'ex-coprésident de l'UPK évincé Lahur Talabani, qui a été arrêté lors d'une opération violente. Évincé de la direction de l'UPK par son cousin Bafel Talabani, fils aîné de l'ancien président de la République irakienne et fondateur de l'UPK, Jalal Talabani, il avait créé son propre parti, le Front populaire, qui a obtenu un score marginal, loin de suffire à obtenir le moindre siège aux élections d'octobre 2024.

Ancien chef des services de lutte contre le terrorisme de Suleimanieh, il aurait conservé de nombreux partisans au sein de ces services. Il est accusé d'avoir préparé un coup de force visant à éliminer le chef actuel de la direction de l'UPK.

Aux premières heures du 22 août, les forces de sécurité ont encerclé l'hôtel Lalezar à Suleimanieh pour arrêter Lahur et ses associés, exécutant un mandat délivré par un tribunal local. De violents affrontements ont éclaté vers 3 h du matin et ont duré près de quatre heures, les partisans armés de Lahur échangeant des tirs avec les unités de sécurité. Les affrontements ont fait de nombreuses victimes des deux côtés. Selon les chiffres officiels, trois membres des forces de sécurité ont été tués et 19 blessés lors de la confrontation. Lahur est poursuivi en vertu de l'article 56 du Code pénal irakien, qui couvre le complot criminel. Les autorités judiciaires de Suleimanieh ont indiqué que le mandat d'arrêt mentionnait des accusations de tentative de meurtre et de tentatives de déstabilisation de la sécurité. À la suite de sa détention, les

procureurs ont ajouté d'autres charges graves, y compris meurtre avec préméditation, sédition armée au dossier contre Lahur.

Le Conseil de sécurité de la Région du Kurdistan a publié des images de plusieurs hommes, présentés comme des membres du groupe armé de Lahur, avouant le complot. Dans la vidéo, six gardes armés ont décrit des plans visant à louer un appartement dans une tour près du siège de Bafel Talabani et ont montré comment des fusils de sniper munis de silencieux avaient été installés à une fenêtre donnant sur le bureau du dirigeant de l'UPK. Ils ont affirmé que Lahur lui-même avait donné l'ordre d'assassiner son cousin Bafel. Le Conseil de sécurité de la Région du Kurdistan, un organe de sécurité de premier plan, a accusé la faction de Lahur de comploter pour déstabiliser la région en éliminant des dirigeants clés. Les comploteurs auraient visé également Qubad Talabani, vice-Premier ministre et frère cadet de Bafel Talabani, dans leur tentative d'assassinat.

Ces troubles interviennent à quelques mois des élections parlementaires irakiennes dans un contexte régional tendu où le conflit entre l'Iran et Israël, les litiges politiques et financiers persistants entre Bagdad et le Kurdistan font peser de lourdes menaces sur la stabilité du Kurdistan. La population, frappée par la crise économique et les incertitudes politiques, est de plus en plus inquiète.

Dans l'Irak arabe, la situation est encore pire. Malgré plus de 120 milliards de dollars alloués depuis juin 2003 à la mise en place d'un système électrique moderne, le pays souffre d'une pénurie d'électricité.

Le 11 août, à la suite d'une panne géante, l'Irak a été presque totalement privé d'électricité, sauf le

Kurdistan qui dispose de ses propres centrales. La panne serait causée par une surconsommation due à la canicule. À Bagdad, à Bassorah, à Kerbala, les températures atteignent souvent les 50 °C et les citoyens ont de plus en plus recours à la climatisation.

En raison de la corruption gigantesque de la classe politique, la majeure partie des sommes allouées à la construction de nouvelles centrales électriques a été détournée.

L'Irak, qui importe déjà de l'électricité de l'Iran, qui lui-même souffre de pénuries, pourrait s'approvisionner aussi auprès de la Turquie, au prix fort.

Sur le plan sécuritaire, comme convenu, les Américains ont évacué leurs bases militaires dans la partie arabe de l'Irak et ont redéployé leurs forces au Kurdistan, où leur présence devrait durer au moins encore un an.

Washington maintiendra néanmoins une « coopération stratégique » avec Bagdad et veillera à ce que l'Irak ne bascule pas totalement dans l'orbite de l'Iran.

Sous la pression des Américains, un projet de loi visant à consolider le rôle des anciennes unités paramilitaires pro-iraniennes de Hashd al-Chaabi, et leur assurant une indépendance financière à l'image des Gardiens de la révolution iraniens, a été renvoyé sine die. Washington estime que l'adoption de cette loi « institutionnaliserait l'influence irakienne et consoliderait les groupes armés terroristes, sapant ainsi la souveraineté de l'Irak ».

Le conflit entre Erbil et Bagdad sur le budget et sur l'exportation du pétrole du Kurdistan persiste. Bagdad n'a pas versé les salaires des employés et fonctionnaires du Kurdistan en juillet et en août. L'exportation du pétrole,

---

annoncée chaque semaine pour « très bientôt », n'a toujours pas repris. Son arrêt depuis mars 2023 a déjà coûté plus de 30 milliards de dollars au budget du Kurdistan et de l'Irak.

Les élections parlementaires annoncées pour le 17 novembre 2025 risquent de se dérouler dans un climat tendu, et le mécontentement de la population pourrait se traduire par un vote en faveur des partis popu-

listes et produire un Parlement encore plus fragmenté. Un an après les élections, le Kurdistan n'est toujours pas parvenu à former une nouvelle coalition gouvernementale.

---

## IRAN : VERS LE RÉTABLISSEMENT DES SANCTIONS EUROPÉENNES ?

**L**e programme nucléaire iranien continue d'hypothéquer l'avenir de ce pays, son économie et ses relations extérieures. Quelques semaines après la guerre de 12 jours en juin, au cours de laquelle les principales installations nucléaires ont été gravement endommagées par les bombardements israéliens et américains, les Européens du groupe dit E3 (France, Allemagne, Royaume-Uni) tentent de renouer le fil rompu du dialogue pour régler par des voies diplomatiques la crise nucléaire iranienne. Le temps presse car l'accord nucléaire signé en juillet 2015 et endossé à l'époque par une résolution du conseil de sécurité de l'ONU expire en octobre.

Cet accord n'a pas été respecté. Les États-Unis, sous le premier mandat de Donald Trump, avaient décidé en 2018 de s'en retirer et avaient rétabli leurs propres sanctions. De son côté, l'Iran s'est affranchi de certains engagements, notamment sur l'enrichissement de l'uranium, tout en autorisant les visites des inspecteurs de l'Agence de l'énergie atomique de l'ONU. Les Européens ont, eux, respecté les dispositions de l'accord, notamment celles concernant la suspension des sanctions économiques visant l'Iran. La question est de savoir si celles-ci vont être rétablies en octobre, à l'expiration de l'accord signé en 2015.

Le 26 août, des représentants du trio européen du groupe E3 se

sont réunis avec leurs homologues iraniens pour renouer les fils du dialogue et explorer les voies d'un accord diplomatique restreignant le programme nucléaire iranien à des usages purement civils. L'Iran, dans cette perspective, sera autorisé à enrichir son uranium à hauteur de 5 % pour ses centrales nucléaires et à environ 20 % pour les isotopes à usage médical. Mais Téhéran semble rejeter toute limitation de son programme d'enrichissement en faisant une question de «fierté nationale».

En signe d'ouverture ad minima, l'Iran a autorisé une visite des inspecteurs de l'ONU à sa centrale nucléaire de Boushehr, une première depuis la guerre des 12 jours.

Dans ce contexte tendu, le trio du groupe E3 a déclenché le 28 août un mécanisme appelé «snapback», qui permet de rétablir les sanctions contre l'Iran. Les trois puissances européennes laissent ainsi un mois à l'Iran pour négocier et éviter le rétablissement des sanctions suspendues il y a dix ans.

Une réunion à huis clos du conseil de sécurité de l'ONU consacrée à cette question s'est tenue le 29 août à New York. La cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, a, elle aussi, laissé la porte à la négociation pendant un mois : «Nous entrons dans une nouvelle phase de 30 jours (...) que nous devons vraiment utiliser pour trouver des

solutions diplomatiques», a-t-elle déclaré (L'Express, 30 août). Même le secrétaire d'État américain Marco Rubio a déclaré, le 29 août, que Washington restait ouvert à des pourparlers directs avec Téhéran.

Le mécanisme de «snapback», différent des décisions habituelles du conseil de sécurité, prévoit que les sanctions soient rétablies à l'issue des 30 jours, à moins que le Conseil n'adopte une résolution confirmant la levée des sanctions, une éventualité guère probable qui se heurterait à un ou plusieurs vetos de membres permanents du conseil de sécurité.

Co-signataire de l'accord de 2015, la Russie a exhorté les Européens «à réviser leurs décisions erronées avant que celles-ci n'aboutissent à des conséquences irréparables et à une nouvelle tragédie».

Le rétablissement des sanctions aura en effet un impact dévastateur sur une économie iranienne déjà à bout de souffle. Le rial, la monnaie nationale, est en chute libre. La commission économique du Parlement iranien a approuvé, le 3 août, un projet de loi visant à supprimer quatre zéros de sa monnaie nationale. Le même jour, un dollar s'échangeait au marché noir à 925 000 rials (Le Figaro, 3 août).

La misère s'installe un peu partout. Dans un pays riche en pétrole et en gaz, la population subit des coupures quotidiennes

---

d'électricité et de gaz, d'eau. La sécheresse ne fait qu'aggraver la situation.

Le niveau des réserves d'eau dans les barrages est au plus bas. Il est devenu critique dans la province de Téhéran où les quatre principales retenues d'eau alimentant la capitale ne sont plus remplies qu'à 12 % de leur capacité, contre 60 % à 70 % habituellement (Le Monde, 6 août). Face au mécontentement populaire généralisé, le pouvoir a recours à une répression sans retenue.

Selon l'ONU, 841 personnes ont été exécutées par le régime depuis le début de l'année. L'ONU dénonce «un schéma systématique d'utilisation de la peine de mort comme outil d'intimidation par l'État».

En juillet, l'Iran avait exécuté, selon l'ONU, au moins 110 condamnés, soit le double du nombre de personnes exécutées en juillet 2024. (Le Monde, 29 août ; Le Figaro, 30 août)

Au Kurdistan, les forces de sécurité iraniennes ont mené, en août, des vagues d'arrestations arbitraires, visant des civils, des militants et même des journalistes. Les détenus étaient généralement arrêtés sans mandat ni procédure légale, souvent au milieu de violences, puis emmenés vers des lieux inconnus. Dans de nombreux cas, les familles sont restées dans l'angoisse, sans aucune information sur le sort de leurs proches.

Le 19 août, à Saqqez, quatre villageois kurdes – Omid Rahimzadeh (47 ans), Mehdi Kamali (41 ans), Zakaria Moradi (35 ans) et Mohammad Aminpour (30 ans) – ont été arrêtés sans mandat judiciaire par des agents du Renseignement et emmenés vers un lieu non divulgué. Trois jours plus tard, leur sort et leurs conditions restaient inconnus, aucune charge n'ayant été annoncée.

Le 20 août, à Téhéran, les forces de sécurité de la capitale ont perquisitionné les domiciles de deux frères kurdes de la province de Kermanshah, Ramin Rostami et Ehsan Rostami (38 ans), les arrêtant sans mandat. Ehsan Rostami est un militant culturel kurde bien connu dans le domaine de l'édition, et sa détention – à son domicile privé – est intervenue sans aucune charge annoncée. Les deux hommes ont été emmenés vers des lieux inconnus. Leur famille n'a reçu aucune information, illustrant la façon dont les militants kurdes disparaissent régulièrement dans les centres de détention iraniens pour des activités pacifiques comme le travail littéraire.

Le 9 août, à Ourmia, dans l'un des cas les plus alarmants du mois, des agents du renseignement du CGRI ont arrêté violemment neuf villageois kurdes – tous issus de deux familles liées – sous prétexte de « collaboration avec Israël ». Parmi les détenus figuraient plusieurs membres des familles Golestani et Mostafazadeh, qui ont été sévèrement battus lors de leur arrestation, puis transférés vers un centre de détention à Téhéran. Quatre jours après le raid, aucune information n'avait été fournie sur leur état ni sur leur lieu exact de détention, et les démarches des familles étaient vaines. L'accusation généralisée d'espionnage est infondée et s'inscrit dans un schéma où le régime utilise des conflits extérieurs comme prétexte pour faire des Kurdes des boucs émissaires.

Le 7 août, à Sanandaj, le Renseignement du CGRI a arrêté Roghayyeh (Zhino) Karimi, une jeune femme kurde de 18 ans originaire de Marivan, et l'a détenue sans inculpation. Elle a été maintenue au secret dans un centre de Sanandaj sans accès à un avocat ni à des visites familiales tout au long de son interrogatoire. Plus tard dans le mois, Karimi a été transférée dans un centre de détention pour

mineurs, mais son statut juridique restait incertain.

L'une des dimensions les plus flagrantes de la répression anti-kurde en Iran est le ciblage des kolbars – les porteurs kurdes qui transportent des marchandises à travers la frontière Iran-Irak par désespoir économique. Les gardes-frontières et forces de sécurité iraniennes continuent de traiter ces civils non armés comme des ennemis combattants, utilisant une force létale et des abus cruels contre eux en toute impunité. Août 2025 a vu plusieurs tirs et meurtres de kolbars.

Le 17 août, Rahman Rasoulzadeh, kolbar de 40 ans originaire de Baneh, a été abattu par les forces du régiment frontalier iranien avec une mitrailleuse lourde DShK. Il a été touché par des balles de gros calibre et est mort sur le coup au poste frontalier de Hengejal. Des témoins oculaires confirment que Rasoulzadeh a été directement visé et ne représentait aucune menace. Son corps a ensuite été traîné jusqu'à un hôpital local. L'usage d'armes de champ de bataille contre un simple porteur illustre l'extrême brutalité de la politique frontalière iranienne. De plus, à Sawlawa, des gardes-frontières iraniens ont ouvert le feu sans avertissement sur un jeune kolbar, Milad Tabad (27 ans), dans les montagnes de Tete à Marivan. Tabad a été grièvement blessé par les tirs le 25 août et a dû être transporté d'urgence à l'hôpital Kosar de Sanandaj en raison de la gravité de ses blessures. Il reste sous surveillance médicale après un traitement d'urgence.

Les organisations kurdes de défense des droits humains ont documenté que ce schéma de violence est systématique. En juillet 2025 (à peine un mois plus tôt), au moins 12 kolbars kurdes ont été tués ou blessés par des

---

tirs directs de gardes-frontières iraniens, un chiffre qu'août semble égaliser.

Au-delà des arrestations et fusillades mentionnées, août 2025 a également été marqué par de nombreuses violations des droits culturels, politiques et économiques des Kurdes, soulignant la nature omniprésente de l'oppression du régime :

Fin août, le ministère iranien de l'Éducation a intensifié sa purge des enseignants kurdes impliqués dans l'activisme syndical. Une commission d'appel a confirmé ou alourdi les sanctions disciplinaires contre au moins 7 enseignants kurdes, imposant des peines allant de la révocation définitive et la retraite anticipée forcée à l'exil de plusieurs années loin de leur domicile. Parmi les personnes ciblées figu-

raient des militants syndicaux de premier plan qui avaient mené des protestations d'enseignants pour de meilleures conditions. Par exemple, le syndicaliste Omid Shah-Mohammadi a été définitivement exclu du système éducatif, et d'autres ont été renvoyés ou suspendus simplement pour leur activisme pacifique.

---

## PARIS : LE DÉCÈS DE GÉRARD CHALIAND

**D**éfenseur de longue date de la cause kurde, Gérard Chaliand, poète, écrivain et expert en géopolitique, est décédé le 20 août à l'hôpital Broca, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où il était soigné depuis plusieurs mois pour insuffisance rénale. Il avait fêté ses 91 ans le 15 février dernier.

Né en 1934 à Etterbeek, en Belgique, dans une famille d'exilés arméniens rescapés du génocide, il a grandi à Paris, au Quartier Latin où son père tenait une pharmacie. Élève au lycée Henri IV, grand lecteur, il avait lu un livre de souvenirs de l'écrivain Blaise Cendrars intitulé *Bourlinguer* qui lui avait fait une forte impression. Il avait décidé de partir à son tour parcourir le vaste monde, voyager, découvrir de nouveaux pays, d'autres cultures, d'autres civilisations.

C'est ainsi qu'il est parti à l'âge de 16 ans en Algérie, où il a vécu quelque temps de petits boulots de survie et découvert les rudes réalités du colonialisme. Ce séjour formateur le conduira plus tard à s'engager dans les réseaux de soutien au Front national de libération de l'Algérie, et plus tard dans divers mouvements révolutionnaires du tiers-monde.

Après le baccalauréat, il a étudié à l'École nationale des langues orientales (Langues O'), où il a appris le turc, suivi des cours sur les civilisations orientales, notamment celles de l'Iran, de l'Inde et de la Chine. C'est là qu'il a, à l'âge de 22 ans, fait la connaissance de Juliette Minces, 19 ans, secrétaire de la section du Parti communiste et étudiante en langue et civilisation chinoises, qui devient le grand amour de sa vie.

Il entreprend avec elle un grand voyage à travers la Turquie, le Kurdistan, l'Iran jusqu'aux Indes, dont la grande misère, le système archaïque des castes, les discriminations et les violences le marqueront.

À Istanbul, il fréquente des intellectuels turcs de gauche tels qu'Atilla Tokatli, qui commencent à traduire en turc les classiques du marxisme. Ils lui font découvrir la poésie populaire turque, dont il traduira quelques poèmes en français, qui sont publiés en 1961 aux éditions Maspéro, avec des poèmes populaires kurdes traduits grâce aux concours de l'émir Kamuran Bedir Khan, sous le titre *Anthologie de la poésie populaire Turcs et des Kurdes*.

Sa rencontre aux Langues O' avec l'émir Bedir Khan, qui y ensei-

gnait la langue et la civilisation kurdes, l'a incité à publier la même année un opuscule sous le titre *La question kurde* qui, à un moment où les Kurdes étaient encore très peu connus en France, a été une bonne contribution pour les faire connaître.

Militants engagés du côté des indépendantistes algériens, Gérard Chaliand et Juliette Minces ont vécu quelque temps dans l'Algérie indépendante où ils ont travaillé pour la revue *Révolution africaine*. À la suite du coup d'État de Boumédiène, tous les militants qui avaient placé leurs espoirs révolutionnaires dans l'Algérie « socialiste » ont dû déchanter et partir ailleurs.

On retrouve alors Chaliand dans l'activisme révolutionnaire international autour de la Tricontinentale, dont le cœur bat à Cuba et dont les idées sont portées en France par la revue *Partisans* publiée à Paris par François Maspéro, dont Chaliand est un contributeur régulier.

Il traduit, avec Juliette Minces, *La guerre de guérilla et autres textes militaires de Che Guevara*, 1961.

Plus tard, on le verra en Afrique, en Guinée-Bissau, où il rencontre Amílcar Cabral, organisant la

---

guerre d'indépendance de son pays, une expérience révolutionnaire que Chaliand fait connaître dans *La lutte armée en Afrique* (Maspéro, 1967).

Il ira ensuite séjourner au Vietnam longuement pour suivre de près la résistance vietnamienne contre la guerre américaine et publiera sur cette expérience *Les Paysans du Nord-Vietnam et la guerre* (Maspéro, 1968).

Il passera aussi plusieurs mois au Proche-Orient auprès de divers mouvements palestiniens. Il publie, en 1970, *La résistance palestinienne* aux éditions de Seuil.

Après tant d'années passées auprès des guérillas et des mouvements insurrectionnels sur plusieurs continents, il soutient en 1975 une thèse de doctorat à l'université Paris V, sur les *Mythes révolutionnaires du tiers-monde*, qui paraît sous forme de livre en 1976 aux éditions du Seuil.

Ce livre critique de maturité marque un tournant dans sa pensée, ses engagements et son œuvre, qui s'oriente de plus en plus vers la stratégie, les guerres irrégulières et la géopolitique, avec la publication d'une série d'atlas, d'anthologies des écrits sur les guérillas, sur les textes fondamentaux des penseurs de la stratégie, etc.

Parallèlement à ces activités éditoriales, à ses voyages d'études dans de nombreux pays, à ses reportages sur les insurrections et les guérillas en cours en Érythrée, en Afghanistan, en Angola, en Amérique du Sud, il consacre une partie de son temps à la cause kurde.

Il participe, avec Kendal Nezan et l'ethnologue Sabine Hargous à la création en 1973 d'une association France-Kurdistan pour faire connaître le peuple kurde, sa culture, son histoire et sa lutte de libération nationale.

Parrainée par d'intellectuels français prestigieux comme Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Pierre Vidal-Naquet, Laurent Schwartz, Maxim Rodinson, l'association publie un bulletin intitulé *Solidarité Kurdistan* et réédite aux éditions d'Aujourd'hui l'ouvrage de référence *Les Kurdes, étude historique et sociologique* de Basil Nikitine.

Puis, sous sa direction est élaboré et publié un ouvrage collectif intitulé *Les Kurdes et le Kurdistan* en 1978 (éditions Maspéro) avec les contributions d'Abdul Rahman Ghassemlou, Kendal Nezan et Ismet Chérif Vanly.

C'est Chaliand qui, grâce à ses relations dans les milieux de l'édition, assure la traduction en anglais (*People without a Country*, Zed Press, 1984), en allemand (*Kurdistan und die Kurden*, 1984), en grec (*Oí Kouρδοι*, 1988) et en d'autres langues de cet ouvrage écrit par des intellectuels kurdes présentant leur version de l'histoire de leur peuple.

Il organise, avec le concours de *Cultural Survival Inc. Boston*, une série de conférences (*Lectures tour*) dans les principales universités américaines pour animer des débats autour de *People Without a Country*, afin de faire connaître les Kurdes à la jeunesse étudiante américaine.

Secrétaire général de France-Kurdistan jusqu'en 1982, Gérard Chaliand a participé à la création en 1983 de l'Institut kurde de Paris, dont il est resté un membre actif jusqu'à la fin sa vie.

Il a participé à la plupart des colloques et conférences organisés par l'Institut kurde, trouvé des éditeurs pour ses publications, pour les livres des auteurs kurdes ou sur les Kurdes, comme *Le Génocide en Irak*, *La République kurde* de William Eagleton ou *Une Européenne chez les Kurdes* d'Hélène Krulich-Ghassemlou.

Il a réédité aux éditions de l'Aube son excellente *Anthologie de la poésie populaire kurde*, avant de publier lors de l'exode massif consécutif à la guerre du Golfe, *Le malheur kurde*, Seuil, 1992 (Traduction en anglais sous le titre de *The Kurdish tragedy*, UNRISD, 1994).

Il considérait l'épopée kurde *Memê Alan*, dans sa belle traduction par Roger Lescot, comme l'un des plus beaux textes du patrimoine littéraire universel et tenait à en insérer des passages dans ses anthologies des *Trésors des textes épiques de l'humanité* (Plon, 1995) et *Mon anthologie universelle de l'amour*, (*Les Belles lettres*, 2023).

Au cours de son long compagnonnage avec les Kurdes, Gérard Chaliand a connu la plupart des leaders et des intellectuels kurdes.

Il s'est lié d'amitié avec A.R. Ghassemlou, Nechirvan Barzani, Yılmaz Güney, qu'il admirait beaucoup pour son cinéma et son courage physique et moral. Güney fut la première personnalité de renom originaire de Turquie qui témoigna publiquement, en 1984, devant le Tribunal permanent des peuples à Paris, du génocide perpétré en 1915 par l'Empire ottoman contre le peuple arménien.

Sa prise de position avait suscité de vives réactions en Turquie et contribué au débat sur la responsabilité de l'État turc, qui continue sa politique de déni.

Chaliand a fait de nombreux séjours au Kurdistan iranien, puis irakien et syrien (Rojava).

Il a enseigné pendant plusieurs années à l'université du Kurdistan à Erbil, et chaque année, il passait près de 4 mois dans la capitale kurde, où il connaissait à peu près tout le monde. Il y était aimé et apprécié.

---

Sa dernière visite au Kurdistan remonte à mai 2023, où il a participé, en compagnie de la maire de Paris, Anne Hidalgo, de Bernard Kouchner, de Joyce Blau et de Kendal Nezan, à l'inauguration du Musée Barzani.

Avec lui disparaît une grande voix, un défenseur fidèle de la cause kurde.

Ayant fait don de son corps à la science, à l'instar de l'émir Bedir Khan, il n'y a pas eu d'obsèques.

L'Institut kurde organise le 3 octobre 2025 à 19h une soirée d'hommage à la Maison d'Amérique latine à Paris avec la participation de ses proches et de ses amis.

*Écrits de Gérard Chaliand sur les Kurdes.*

Gérard Chaliand a publié près d'une centaine de livres, dont des recueils des poésies, des atlas, des anthologies, des livres de géopolitique et de stratégie. Nombre de ses ouvrages ont été traduits en anglais et en d'autres langues.

## En Syrie, une ONG annonce que les affrontements ont repris à Souweïda, faisant au moins quatre morts

La région de Souweïda a été le théâtre d'affrontements entre Druzes et Bédouins, causant la mort de plus de 1 400 personnes. Un cessez-le-feu avait mis fin à une semaine sanglante, le 20 juillet, mais la situation reste tendue et l'accès à la province difficile.

**M**algré un cessez-le-feu entré en vigueur le 20 juillet après des violences intercommunautaires, les affrontements ont repris, dimanche 3 août, dans la province à majorité druze de Souweïda, dans le sud de la Syrie, causant la mort d'au moins quatre personnes.

Trois membres des forces syriennes de sécurité ont été tués « dans des affrontements qui ont éclaté avec des factions locales sur l'axe de Tal Hadid, dans l'ouest de la province de Souweïda », a déclaré l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Auparavant, selon l'ONG, « un membre des factions locales, originaire de Souweïda », avait été tué à Tal Hadid, « un point stratégique en hauteur » dans l'ouest de la province.

La région de Souweïda a été le théâtre d'affrontements entre Druzes – une minorité issue de l'islam chiite – et Bédouins sunnites, avant que les combats ne s'étendent avec l'intervention des forces gouvernementales et de combattants tribaux venus prêter main-forte aux Bédouins. Le cessez-le-feu a mis fin à cette se-



Des hommes armés appartenant à un groupe druze, à Souweïda, en Syrie, le 23 juillet 2025. PHILÉMON BARBIER/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

maine d'affrontements – qui ont fait plus de 1 400 morts, majoritairement druzes, selon l'OSDH – mais la situation reste tendue et l'accès à la province difficile.

### Accusations de blocus

L'OSDH a précisé que des combats avaient aussi repris autour de la ville d'Al-Thaala « après des tirs de roquettes et d'armes lourdes en provenance de zones tenues par les forces gouvernementales ». Des explosions et des rafales ont été entendues dans plusieurs quartiers de la

ville de Souweïda, selon la même source.

L'agence officielle syrienne SANA a accusé des groupes druzes fidèles à l'influent chef spirituel Hikmat Al-Hijri d'avoir violé le cessez-le-feu en attaquant les troupes gouvernementales à Tal Hadid, recensant un officier des forces de sécurité tué. Les forces gouvernementales ont repris le contrôle de Tal Hadid après les affrontements de la matinée, selon l'Observatoire.

Depuis le 20 juillet, la route

principale reliant Souweïda à Damas est coupée et des groupes armés alliés aux autorités contrôlent ses environs et entravent la circulation, selon l'OSDH. L'ONG accuse les autorités « d'imposer un blocus à la province de Souweïda pour faire plier ses habitants ». Des centaines d'habitants de Souweïda ont manifesté vendredi pour réclamer le retrait des troupes gouvernementales, avec des pancartes réclamant « la fin du blocus » ou « l'ouverture d'un couloir humanitaire avec la Jordanie » voisine. Le pouvoir syrien, de son

côté, montre du doigt des groupes druzes, qui, selon lui, coupent la route.

### Inquiétudes des minorités depuis la chute d'Al-Assad

L'ONU a pu envoyer quelques convois d'aide dans la province, mais une source du ministère de l'intérieur a déclaré dimanche à la télévision d'Etat syrienne que le couloir humanitaire était temporaire-

ment fermé « jusqu'à ce que la zone soit sécurisée après que des groupes hors-la-loi ont violé le cessez-le-feu ».

Les minorités ethniques et confessionnelles de Syrie s'inquiètent depuis qu'une coalition rebelle menée par les islamistes a renversé en décembre le président syrien, Bachar Al-Assad – lui-même issu de la communauté alaouite et qui se posait en protecteur des minorités – après près

de quatorze ans de guerre civile déclenchée par la répression de manifestations prodémocratie.

Les nouvelles autorités syriennes ne cessent d'affirmer leur engagement à faire respecter les droits de toutes les composantes du pays, mais avant même les affrontements à Souweïda, [des massacres survenus en mars dans le bastion alaouite du littoral syrien](#) ont suscité des

doutes quant à leur capacité à le faire. Quelque 1 700 personnes, en majorité des civils alaouites, avaient alors été tuées, selon l'OSDH.

La reprise des violences dans la province de Souweïda a lieu au lendemain de l'annonce par les autorités de la tenue d'une première réunion du comité mis en place pour enquêter sur les affrontements de juillet.

LE FIGARO

03 août 2025

## L'Iran envisage d'effacer des zéros de sa monnaie nationale, en constante dépréciation

**P**our simplifier les transactions, les Iraniens ont depuis des années dénommé leur monnaie le toman en retranchant un zéro à la valeur du rial, ce qui crée une source de confusion pour les visiteurs étrangers. Borna\_Mir / stock.adobe.com

Le retrait américain en 2018 et le rétablissement des sanctions contre Téhéran ont contribué à faire plonger le rial iranien.

La commission économique du Parlement iranien a approuvé dimanche un projet de loi visant à supprimer quatre zéros de sa monnaie nationale en constante dépréciation ces dernières années notamment en raison des sanc-

tions internationales, a annoncé un média d'Etat.

«La réunion d'aujourd'hui de la Commission économique a approuvé le nom rial comme monnaie nationale, ainsi que la suppression de quatre zéros», a annoncé Icana, le site du Parlement, citant le président de la Commission, Shamseddin Hosseini. Le gouverneur de la Banque centrale, Mohammad Reza Farzin, avait constaté en mai que le [rial iranien](#) «ne jouit pas d'une image favorable» dans l'économie mondiale.

Selon le projet de loi, un nouveau rial vaudrait 10.000 rials actuels et serait subdivisé en 100 gherans, une unité comparable au centime, selon Icana. La

proposition a été présentée pour la première fois en 2019, avant d'être abandonnée. Elle doit être soumise au vote du Parlement et obtenir l'approbation du Conseil des gardiens, organe chargé de l'examen des lois.

### Devise instable

Ces dernières années, le rial ne cesse de plonger notamment après le retrait américain en 2018, d'un accord sur le programme nucléaire iranien et le rétablissement des sanctions contre Téhéran. Cette tendance s'est particulièrement accélérée depuis le retour en janvier à la Maison Blanche du président américain Donald Trump, dont le premier mandat avait été marqué par une

politique dite de «*pression maximale*» à l'encontre de l'Iran. Dimanche, un dollar s'échangeait au marché noir à 925.000 rials, contre 913.500 la veille, selon le quotidien économique Donya-e Eqtesad. Lundi, le porte-parole de la commission économique du Parlement, Hakem Mamkan, avait indiqué que la proposition du gouvernement visait à «*faciliter les transactions et les audits au sein des institutions*» étatiques.

Pour simplifier les transactions, les Iraniens ont depuis des années dénommé leur monnaie le toman en retranchant un zéro à la valeur du rial, ce qui crée une source de confusion pour les visiteurs étrangers.

The New York Times

Farnaz Fassihi  
Aug. 3, 2025

# Iran Is Holding at Least 4 American Citizens, Rights Groups and Families Say

Two were seized after Israel and the United States attacked Iranian targets in June, and two others have been held since 2024.

Iran has for decades practiced what critics call **hostage diplomacy**, a policy of detaining foreigners and dual nationals to leverage them for prisoner swaps and the release of frozen funds. In the aftermath of the 12-day war with Israel and the United States, Iran is once again targeting Americans.

At least four Iranian Americans — two men and two women — are in Iranian custody, according to human

rights groups, lawyers and Hostage Aid Worldwide, a nonprofit organization that was founded by former hostages to aid families and that is in touch with the current detainees' friends and families.

Three of the Americans are in jail, and one has been barred from leaving the country, they said.

The detentions are likely to increase the already tense

political climate between Tehran and Washington after the United States **joined** Israel's attack on Iran and bombarded and severely damaged three of its nuclear sites in June.

Nuclear negotiations with Washington have not resumed since the war in June, but Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, said this past week in an interview with local news media that he and the U.S. special envoy, Steve

Witkoff, have been communicating directly through text messages.

President Trump has said that he would not tolerate countries' wrongful detention of Americans and that their release is a top priority for his administration. Mr. Witkoff's office did not respond to a question on whether the detention of dual American citizens was brought up in communications with Mr. Araghchi.



Aug 03, 2025

## EU remembers Yazidi 'tragedy,' urges action to support return of displaced

ERBIL, Kurdistan Region - The European Union on Sunday marked the 11th anniversary of the Yazidi "tragedy," calling for justice and better living conditions for displaced members of the community. The commemoration comes in memory of the brutal campaign launched by the Islamic State (ISIS) against the ethnoreligious minority in 2014.

In a statement, the EU emphasized the "importance of accountability for crimes committed by [ISIS] Da'esh against all victims of their terror," including the Yazidi community. "We welcome all actions by Iraqi authorities and inter-

national efforts to support this accountability," the statement read.

ISIS captured large parts of northern and western Iraq in mid-2014. In August of that year, the group launched a genocidal assault on the Yazidi community in the Shingal (Sinjar) region. An estimated 5,000 to 10,000 Yazidi men and elderly women were killed, while between 6,000 and 7,000 women and girls were abducted and subjected to sexual slavery and human trafficking. Around 400,000 Yazidis fled, with the majority taking refuge in the Kurdistan Region.

The United Nations has officially recognized the campaign as genocide.

Despite Iraq's formal declaration of victory over ISIS in 2017, more than 21,000 Yazidi families remain in displacement camps, primarily in the Kurdistan Region's northern Duhok province. Their return is chiefly hindered by unresolved security concerns and the continued presence of various armed groups in Shingal.

For its part, the EU reaffirmed its support for "Iraq's unity, sovereignty and territorial integrity," and emphasized the importance of protecting the

country's ethnic and religious diversity, "of which the Yazidi community is an integral part."

It further added that despite efforts by the Iraqi government, the Yazidi community "continues to face obstacles preventing them from returning to their homes," particularly in their ancestral heartland, Shingal. The Yazidis are impeded by "security concerns and limited access to basic social services," the EU noted.

The EU also urged Baghdad and Erbil to implement the Sinjar Agreement, signed in October 2020 with the backing of the United Nations Assistance Mission for Iraq

(UNAMI). The agreement aims to remove non-state armed groups from Sinjar, restore stability, and reestablish local governance. However, nearly five years on, the deal remains unimplemented.

Earlier on Sunday, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani called on Baghdad to shoulder full responsibility for the Yazidi heartland's security and development and "no longer allow Shingal and

Yazidi areas to become arenas for militia tensions and armed groups."

"We stress the importance of implementing the agreement between the Kurdistan Re-

gional Government and the Iraqi federal government to normalize conditions in Shingal," President Barzani said, referencing the Shingal Agreement.



Sait Burak Utucu  
04 août 2025

## Ministre de l'Économie de l'Azerbaïdjan : «La Syrie est devenue le 14e pays auquel nous fournissons du gaz»

Les partenariats énergétiques de l'Azerbaïdjan se renforcent grâce à l'extension de la liste de ses partenaires commerciaux. Cependant, ils se développent aussi à travers des partenariats sur les projets menés, avec d'autres acteurs régionaux comme la Turquie et le Qatar. View on euronews

Avec l'ouverture du gazoduc Turquie-Syrie, l'exportation de gaz naturel de l'Azerbaïdjan vers la Syrie via Kilis a commencé le samedi 2 août. «La Syrie est le 14e pays auquel l'Azerbaïdjan fournit du gaz naturel», a déclaré à Euronews le ministre azerbaïdjanais de l'Économie Mikayil Jabbarov.

Le ministre azerbaïdjanais de l'Économie Mikayil Jabbarov Emre Başaran / Euronews

L'Azerbaïdjan a franchi une étape importante dans sa diplomatie énergétique en commençant à fournir du gaz naturel à la Syrie.

Le ministre de l'Énergie et des ressources naturelles, Alparslan Bayraktar, le président du Fonds de développement du Qatar, Fahad Hamad Al-Sulaiti, le ministre syrien de l'Énergie, Mohammed al-Bashir, et le ministre azerbaïdjanais de l'Économie, Mikayil

Jabbarov, ont assisté samedi à la cérémonie d'ouverture du gazoduc Turquie-Syrie à Kilis, à sept kilomètres de la frontière syrienne.

«L'Azerbaïdjan, un fournisseur d'énergie mondial en pleine expansion», a déclaré Mikayil Jabbarov.

Bakou, qui exporte depuis longtemps du gaz naturel vers des pays voisins tels que la Turquie et la Géorgie, a également accru son influence sur le marché européen grâce à des gazoducs internationaux tels que le corridor gazier transadriatique et le corridor gazier méridional.

Depuis le 2 août, l'Azerbaïdjan exporte du gaz naturel vers la Turquie, la Géorgie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Serbie, la Slovaquie, la Croatie, la Tchéquie, la Slovaquie et l'Italie. La Syrie a été récemment ajoutée à cette liste après l'Ukraine.

Pour le ministre de l'Économie, les livraisons de gaz naturel vers la Syrie sont une contribution importante au processus de reconstruction et de normalisation du pays.

«La fiabilité de l'approvisionnement en énergie est extrêmement importante pour la

normalisation de l'économie», explique-t-il. «Le gaz azerbaïdjanais assurera une production d'électricité plus stable et répondra aux besoins de millions de personnes».

Le ministre a souligné que cette étape avait une importance non seulement commerciale, mais aussi diplomatique.

«Cette étape rouvre une page importante de nos relations bilatérales», a déclaré Mikayil Jabbarov, faisant référence aux rencontres entre les présidents azerbaïdjanais et syrien à Antalya et à Bakou.

Partenariat stratégique avec la Turquie, soutien du Qatar

Mikayil Jabbarov a souligné que le projet gazier était le résultat non seulement d'une coopération énergétique bilatérale, mais aussi d'une alliance régionale.

«Ce projet est le résultat du partenariat stratégique et des relations d'alliance entre l'Azerbaïdjan et la Turquie», a déclaré le ministre, soulignant le rôle joué par les dirigeants des deux pays et les entreprises publiques dans la réalisation du projet. «Ce n'est pas le premier projet dans lequel nos pays agissent ensemble», a-t-il rappelé.

Selon lui, le processus de livraison ainsi que la mise en œuvre du projet dépendent de cette coopération entre les deux pays, soulignant que de telles démarches ne se limitent pas aux intérêts nationaux, mais contribuent également à la stabilité et à la sécurité régionales.

Car le projet de gazoduc est aussi soutenu par le gouvernement qatari. «Ce projet n'aurait pas été possible sans la bonne volonté et la coopération des dirigeants et des entreprises publiques des deux pays», a déclaré Mikayil Jabbarov.

Le ministre azerbaïdjanais de l'Économie a ajouté que l'influence de l'Entreprise Étatique de Pétrole de l'Azerbaïdjan (SOCAR) sur les marchés régionaux et mondiaux de l'énergie s'accroît progressivement. «Nos partenariats énergétiques se renforcent et SOCAR devient un acteur plus visible sur la scène internationale», explique-t-il.

Interrogé sur le potentiel des autres pays voisins à soutenir la reconstruction de la Syrie, Mikayil Jabbarov a déclaré : «Nous agissons en notre nom propre, mais nous saluons les efforts des autres pays qui souhaitent apporter leur contribution.»

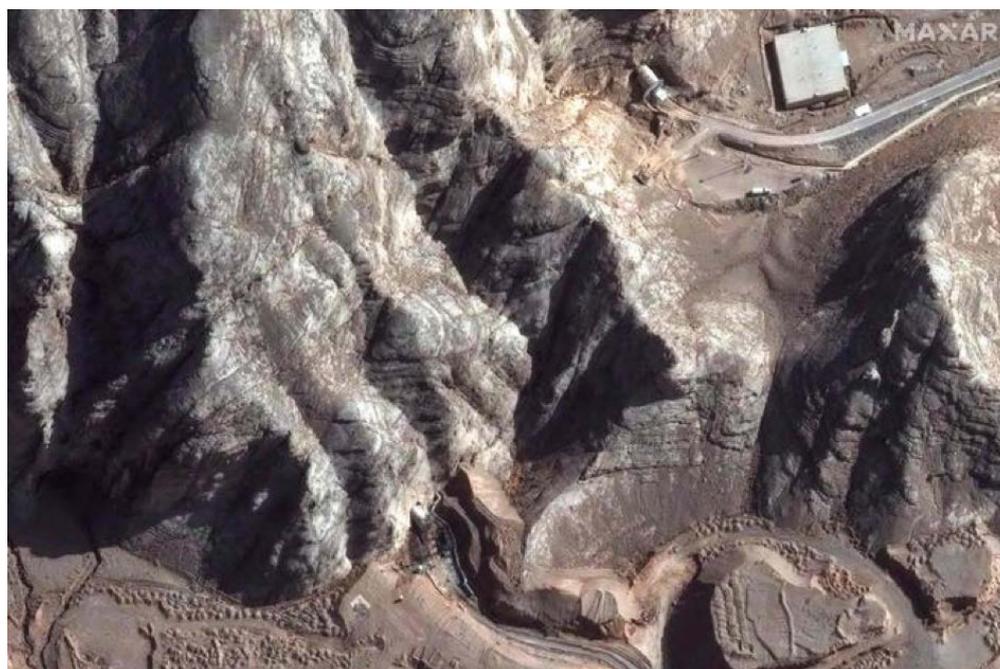
## Selon l'Iran, les Etats-Unis doivent « rendre des comptes » pour le bombardement des installations nucléaires

Le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmaeil Baghaei, a rejeté l'hypothèse de pourparlers directs entre Téhéran et Washington.

**T**éhéran attend des Etats-Unis, en cas de reprise des négociations, qu'ils rendent des comptes et versent des dédommagements pour leurs attaques sur des sites nucléaires iraniens, a déclaré lundi 4 août un haut responsable, tout en excluant des pourparlers directs avec Washington. En juin, Israël avait lancé une offensive sans précédent contre l'Iran et notamment ses infrastructures nucléaires. Les Etats-Unis étaient intervenus en bombardant des sites nucléaires iraniens.

« En cas de potentielles négociations (...), un des sujets à l'ordre du jour concernera le besoin de faire rendre des comptes aux Etats-Unis et de réclamer des dédommagements pour l'agression militaire contre les installations nucléaires pacifiques de l'Iran », a affirmé en conférence de presse le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmaeil Baghaei. Interrogé sur l'éventualité de pourparlers directs, il a répondu : « Non. » Washington avait déjà qualifié de « ridicule » la demande de compensations attendues par Téhéran.

L'Etat hébreu a lancé le 13 juin son attaque contre l'Iran au cours de laquelle il a bombardé pendant plusieurs



L'entrée d'un tunnel proche de l'usine d'enrichissement nucléaire d'Ispahan, dans le centre de l'Iran, à la suite des bombardements américains sur la région, le 24 juin 2025. AFP PHOTO/ SATELLITE IMAGE ©2025 MAXAR TECHNOLOGIES

jours des sites militaires, nucléaires ainsi que des zones habitées, tuant plus de 1 000 personnes. Les représailles iraniennes contre Israël ont fait 29 morts.

### Le directeur adjoint de l'AIEA attendu en Iran

Téhéran et Washington étaient engagés dans des négociations en vue de conclure un nouvel accord sur le programme nucléaire iranien quand Israël a lancé son offensive, avec comme objectif affiché d'empêcher son en-

nemi de se doter de la bombe atomique. Téhéran a toujours réfuté avoir de telles ambitions. Après la guerre, l'Iran avait officiellement suspendu toute coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en estimant que cette agence de l'ONU avait une part de responsabilité dans le déclenchement des frappes israéliennes.

Lundi, M. Baghaei a déclaré que l'Iran restait engagé par le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), tout en criti-

quant « l'approche politisée et non professionnelle » de l'AIEA. Le directeur adjoint de l'agence est attendu en Iran « dans moins de dix jours », a précisé le porte-parole. Son pays s'était dit prêt en juillet à reprendre la coopération avec l'AIEA sous « une nouvelle forme ». Face à la politique d'enrichissement d'uranium de l'Iran, les pays occidentaux menacent Téhéran d'activer un mécanisme permettant de réimposer des sanctions internationales.



August 04, 2025

## Iraq's reputation at 'risk' if PMF law passes: Former US diplomat

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraq's proposed controversial law to restructure the Popular Mobilization Forces (PMF, or Hashd al-Shaabi) could "risk" the country's "reputation," a former US State Department official warned, with Washington concerned that the legislation would institutionalize Iranian influence and empower armed factions accused of targeting US personnel.

Washington has expressed increasing caution about a potential bill that seeks to organize the Popular Mobilization Commission (PMC) - a government board created to bring the PMF under state control. The bill, which has divided lawmakers, aims to regulate the PMF's structure, salaries, and retirement benefits, a politically sensitive issue given the PMF's central role in Iraq's security framework and the political influence it wields.

"Pursuing this law can put Iraq's reputation at risk both regionally and internationally," Vincent Campos, former public diplomacy officer at the US State Department, told Rudaw on Monday.

"This law represents everything that is wrong with Iranian influence in Iraq, and everything wrong with having, essentially, an independent militia doing whatever they want," Campos said.

The PMF was formed in 2014 after revered Shiite cleric Ayatollah Ali al-Sistani issued a call to arms in response to the Islamic State's (ISIS) rapid territorial gains.

"The PMF served its purpose... to expel ISIS to the greatest extent as possible,



US Department of State logo and Popular Mobilization Forces (PMF) participating in a military display in Baghdad, Iraq, on February 24, 2024. Photo: Iraqi defence ministry. Graphic: Rudaw

and that purpose has passed," he added.

Although the group was officially incorporated into the Iraqi security apparatus and granted formal legal status by parliament in 2016, many of its factions still operate independently, with impunity, and reportedly maintain strong ties to Iran. Some have been involved in attacks on US forces in Iraq and Syria and remain openly hostile to Washington.

Campos said that both Washington and "US experts who have worked in Iraq over the years" consider the PMF legislation "very, very troublesome," hoping that US officials will follow up "at the appropriate levels in Erbil and Baghdad» to convey their disapproval of the bill.

A State Department spokesperson on Sunday asserted Washington's staunch opposition to the law, labeling it

a "deeply unhelpful step" and explaining that its passage would empower pro-Iran militias in Iraq that have attacked US forces.

"The United States strongly opposes any legislation that is inconsistent with the goals of our bilateral security assistance and partnership and runs counter to strengthening Iraq's existing security institutions and genuine Iraqi sovereignty," the spokesperson told Rudaw.

In September 2024, Baghdad and Washington jointly announced their agreement to end the mission of the US-led coalition against ISIS in Iraq by September 2025. Prominent Iraqi politician Izzat al-Shabandar told Rudaw in April that the US withdrawal of American troops will clear the path for Iran-backed Iraqi armed groups to disarm and commit to national interests to prevent Baghdad from involvement in regional con-

flicts

"The bill further institutionalizes armed groups associated with terrorist entities and leaders, including some that have attacked U.S. interests and killed U.S. personnel. Passing this bill would be a deeply unhelpful step," the spokesperson added.

Steven Fagin, charge d'affaires of the US embassy in Baghdad, met with the Iraqi parliament's First Deputy Speaker Muhsin al-Mandalawi on Sunday, where he "reiterated U.S. concerns with two proposed PMC/PMF bills," the embassy said on X.

"As @SecRubio [US Secretary of State Marco Rubio] stated, PMC legislation would institutionalize Iranian influence and strengthen armed terrorist groups, undermining Iraq's sovereignty," it added.

Mandalawi's office did not

mention the PMF bill in its own statement, which broadly discussed bilateral cooperation and regional security.

The PMF is composed of various armed factions, including groups designated as terrorist organizations by the US. Among them is Asaib Ahl al-Haq (AAH), whose leader Qais al-Khazali is a senior member of the Shiite-led Coordination Framework, a key component of Iraq's governing coalition. In March, AAH and the State of Law Coalition boycotted a parliamentary session after the PMF bill was excluded from the agenda, forcing its postponement.

In February, the Iraqi Council

of Ministers approved the bill so that the parliament can give its final approval. It has emerged as a topic of contention in recent months, particularly among Shiite political blocs vying for greater influence over the 250,000-member organization. Some groups within the Framework oppose excessive oversight over the umbrella organization, arguing that it could weaken the PMF's effectiveness.

Meanwhile, tensions between the PMF and the Kurdistan Regional Government (KRG) have escalated following drone attacks targeting oil infrastructure in the Kurdistan Region. The KRG's interior ministry has blamed the PMF

for the strikes, though Baghdad has dismissed the accusations as "unacceptable."

Kurdistan Region Interior Minister Rebar Ahmed said on Sunday that both Erbil and Baghdad "know who is behind the recent drone attacks," adding that a joint committee formed to investigate the attacks should "produce a fair report and announce its results." He stressed that "those parties and individuals behind the attacks must be punished" once investigations are complete.

The drone attacks have compounded ongoing tensions over budget and oil revenues between Erbil and Baghdad.

The KRG said the strikes resulted in the loss of 200,000 barrels per day in production. Baghdad halted the Region's budget transfers in May, delaying salary disbursement to civil servants for months. Although salaries for May were eventually paid following a deal, low oil output is seen as an obstacle to releasing funds for June and July.

Iran is believed to have many proxy groups in Iraq, which it has used in the past to target US interests in the region. Washington has taken several measures to ensure that Baghdad is free of Tehran's influence, including the termination of a waiver which had allowed Iraq to buy Iranian electricity for years.



Aug 04, 2025

## State-affiliated factions, Kurdish-led forces clash again in northern Syria

**E**RBIL, Kurdistan Region - Clashes broke out again early Monday between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and Syrian government forces in northern Syria, the SDF said, blaming Damascus for the aggression. The US special envoy for the country called for calm and dialogue.

The US-backed SDF said in a statement that factions affiliated with the Syrian interim government "launched an attack on four of our positions" in Deir Hafer in Aleppo province. "Our forces confronted the attack and responded as necessary in defense of our positions and fighters. Clashes ensued and continued for 20 uninterrupted minutes." It held Damascus "fully re-

sponsible" for the attack, stressing that they reserve the right to respond "with full force and determination."

The clashes come a day after both sides exchanged blame for an attack in northern Syria's Manbij city. The clashes injured four Syrian government troops and three civilians, according to the state-run SANA news agency.

The renewed attacks are placing a landmark integration deal between Damascus and the Kurdish-led northeast Syria (Rojava) administration at risk.

Syria's interim President Ahmed al-Sharaa and SDF chief Mazloum Abdi signed a deal in March to integrate the

SDF into the Syrian state apparatus and recognize the Kurds as an integral part of Syria.

The deal, which has largely stalled in recent months, also includes a countrywide ceasefire and stipulates the return of displaced Syrians to their hometowns.

The SDF is insisting on integrating as a unit while Damascus wants individual integrations.

US Special Envoy for Syria Tom Barrack said on X that the recent clashes between the SDF and Damascus forces are "disturbing" and called on both sides to "uphold calm and resolve differences through dialogue, not bloodshed. Syria deserves stability. Syrians deserve

peace."

The state-affiliated forces were also engaged in clashes with Druze militants in the southern province of Suwayda on Sunday, days after a US-brokered fragile ceasefire.

Barrack said diplomacy should be sought for resolving both issues.

"Disturbing violence erupted yesterday in Suwayda, and in Manbij. Diplomacy is the best way to stop violence and build a peaceful, lasting solution. The US is proud to have helped mediate a solution in Suwayda and to be co-mediating with France the reintegration of the northeast into a unified Syria," he said on Monday.



05 août 2025

## En Syrie, « Al-Charaa a créé une blessure béante entre la communauté druze et son pouvoir »

**A**près les affrontements meurtriers entre factions druzes et groupes bédouins sunnites soutenus par le régime, qui ont fait plus de 1 400 morts, l'inquiétude reste forte chez les Druzes syriens, principales victimes. Le 3 août, de nouveaux combats avec les forces gouvernementales ont fait quatre morts. Comment les minorités, ciblées par les violences ces derniers mois, se projettent-elles en Syrie ? Entretien avec Firas Kontar, politologue franco-syrien originaire de Soueïda et auteur de *Syrie, la révolution impossible*.

**RFI : L'axe entre Damas et Soueïda demeure coupé. Les habitants de Soueïda dénoncent un blocus imposé à la ville à majorité druze. Vendredi 1er août, des centaines d'entre eux ont manifesté pour réclamer la levée des restrictions d'accès et l'établissement d'un couloir humanitaire avec la Jordanie. Ils réclamaient aussi le départ des troupes gouvernementales de la province. Est-ce qu'aujourd'hui, ils revendiquent une forme de détachement et d'autonomie par rapport à Damas ?**

**Firas Kontar :** Ce qu'a fait **Ahmed al-Charaa** en envoyant son armée massacrer les Syriens en raison de leur confession, parce que **Druzes**, a créé une scission. Lors de la manifestation de vendredi, il n'y avait pas un drapeau de la révolution, devenu le nouveau drapeau de la Syrie post-**Assad**, sur cette place, alors qu'il y flottait pendant la lutte contre Assad et jusqu'à il y a quelques semaines. Comment voulez-vous que cette population aujourd'hui

se considère comme appartenant à cet État qui les a massacrés parce que druzes ? On a eu des quantités de vidéos, de témoignages où l'on voit des soldats du régime demander aux gens : « *Quelle est votre religion ?* ». Les personnes répondaient : « *Mais nous sommes Syriens.* » Et les soldats disaient : « *Non, je vous demande votre religion.* » Et quand ils disaient « *druzes* », ils leur tiraient dessus.

Quand on parle d'autonomie, on parle d'institutions qui sont autonomes ou indépendantes. Or, toutes les institutions de Soueïda, de l'Éducation au Trésor public, fonctionnaient sous la tutelle des ministères de Damas. Les habitants ne voulaient seulement pas voir rentrer chez eux cette armée qui avait massacré les Alaouites en mars et les Druzes en avril. Par ses actions, Al-Charaa a créé une fissure, une blessure béante entre la communauté druze et son pouvoir.

**Est-ce qu'une réconciliation aujourd'hui semble envisageable ? Est-ce que les Druzes voient un avenir pour eux à l'intérieur de cet État syrien ?**

C'est toute l'inquiétude qui touche la province, parce qu'on ne s'est jamais imaginés ailleurs qu'en Syrie. Aujourd'hui, on voit bien que le problème, ce n'est pas que les Druzes veulent en sortir. Le problème, c'est le gouvernement qui ne veut pas nous considérer comme des citoyens à part entière. Comment peut-on envisager une réconciliation demain avec ce gouvernement-là ? Il y a un rejet aujourd'hui massif de tout accord.

**Le sort de la communauté druze fait écho à d'autres massacres qui ont eu lieu depuis la chute de Bachar el-Assad. Le premier a visé la communauté alaouite, autre minorité, en mars. Est-ce que les affrontements entre Druzes et groupes tribaux soutenus par les autorités résonnent auprès des autres minorités syriennes ?**

Ça résonne de partout. Les Alaouites vivent encore des massacres mais « à basse intensité ». Tous les jours, vous avez un assassinat d'un jeune homme juste parce qu'alaouite ou un enlèvement d'une femme. Ils vivent une répression continue. Et les chrétiens voient bien aussi cette direction que prend la Syrie. Un ami qui gère une ONG en lien avec des églises chrétiennes de Syrie me disait que tous les responsables d'églises voient de plus en plus de leurs paroissiens demander de l'aide pour quitter le pays. Cette inquiétude gagne tout le monde. Aujourd'hui, je pense que les Kurdes aussi sont très inquiets. Et ça renforce les forces démocratiques syriennes, (FDS) qui contrôlent tout l'est du pays. Ça les renforce dans leur idée de ne pas se soumettre au gouvernement central.

**La France s'est engagée à accueillir dans des « délais les plus brefs » une rencontre entre négociateurs des FDS et du gouvernement syrien pour avancer dans l'intégration des forces kurdes au sein de l'armée nationale. Les deux parties s'y étaient engagées le 10 mars, mais le processus n'a guère avancé depuis. Est-ce que vous imaginez qu'aujourd'hui, ce**

**rapprochement puisse encore être mis en œuvre ?**

Je ne vois pas les FDS aujourd'hui se retirer du territoire qu'elles contrôlent, même si elles ont des pressions de la part des Américains. Elles ont déjà traîné les pieds après l'**accord du 10 mars**. Et ce qui vient de se passer dans le sud a renforcé leur position politiquement. Ce qui est très inquiétant, on le voit même dans ses négociations avec les FDS, c'est que ce pouvoir veut la soumission. Il veut que les différentes composantes de la Syrie se soumettent, fassent allégeance, de gré ou de force, à son pouvoir. Or, ça crispe tout le monde au lieu de fédérer.

Le point de bascule a été le massacre des Alaouites sur la côte début mars. J'étais en Syrie à ce moment-là : il y a eu un black-out sur ces événements qui a duré plusieurs jours. Effectivement, il y avait eu une attaque des anciens loyalistes d'Assad. Mais les massacres étaient d'une ampleur autre, et ils n'ont pas voulu l'assumer. Ils ont nommé une commission qui a mis plus de trois mois à **remettre son rapport**. Celui-ci est sorti il y a quelques jours. Il n'a pas été publié dans sa totalité, mais dans ce qui est accessible, on voit que la commission n'a fait qu'une chose : dédouaner la responsabilité du pouvoir. Or, différentes enquêtes montrent la responsabilité hiérarchique du pouvoir dans ce bain de sang. Donc, le massacre des Alaouites a vraiment été le premier signal d'alarme.

# En Iran, des coupures quotidiennes d'électricité et d'eau affectent la vie quotidienne et l'activité économique

Le niveau des réserves d'eau dans les barrages inquiète. Il est critique dans la province de Téhéran, les quatre principales retenues d'eau alimentant la capitale n'étant remplies qu'à 12 % de leur capacité, contre 60 % à 70 % habituellement.

Depuis la fin juillet, l'Iran est frappé par une vague de chaleur accompagnée d'une grave pénurie d'eau qui met à rude épreuve un réseau électrique déjà fragilisé – l'électricité étant en grande partie produite grâce à l'eau. Pour faire face à cette situation, les autorités décrètent de plus en plus fréquemment des jours fériés et ordonnent la fermeture des administrations afin d'économiser les ressources hydriques et électriques. Ainsi, mercredi 6 août, les administrations, les banques et les entreprises de la province de Téhéran ont été fermées en raison de la chaleur et des besoins en « gestion énergétique », ralentissant considérablement l'activité, notamment dans la capitale qui dénombre plus de 9 millions d'habitants (16 millions agglomération comprise). Les hôpitaux et les services d'urgence ne sont pas concernés par ces mesures.

Des fermetures similaires ont déjà eu lieu dans d'autres provinces le 30 juillet, notamment à Yazd, Qom et Semnan (centre), Hormozgan et Bouchehr (sud) ainsi que dans le Khouzistan (sud-ouest). À travers tout le pays, l'électricité est coupée un jour sur deux pendant au moins deux heures, parfois davantage. En revanche, aucune coupure d'eau n'a été annoncée pour le moment, ce qui accroît le stress des habitants. Par ailleurs, certaines compagnies de téléphonie mobile voient leur réseau sauter, faute d'alimentation électrique.

« Ces dernières années, on a connu des coupures d'électricité et d'eau, mais en 2025, la situation est bien pire, témoigne une habitante de Téhéran (les témoins n'ont pas souhaité donner leur prénom et leur nom de famille). *J'habite au deuxième étage et tous les jours, quelque part dans mon quartier, l'électricité est coupée. Les pompes cessent de fonctionner, ce qui signifie que je suis sans eau chez moi pendant huit à dix heures par jour.* » Une autre résidente raconte avoir subi deux jours consécutifs de coupure à la mi-juillet. « *Il y avait un filet d'eau chez nos voisins du rez-de-chaussée. Nous avons dû acheter des bidons pour aller les remplir chez eux* », raconte-t-elle.

Les coupures d'électricité touchent encore plus durement le secteur industriel. « *Nous n'avons pas de courant jusqu'à dix heures par jour*, explique le directeur d'une petite usine en banlieue de Téhéran. *Cela signifie, dans les faits, l'arrêt de notre activité. Acheter un générateur pour notre site de 300 mètres carrés me coûterait 5 000 euros, un vrai budget. Et encore faudrait-il pouvoir se procurer du gazole, ce qui est difficile, voire impossible.* » Dans les grandes villes, de nombreux commerces se sont déjà équipés de générateurs.

## Températures dépassant les 50 °C

Depuis lundi 4 août, les tem-

pératures atteignent des niveaux inquiétants dans plusieurs régions. Mardi, une alerte orange a été émise dans dix provinces, dont Téhéran, les Azerbaïdjan occidental et oriental, situés dans le Nord-Ouest, Guilan et Mazandaran dans le Nord, et Golestan, dans l'est du pays. Cette alerte signale des températures anormalement élevées, de jour comme de nuit, pendant plusieurs jours consécutifs, avec un risque accru pour les populations vulnérables et des effets potentiels sur l'ensemble de la population (déshydratation, coup de chaleur...). Lundi, des villes comme Bostan, Ahvaz, Abadan et Omidieh, dans la province du Khouzistan (sud-ouest), ont enregistré des températures dépassant les 50 °C.

Partout, le niveau des réserves d'eau inquiète. Au 1<sup>er</sup> août, le volume d'eau stocké dans les barrages iraniens s'élevait à 29,84 milliards de mètres cubes, soit une baisse de 26 % par rapport à la même date en 2024. Dans la province de Téhéran, la situation est jugée critique : les quatre principaux barrages qui alimentent la capitale (Amir Kabir, Lar, Latian et Mamloo) ne contiennent plus que 12 % de leur capacité, alors qu'en période normale, ce taux se situe entre 60 % et 70 %.

« *La situation actuelle est quasiment sans précédent depuis un siècle* », a déclaré, lundi, Mohsen Ardakani, directeur général de la Compagnie des

eaux et de l'assainissement de la province de Téhéran. Les précipitations ont chuté d'environ 40 % en 2025, atteignant leur niveau le plus bas depuis soixante ans. Face à cette urgence, les autorités appellent les habitants à réduire leur consommation d'eau d'au moins 20 %, sous peine de voir les coupures devenir systématiques. « *Téhéran est à court d'eau. Si cela continue, nous ne pourrions plus alimenter la ville* », a averti le président iranien, Massoud Pezeshkian, le 22 juillet.

La crise actuelle est le fruit d'un enchevêtrement de facteurs : sécheresse persistante, réchauffement climatique et plusieurs décennies de mauvaise gestion. L'agriculture, grande consommatrice d'eau, parfois par gaspillage, aggrave la situation du fait d'un sous-investissement chronique et de la modernisation trop lente des infrastructures d'irrigation. Résultat : les ressources hydriques déjà fragilisées sont aujourd'hui sous une pression extrême.

Les coupures d'électricité et d'eau, ajoutées aux fermetures administratives, accentuent l'inquiétude d'une population encore sous le choc de la « guerre de douze jours » avec Israël (du 13 au 24 juin). « *Le pays traverse une situation chaotique et inhabituelle*, confie l'habitante de Téhéran. *On a l'impression d'avoir été abandonnés par les autorités.* »

The New York Times

Carlotta Gall  
Aug. 6, 2025

## Truce Quiets Syrian City Torn by Sectarian Clashes

The fighting has stopped in the southern city of Sweida, three weeks after a deadly eruption of violence. But the area remains tense as clashes continue beyond the city.

A cease-fire has brought calm to the city of Sweida in southwestern Syria over the past few days after a wave of [sectarian violence](#), but clashes continued in the surrounding countryside as recently as the weekend.

The atmosphere remains tense, with shortages of electricity and water and long lines for bread in the city, according to public statements from local officials and residents and an aid worker reached by telephone.

The [latest conflict](#) began in mid-July with clashes between two local groups — the Bedouins and the Druse. During five days of intense fighting, the government made a short attempt to intervene.

Its forces soon became embroiled in fighting [the Druse](#) militias, who are themselves divided but hold



A wedding procession passed through the town of Busra al-Sham, Syria, during a cease-fire on Thursday. The latest conflict had renewed fears of attacks against religious minorities.

sway over much of Sweida Province. Israel then launched airstrikes and said it was acting in defense of the Druse, forcing the government to withdraw its troops from much of the province.

When the worst was over,

more than [1,000 people](#) were dead, according to the Syrian Network for Human Rights, a nongovernmental organization. About 175,000 people were displaced, the U.N. office for humanitarian affairs said. A majority of those killed seemed to have been

combatants, government soldiers and others, according to figures recorded by rights organizations. Two human rights groups have said that at least 80 to 100 civilians were among those killed.



Aug 06, 2025

## Kurdish-German politician eyes Cologne mayorship, pushes green agenda

**B**ERLIN - A Kurdish politician from Germany's Green Party and deputy speaker of the North Rhine-Westphalia state parliament is running for mayor of Cologne, envisioning the western German city as the "climate capital of Europe" and urging Kurdish youth to engage in political life.

In an interview with Rudaw on Tuesday, Berivan Aymaz said, "I've lived in Cologne since I was eight, after my family suddenly found themselves without a country and without hope in 1980. This city gave me and my family a home."

Originally from the predominantly Kurdish province of Cewlig (Bingol) in eastern Turkey, Aymaz encouraged Kurdish youth in Germany to «engage in political life and civic participation,» stressing the importance of staying informed about local developments. "Go to the polls and exercise your democratic right,» she told them.

Aymaz outlined her key priorities for Cologne, focusing on social justice, especially at a time when municipal budgets are tight. "We need policies that focus not on secondary projects, but on the real needs of the people," she said.

She also expressed her intent to address the housing crisis in Cologne, noting that many in the west Germany city are unable to afford to live in the city.

Aymaz also told Rudaw that she envisions Cologne as the «climate capital of Europe,»



Berivan Aymaz, Kurdish politician from Germany's Green Party and deputy speaker of the North Rhine-Westphalia state, speaks to Rudaw on August 5, 2025. Photo: Screengrab/Rudaw

vowing to focus on green infrastructure and "gradually reducing car use and improving public transportation.» She further plans to «plant 2,000 new trees in the city every year.»

Addressing the growing threat of racism and far-right extremism, the Kurdish-born politician urged firm action, including banning the far-right Alternative for Germany (AfD) party, whom she said must not be allowed "to use democratic means to spread propaganda against minorities."

As a woman of Kurdish background, she sees her candidacy as a powerful reminder that «democracy looks not at where a person comes from, but at the work they do and the values they represent."

The election is set for September 14. Aymaz urged all

eligible residents to vote, emphasizing her hope that her candidacy inspires others. «I would be happy if, with their votes, for the first time in German history, a Green Party politician becomes mayor of a German city of millions, especially if that politician is someone Kurdistan-born.»

The election is scheduled for September 14, and Aymaz called on all eligible residents to vote. "I would be proud if, for the first time in German history, a Green Party politician were elected mayor of a city with millions of residents,» especially if that person "was born in Kurdistan,» she said. *Below is the full transcript of the interview with Berivan Aymaz.*

Rudaw: My first question is, how did you dare to make such a decision and nominate yourself for the post of mayor of a major city like Cologne?  
Berivan Aymaz: As you know,

Alla, I have been living in Cologne since I was 8 years old, and I consider myself a Colognian with all my heart and soul. I sincerely thank this city. It has helped me and my family immensely. When we were suddenly left without a country and without hope in 1980, this city gave me and my family a home. The local community was very active. The trade union strongly supported my father, who was a teacher at the time. They knew he was being politically persecuted and helped change his status from a diplomatic one [to protected] on paper. Even in the 1980s, Cologne already had a large Kurdish community and a progressive immigrant network. They supported one another.

Two years ago, when the party's search committee was looking for someone capable of meeting the challenges of leading a city of millions, they

conducted a thorough and thoughtful process. In the end, they unanimously nominated me. They asked me to take on the role, and after giving it some thought, I said, «I gladly accept the responsibility for this beloved city.»

Why are you confident that you're the best choice for this position?

The world is going through a difficult time. There are many conflicts and wars - especially in the Middle East and in Kurdistan, where many Kurds live. We are also witnessing the rise of autocracies. If we look at how a superpower like the [Donald] Trump[-led United States] and how the Trump influence continues to spread, we can see that populism has also reached Germany. Societies are being pulled apart. Here in Cologne, a city that values co-existence, this tension is noticeable.

Cologne is a united and open city, an international city, which quickly determines its position and raises its voice against right-wing extremism and racism. But these positions have not guaranteed democracy. For me, a policy of social justice is important. At a time when municipal funds are scarce, and Cologne also has low funding, a policy should be adopted that does not focus on secondary projects, but looks at the needs of the people, pursues social justice and a long-term policy that sees the demands of different people and fosters a strong community spirit.

I bring those qualities with me. I also have extensive experience in political leadership. I've served as a member of the state parliament for many years, elected directly in my constituency for the Green Party, and currently serve as the Deputy Speaker of the North Rhine-Westphalia state parliament. This political experience is

vital for leading a city of millions. Leadership also means bringing people together, and I've worked toward that in my role as deputy speaker.

To what extent will that experience help prepare you for the role of mayor?

If you're a politician like me, you don't prepare in the traditional sense - you respond to events and developments as they come. The best preparation, as my father taught me, is to be brave, open, and willing to try new paths. You also need a strong inner compass and clear principles.

You mentioned being brave. What strategic project do you have in mind for the future of Cologne? That, too, requires courage.

There are many ideas, but what's most important is understanding that Cologne, like many German cities, has a limited budget. That's a major challenge. We have to prioritize and focus on the most urgent projects, according to future plans, and decide which measures we can implement.

For me, the biggest issue is affordable housing. Many people can no longer afford to pay rent in the city. Students admitted to Cologne's universities often cannot study here due to high rent. I must pay attention to this and try to address the matter and I have a plan. We need a social [housing] policy. That policy must be ready for projects in the public interest and cooperative housing initiatives, much like what Vienna implemented over a hundred years ago. We should implement this in a concrete way. One goal is to build housing specifically for students.

Another key issue is transportation. In light of climate change, we need to change the transport system. This means gradually reducing car use and improving public

transportation - buses and trains must run reliably and on time. We also need to ensure that outer districts are better connected by bus routes. And for families and young people in the city, safe bike lanes are essential.

Cologne is already considered a green city. How do you plan to make it even greener? What specific initiatives do you have?

The Green Party has been shaping Cologne's policies for ten years, and in the last election, we became the city's strongest party. I have a vision to make Cologne the climate capital of Europe. We must continue working toward meeting the 2035 climate goals. That includes integrating climate standards into construction projects.

As we've seen, the climate crisis is already affecting our lives - this past March was the warmest on record in Cologne and across Europe. Some public spaces became unlivable due to the heat. I plan to plant 2,000 new trees in the city every year.

Berivan, you're Kurdish. Thirteen years ago when I first met you, your Kurdish wasn't very strong. Now it's excellent - you have really impressed me. How did you learn?

I did not grow up speaking Kurdish fluently. I was born in North Kurdistan, in Cewlig [Bingol province in eastern Turkey] and came to Germany at the age of six. I started school early and mainly spoke German there. At home, we spoke a mix of Turkish and Kurdish. My Kurdish dialect is Zazaki, which isn't as widely spoken.

Later, through my work in organizing and building the Kurdish community in Germany, I connected with many Kurmanji and Sorani speakers. My language skills were limited at first, but I've always wanted to learn the language

properly. I love the Kurdish language and all its dialects. During the COVID lockdowns, I spent a lot of time listening to Kurdish music, I enjoyed it very much. This helped me expand my vocabulary and fluency.

No doubt, your Kurdish is now very good.

Thank you very much.

You mentioned music. During the exhausting election campaign period, when you want to relax or be alone, do you listen to Kurdish music? What kind of music do you enjoy?

For times of rest or on the road, I really like to listen to Kurdish songs. I put on my headphones and listen. Many of the musicians are musicians from my youth. From here, I send a warm greeting to Ciwan Haco. He is not only a friend from my youth, but a great artist, and I still listen to him today.

Indeed, I love Kurdish music and listen to it often. I'm especially happy to see talented young Kurdish musicians emerging on social media - some doing Kurdish hip-hop, others giving classical Dengbej music a modern twist. I often listen to Kurdish music when I travel or take breaks. Many of the musicians I listen to are from my youth. I'd like to send a warm greeting to Ciwan Haco - he's not only an artist from my youth, but also a dear friend, and I still enjoy his music today.

Berivan, there are many Kurds in Germany, particularly in Cologne. They're organized and active. What can they do to support you?

It's not about what they can do for me - it's about how they can engage in political life and civic participation. It's important for them to stay informed about what's happening in their neighborhoods - whether a new road is being built, a bike lane, a train sta-

tion, or a playground. They should take advantage of the participatory processes available in Cologne.

The election is scheduled for September 14 and 800,000 people in Cologne are eligible to vote. I urge them to do so. Many of them have a Kurdish background or migration story. My message to Kurdish youth, especially those aged 16 or 17 voting for the first time, is: go to the polls and exercise your democratic right. I would be happy if, with their votes, for the first time in German history, a Green Party politician becomes mayor of a German city of millions, especially if that politician is someone Kurdistan-born.

That would be a source of pride for all of us. We wish you success. If you become Cologne's mayor, how will you promote integration among people of different nationalities?

That's already happening in Cologne. In neighborhoods like Mulheim, Kalk, and Keupstrabe, you can see the vibrant life of immigrant communities. I'm proud that, after the [National Socialist Underground] NSU attack on Keupstrabe, the community created a strong culture of remembrance through the "Birlikte" [Together] festival - an annual event that promotes coexistence. This festival annually commemorates that attack and is especially remembered as a cultural festival that says, «We all live together.»

I believe Cologne's strength lies in its conscious civil society. And the fact that a woman who once arrived as a child, not speaking the language, who sees the problems and opportunities of immigration, can now run for mayor - that shows what's possible. If I can convey that message, we will have already achieved a great deal.

I will also work actively against racism and strive to make Cologne a discrimination-free zone.

Speaking of racism - hostility toward immigrants and refugees is rising. How can you fight this?

On the one hand, it is the duty of the security agencies to monitor right-wing extremist organizations and to continuously investigate and act against them. I also strongly support urgently banning the Alternative for Germany (AfD) party. We must not allow the enemies of democracy to use democratic means to spread propaganda against minorities. On the other hand, we need more meeting spaces where people from different cultures and backgrounds can come together, share their stories, and become part of society - regardless of their financial situation or where they come from. This kind of interaction helps reduce prejudice. We also need a strong civic stance against racism and discrimination. For me, it is especially important that diversity is reflected in the city administration. Promoting diversity within municipal structures is essential.

Cologne is a multicultural city and has become an important venue for Kurdish events. At this year's Nowruz festival, over sixty thousand Kurds gathered in Cologne and celebrated peacefully. How can you encourage Kurds to participate more actively in the social and civic life of the city? And how can the artistic and cultural contributions of the Kurdish community be better supported and made more visible?

It's truly fascinating that Kurds from different countries gather here. This community is one of the best-organized and strongest. When we saw that 10,000 people were expected for Nowruz, but 60,000 showed up, it clearly

showed that Kurds feel Cologne is their home. I'm proud of that. I also want people from all countries - whether Ukraine, Kurdistan, or elsewhere - to see Cologne as their home and to be able to celebrate their cultural traditions here. That will be one of my priorities as mayor: to provide space for such celebrations. I want cultural diversity not only to be visible, but to be celebrated and further developed.

You come from a Kurdish family and are not of German origin. Yet here you are - as a woman, as a Kurd - running for mayor. How do you feel about being a candidate here, while in some other places Kurds still face obstacles even becoming a mayor?

Yes, I came to Germany as the child of a diplomat. Before the military coup, my father was supposed to be recalled - but he refused to let his identity be erased. We became a family in exile. But this is what democracy means. Democracy provides safety to those in need of protection. It looks not at where a person comes from, but at the work they do and the values they represent. It allows a woman with a Kurdish background to lead a city of millions. I know the value of this democracy, and that's why I believe it must be defended - because even here in Germany, it is under threat.

I have another question about the Kurdish language. In most German states, it's legally possible to study Kurdish. How can you help facilitate the study of Kurdish as a mother tongue, especially in schools?

The inclusion of Kurdish in school curricula is a matter of state policy, not municipal policy. However, it is the city's responsibility to provide the necessary space. Often, space is the problem. So I

ask: why are schools closed during holidays and after school hours? Why aren't they used for civil and community purposes in the evenings? For example, young people could play in the schoolyards, or Kurdish lessons could be held by local initiatives. Our city should open the doors of its schools for these kinds of community uses.

A personal and final question. Your late father was himself a mayor in Turkey until 1977. Did his legacy influence your political path? If he were here today, what would he say about your candidacy?

My father was the youngest mayor in Turkish history. He was a brave and principled man who taught us - especially me - important values. These values were the reason I wanted to raise my voice and become politically active. Both he and my beloved mother always supported me.

I lost my father a year ago. He loved local politics, because he believed it is the field closest to the people. He always said that real politics is about staying close to the people and being honest. What he gave me, I now want to use. I am sure he is looking down on me with pride, and that his heart is full of joy.

I am proud to be among my party colleagues. Today, hundreds of people are walking the streets of Cologne, putting up my posters and working so that we can make history - for the first time, electing a woman with an immigrant background, and for the first time, a Green Party politician, as mayor of a city with millions of residents. I am now putting on my raincoat to be close to my base and distribute my posters with them.



Anne Andlauer  
06 Août 2025

## Turquie: le Parlement se saisit de la question du désarmement du PKK

C'est une étape importante dans le processus de paix en cours entre les autorités turques et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Une commission parlementaire spéciale entame ce mardi 5 août ses travaux pour apporter un cadre légal à la dissolution et au désarmement annoncés du PKK. Le mouvement politique kurde présente ces efforts législatifs comme nécessaires pour parvenir à la paix après un demi-siècle de guerre

**D**epuis que le PKK a annoncé en mai **son intention de rendre les armes**, c'est le premier geste concret de la part des autorités turques. Cette commission parlementaire, composée de députés de l'alliance au pouvoir et de l'opposition, a une mission prioritaire : proposer un cadre légal à ce désarmement et à la question sensible du sort des milliers

de combattants du PKK.

Sa création était une demande d'Abdullah Öcalan, le fondateur et chef emprisonné du PKK, qui **avait appelé en février à la dissolution du groupe et à la fin de la lutte armée**. S'ils ont répondu positivement à cet appel, les cadres du PKK dans le nord de l'Irak ont aussi fait savoir qu'il n'y aurait pas de dés-

armement sans garanties légales. Le travail de cette commission sera donc décisif pour la réussite du processus.

### Réintégrer les ex-membres du PKK

Les médias turcs progouvernementaux avancent que ses membres auront notamment pour tâche d'élaborer une loi permettant de « réintégrer »

à la société les anciens membres du PKK qui n'ont pas commis de crime, en abandonnant les poursuites pour « appartenance à une organisation terroriste ». L'opposition demande toutefois un mandat plus large et soutient que cette commission devra proposer des réformes démocratiques au profit de toute la société.

LE FIGARO

06 Août 2025

## L'Iran exécute un homme condamné pour espionnage au profit d'Israël

**L**es autorités iraniennes ont exécuté mercredi 6 août un homme condamné pour espionnage au profit d'Israël, a indiqué l'organe du pouvoir judiciaire. L'homme est accusé d'avoir transmis des informations sur un scientifique du **programme nucléaire iranien** tué lors de la **guerre de 12 jours** déclenchée par Israël en juin.

«Roozbeh Vadi (...) a été exécuté à l'issue d'une procédure judiciaire et après la confirmation de sa peine par la Cour suprême», a rapporté l'agence de presse Mizan

Online. Il avait transmis des renseignements sur «un scientifique nucléaire assassiné lors de la récente agression du régime sioniste». Le condamné a été pendu, a précisé la même source.

Selon Mizan Online, Roozbeh Vadi travaillait au sein de l'une des «organisations clés et sensibles» de l'Iran et ses fonctions lui avaient permis de transmettre des «informations confidentielles» après avoir été recruté en ligne par le Mossad, les services de renseignement israéliens.

### Traque des collaborateurs d'Israël

Israël avait lancé à la mi-juin une **campagne de bombardements** sans précédent contre l'Iran, déclenchant une guerre au cours de laquelle Téhéran avait riposté par des **tirs de missiles** et des attaques de drones. L'offensive israélienne a tué des haut gradés, des scientifiques du programme nucléaire iranien et plusieurs centaines d'autres personnes, visant à la fois des sites militaires et des zones habitées. Au moins une dizaine de scientifiques nucléaires iraniens ont

été tués dans l'offensive, selon les médias locaux.

Depuis la fin des hostilités, l'Iran a promis des procès expéditifs pour les personnes suspectées de collaboration avec Israël. Les autorités ont depuis annoncé **plusieurs arrestations** pour espionnage au profit d'Israël, ainsi que les exécutions de personnes reconnues coupables de travailler avec le Mossad. Selon des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, l'Iran est le deuxième pays au monde en nombre d'exécutions, derrière la Chine.



Aug 06, 2025

## US affirms support for SDF-Damascus integration talks

**W**ASHINGTON DC - The United States on Tuesday reaffirmed its support for dialogue between Damascus and the Syrian Democratic Forces (SDF) in northeast Syria (Rojava), aimed at integrating the Kurdish-led forces into the Syrian military. The statement comes ahead of anticipated talks between SDF chief Mazloum Abdi and representatives of the Syrian interim government in Paris.

US State Department Spokesperson Tammy Bruce said, "We continue to support dialogue between the Syrian government and the Syrian Democratic Forces aimed at integrating the SDF into the Syrian military."

"We welcome all productive meetings between the SDF and [Syrian interim] President [Ahmed] al-Sharaa," Bruce added, emphasizing that "we also support the SDF's intent to transform the current ceasefire in northeast Syria [Rojava] into a comprehensive and lasting peace."

She also highlighted the ongoing diplomatic efforts of US Special Envoy for Syria Tom Barrack, who is working to "engage all parties and ensure security and calm for all Syrians."

The SDF, which serves as the de facto military force in Rojava, played a pivotal role in



US State Department Spokesperson Tammy Bruce speaks at a press briefing on August 5, 2025. Photo: Screengrab/Rudaw

the defeat of the Islamic State (ISIS) in 2019 and continues to hold thousands of ISIS fighters in detention.

On March 10, Syria's interim President Sharaa and SDF chief Abdi signed an agreement to integrate all civil and military institutions in Rojava - including the Kurdish-led forces - under the authority of the Syrian state.

However, implementation talks remain ongoing, as diverging views on the integration process pose a key challenge. While the SDF seeks to enter the Syrian army as a unified entity, Damascus prefers to incorporate

SDF fighters individually into its existing military units.

Qutaiba Idlbi, director of American affairs at Syria's foreign ministry, confirmed to Rudaw on Wednesday that the two parties are set to meet "soon" in Paris to finalize the terms of integration.

Bruce's comments follow a Sunday video call between US Congressman Abe Hamadeh and SDF Commander Abdi.

In a statement on X, the Republican lawmaker's office cited him as praising the Kurdish-led forces as a key ally of the US, stressing

that the SDF-Damascus talks "will resume in Paris with the [Donald] Trump Administration support."

The SDF is a "key part of Syria's future," Hamadeh underlined, adding that "for over a decade, it has protected the northeast third of Syria, and established a decentralized model that protects Christians, Arabs, Kurds, and others."

For her part, Bruce on Tuesday reiterated the Syrian interim government's responsibility to "move the country toward peace and prosperity," noting that "a comprehensive, inclusive government" is the best path forward for Syria.

# Turquie: la sécheresse prive les habitants d'eau, mais pas les touristes

**D**estination appréciée des Français, la région d'Izmir, en Turquie, affronte une sécheresse inédite qui pousse les habitants à creuser toujours plus profondément pour puiser de l'eau. «Nos parents puisaient à 8-9 mètres de profondeur, désormais il faut aller à 170 mètres», affirme à l'AFP Ali Alyanak, 39 ans, maire du village de Germiyan où les habitants tirent tous leur eau des nappes phréatiques. Dans cette région du littoral égéen, autrefois fertile, la sécheresse a pris une tournure dramatique. Le barrage qui alimentait autrefois la station balnéaire voisine de Çesme affiche un niveau d'eau à peine croyable : 3%. Une grave sécheresse qui a poussé la municipalité de la station balnéaire, dont la population explose en été, à priver ses habitants d'eau potable dix heures par jour. Izmir, troisième plus grande ville du pays, suit avec six heures de restrictions quotidiennes.

Non loin sur la côte, les piscines des centaines d'hôtels débordent, une consommation sans retenue qui choque de plus en plus : «Les hôtels sont le principal problème: l'eau des piscines s'évapore, les serviettes sont lavées tous les jours et les gens prennent trois à cinq douches par jour, dès qu'ils se baignent ou reviennent de l'extérieur. C'est du gaspillage», peste Ali Alyanak, qui recueille, lui, chaque goutte de pluie.

À la tête d'un établissement de luxe de 253 chambres avec vue imprenable sur les eaux turquoises de la mer Égée, Orhan Belge s'agace du battage médiatique autour du sujet. «Les grands hôtels 4 ou 5 étoiles comme le nôtre avons des réservoirs d'eau de 200 à 250 tonnes. Nous avons de l'eau 24h/24», assure l'homme, également président



En pleine saison touristique, Izmir multiplie les coupures d'eau pour ses habitants. Une mesure jugée inéquitable, alors que les hôtels continuent de fonctionner à plein régime.

de l'Union des hôteliers de la ville. Pour lui, la solution passe notamment par le dessalement de l'eau de mer, un processus coûteux et énergivore déjà utilisé par certains hôtels de la région. L'abondance dont bénéficient les gros hébergeurs contraste avec la réalité des petits hôtels et des locaux. Le responsable d'un petit hôtel de la ville confie que «le manque d'eau est un vrai problème» mais s'inquiète surtout de l'effet des restrictions d'eau sur la fréquentation touristique. «L'été dernier aux mêmes dates nous étions complets. Et nous l'étions encore il y a deux semaines. Là, l'hôtel est à 80% vide et nous n'avons pas de réservations pour août», confie-t-il. Et pour les habitants comme Sabiha Yurtsever, retraitée de 80 ans, qui passe ses étés à Çesme depuis 25 ans, le constat est amer. «Quand les forêts brûlent, ils construisent des hôtels au lieu de replanter», affirme l'octogénaire. Or, poursuit-elle, «moins

vous avez d'arbres, moins vous aurez de pluie».

## Des prières pour la pluie

Le déficit de précipitations depuis l'automne est le grand responsable de la crise actuelle. La semaine passée, des prières pour faire venir la pluie ont résonné dans les haut-parleurs des 90.000 mosquées du pays. Mais au-delà du climat, c'est bien la gestion des ressources et l'impact du tourisme qui alertent les experts. «Les pertes en eau doivent être réduites autant que possible, en particulier dans le secteur du tourisme», exhorte Selma Akdogan, de la Chambre des ingénieurs en environnement d'Izmir, qui affirme qu'un touriste consomme en moyenne «deux à trois fois» plus d'eau qu'un habitant. «Les niveaux d'eau diminuent en été mais aussi en hiver», pointe l'experte qui note que «les précipitations sont moins régulières mais plus intenses, rendant plus difficile

l'absorption des pluies par les sols». Face aux sécheresses répétées, l'ingénieure appelle collectivités et particuliers à abandonner les pelouses au profit de sols moins gourmands en eau et suggère que les hôtels remplissent leurs piscines d'eau de mer. D'autres experts réclament une tarification différenciée de l'eau afin de contraindre les hôtels à la sobriété.

## Une crise globale

Ce déséquilibre ne concerne pas uniquement la Turquie. Le problème se pose dans d'autres pays du pourtour méditerranéen, qui concentrent 30% du tourisme mondial et connaîtront selon les climatologues une chute des précipitations au cours des prochaines décennies. Selon un rapport des Nations Unies, **88% du territoire turc est menacé de désertification**.



Aug 07, 2025

## DEM party pushes reforms, Ocalan's 'right to hope' in first peace commission meeting

**E**RBIL, Kurdistan Region - A senior lawmaker from Turkey's main pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) called for key reforms, including legal changes to allow the potential eventual release of Abdullah Ocalan, the Kurdistan Workers' Party (PKK) leader.

At the [first meeting](#) of the newly formed parliamentary commission tasked with developing the legal and political framework for peace between the PKK and the Turkish state, DEM Party lawmaker Meral Danis Bestas on Tuesday urged applying the "right to hope" legal principle to Ocalan.

This principle holds that a life sentence must include the legal possibility of eventual release, meaning a life term cannot be absolute. The 75-year-old PKK leader has been imprisoned on İmralı Island in the Sea of Marmara since 1999.

Referring to the principle, Bestas pointed out that [the European Court of Human Rights] ruled on March 18, 2014 that "the 'right to hope' must be applied in Ocalan's case, making it a legal requirement."

She cautioned, "Currently, we live in a political and legal climate where decisions by the European Court of Human Rights and the Constitutional Court are not being implemented."



Peace process parliamentary commission meeting in Ankara on August 5, 2025. Photo: AA

In October, Devlet Bahçeli, leader of the Nationalist Movement Party (MHP), also suggested Ocalan could be eligible under the "right to hope" and called for restarting the peace process between the PKK and Ankara.

The DEM Party has since led renewed efforts to end the decades-long conflict between the PKK and the Turkish state, which has claimed over 40,000 lives, mainly PKK fighters. The party serves as a mediator and main communication channel between Ankara and Ocalan.

These efforts led to Ocalan's historic call in February for the PKK to disarm, followed by a unilateral ceasefire by the group. In mid-July, 30 PKK fighters held a symbolic dis-

armament ceremony in the Kurdistan Region as a gesture of goodwill and commitment to peace.

Against this backdrop, a 51-member parliamentary commission was formed, including representatives from the ruling Justice and Development Party (AKP), the main opposition Republican People's Party (CHP), MHP, the DEM Party, and several smaller parties.

Alongside Ocalan's case, Bestas highlighted the imprisonment of Kurdish politician Selahattin Demirtaş, jailed on alleged PKK links. She noted that the European Court of Human Rights has ruled multiple times against the detention of both Ocalan and Demirtaş, "ordering their immediate release."

Bestas also condemned the Turkish government's removal of elected Kurdish mayors, replaced by appointed trustees on terrorism allegations, calling the practice "unconstitutional" and undermining Kurdish political representation.

As the commission prepares for further meetings to advance the peace process, the DEM Party emphasized on Tuesday the need for a "democratic resolution of the Kurdish issue," highlighting the decades-long struggle for justice, equality, democracy, and peace.

"We stress that the commission's work must proceed by prioritizing a democratic solution based on negotiation and dialogue," the party concluded.



07 Août 2025

## Reportage international - Syrie: l'industrie textile en quête de renaissance à Alep

**A**vant la guerre, le textile syrien était reconnu à travers le monde pour sa qualité, en particulier pour son coton. Le secteur, pilier de l'économie, pesait 12% du PIB. À Alep, la capitale économique, le textile représente 75% de la production et emploie 300 000 personnes. Mais les entreprises ont été, elles aussi, touchées par la guerre et le racket organisé par le régime Assad. Aujourd'hui, la levée annoncée des sanctions internationales redonne espoir aux acteurs de la filière qui rêvent de redevenir la locomotive du développement de la Syrie.

À Cheikh Najjar, la zone industrielle d'Alep, des entrepôts calcinés côtoient des manufactures reconstruites. Pendant la guerre, la région a été

au cœur des combats entre les rebelles et le régime **Assad** soutenu par son allié russe. À la tête de l'entreprise de textile Al Faisal, Bassam Dawalibi a dû rebâtir son usine en 2017. Celle-ci emploie aujourd'hui 150 personnes et produit 10 tonnes de fil par jour à partir de matières synthétiques importées de **Chine**, qui ont remplacé le coton syrien.

« *La matière première que nous utilisons, c'est du polyester qui est fabriqué à partir de pétrole. Malheureusement, la production locale de coton s'est effondrée avec la guerre et on ne pouvait pas s'en procurer facilement. Nous espérons qu'à l'avenir, nous pourrions revenir au coton* », explique Bassam Dawalibi, directeur financier de l'entreprise

Al Faisal.

Avant la guerre, la **Syrie** était pourtant le troisième producteur de coton au monde. Depuis la chute du régime, les nouvelles autorités libéralisent l'économie à tout va. Les droits de douane ont été réduits et les textiles turcs et chinois inondent le marché, au grand dam de Bassam Dawalibi. Sans de telles mesures, le directeur s'inquiète de devoir plier bagage : « *La production nationale fait face à une concurrence injuste et désavantageuse des importations et cela n'a pas été réfléchi. Je souhaite que le gouvernement augmente les droits de douane sur les produits étrangers pour protéger l'industrie locale.* »

À Alep, les souks pluri-centenaires ont été endommagés

ou détruits à 60% d'après **l'Unesco**. Dans les rues éparpillées, la vie reprend, mais les affaires tournent au ralenti. « *Actuellement, la situation est en dessous de la moyenne financièrement. Sauf pendant les fêtes ou les saisons où les proches vivant à l'étranger envoient de l'aide. Sinon, il n'y a rien* », se désole Ahmad Sawwas, vendeur de vêtements au souk d'Alep.

Sur les étals, quelques produits chinois, mais principalement des vêtements assemblés en Syrie à partir de fibres ou de tissus importés. Ici, beaucoup espèrent que la levée des sanctions permettra de relancer la culture du coton syrien et de faire revenir les entrepreneurs en exil.



Kieran Guilbert  
07 août 2025

## L'Iran exécute deux hommes, l'un pour espionnage au profit d'Israël, l'autre pour ses liens avec l'État islamique

**S**elon les médias iraniens, Rouzbeh Vadi a communiqué des informations classifiées sur un scientifique nucléaire iranien aux services de renseignement israéliens, le Mossad. Mehdi Asgharzadeh aurait, lui, fomenté "des opérations terroristes" pour l'État islamique. View on euronews

Les autorités iraniennes ont exécuté par pendaison deux hommes, ce mercredi 6 août, dans deux affaires distinctes. Le premier a été condamné pour espionnage pour le compte d'Israël, le second pour appartenance au groupe État islamique (EI), ont rapporté les médias d'État.

Le média Mizan Online,

agence de presse officielle du pouvoir judiciaire, affirme que Rouzbeh Vadi a été accusé d'avoir transmis des informations classifiées au Mossad, le service de renseignement israélien, sur un scientifique nucléaire. Ce dernier a été tué lors de la guerre des 12 jours, déclenchée par Israël, en juin.

Selon Mizan Online, l'homme travaillait au sein de l'une des "organisations clés et sensibles" iraniennes. Il aurait été recruté en ligne par le Mossad et aurait rencontré les officiers israéliens à cinq reprises, à Vienne, en Autriche.

Rouzbeh Vadi "a commis un large éventail de crimes contre la sécurité intérieure et exté-

rière du pays”, assure également le média iranien.

L’ambassadeur d’Israël en France, Joshua Zarka, a déclaré en juin que, lors de la guerre de 12 jours, Israël avait mené des frappes ciblées qui ont tué au moins quatorze physiciens et ingénieurs impliqués dans le programme nucléaire iranien. Téhéran avait riposté par des tirs de missiles et des attaques de drones.

Depuis la fin des hostilités, l’Iran a promis des procès expéditifs pour les personnes suspectées de collaboration

avec Israël. Les autorités iraniennes ont depuis intensifié la répression en matière de sécurité intérieure dans tout le pays, allant d’arrestations massives à des exécutions. Au moins sept personnes auraient été pendues ces derniers mois pour espionnage au profit d’Israël.

Près de 700 personnes exécutées cette année, selon Amnesty International

Ce mercredi, l’Iran a également pendu un membre présumé de l’État islamique, accusé d’avoir fomenté “des opérations terroristes” à l’in-

térieur du pays, a rapporté Mizan Online.

Mehdi Asgharzadeh est accusé d’avoir participé à un entraînement militaire en Syrie et en Irak avant d’entrer illégalement en Iran avec une équipe de quatre membres, qui ont été tués lors d’un combat avec la sécurité iranienne, selon le média.

Les autorités ont déclaré que la Cour suprême iranienne avaient confirmé les peines prononcées par les tribunaux et suivi toutes les procédures légales avant d’exécuter les deux hommes, a rapporté Mizan Online.

Amnesty International a déclaré, la semaine passée, que près de 700 personnes avaient été pendues en Iran depuis le début de l’année. Le groupe a exhorté Téhéran à mettre fin à toutes les exécutions prévues et à “établir un moratoire officiel sur toutes les exécutions en vue d’abolir complètement le recours à la peine de mort”.

Au moins 901 personnes ont été exécutées l’année dernière en Iran, le chiffre le plus élevé depuis 2015, selon le haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme.

**Le Monde**

Avec AFP  
09 août 2025

## L’Iran n’autorisera pas la création d’un corridor, soutenue par Donald Trump, reliant l’Azerbaïdjan à son enclave

L’Iran s’oppose depuis longtemps à ce corridor, craignant qu’il ne le coupe du Caucase et n’amène une présence étrangère à sa frontière.

La Russie a, de son côté, salué prudemment ce projet.

L’OTAN a évoqué « un pas en avant significatif » vers la paix.

Le conseiller principal du Guide suprême iranien, l’ayatollah Ali Khamenei, a déclaré, samedi 9 août, que son pays n’autoriserait pas la création d’un corridor dans le Caucase, qui relierait l’Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan, un [projet soutenu par le président américain, Donald Trump](#). « La mise en œuvre de ce complot mettrait en danger la sécurité du Caucase du sud et l’Iran a souligné qu’avec ou sans la Russie, il agirait pour garantir la sécurité du Caucase du sud », a affirmé [Ali Akbar Velayati à l’agence Tasnim](#).

L’accord, conclu vendredi à Washington par le président

azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, et le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, met fin au [conflit territorial opposant leurs pays depuis des décennies](#). Il prévoit la création d’une zone de transit traversant l’Arménie pour relier l’Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan, une revendication de longue date de Bakou.

Les Etats-Unis disposeront de droits de développement pour le corridor, baptisé « Voie Trump pour la paix et la prospérité internationale », dans cette région stratégique et riche en hydrocarbures. L’Iran s’oppose depuis longtemps à ce corridor, craignant qu’il ne le coupe du Caucase

et n’amène une présence étrangère à sa frontière.

Puissance régionale dans le Caucase, la Russie a, de son côté, prudemment salué l’accord de Washington. « Nous espérons que cette initiative contribuera à faire avancer le programme de paix », a commenté, samedi, le ministre des affaires étrangères russe, considérant que cette rencontre entre les dirigeants arménien et azerbaïdjanais a été « positive ».

Moscou, qui multiplie aussi les efforts diplomatiques depuis des années concernant les relations entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan, a cependant souligné la nécessité pour

ces pays d’avoir un « dialogue direct, sans aide extérieure ». « L’implication d’acteurs extrarégionaux doit contribuer à renforcer le programme de paix et ne pas créer de difficultés supplémentaires », a averti le ministre russe.

Bien que la Russie reste un proche allié de l’Arménie et de l’Azerbaïdjan, les relations qu’elle entretient avec ces Etats se sont fortement détériorées ces deux dernières années, au point qu’ils se tournent de plus en plus vers les Occidentaux.

« La paix a été obtenue »

L’OTAN s’est plus résolument

félicité du projet d'accord de Washington, évoquant « *un pas en avant significatif* » et des « *progrès vers la paix* ». Paris, Londres et la Commission européenne ont également manifesté leur satisfaction. L'ONU s'est pour sa part réjouie d'une « *étape importante dans la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan* ».

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a jugé, à l'issue d'une conversation téléphonique avec son homologue et allié azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, que « *les progrès réalisés vers la paix* » étaient « *satisfaisants* ». Si

l'Iran s'oppose au corridor, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a toutefois salué l'accord de paix entre Erevan et Bakou négocié par Washington, mais mis en garde, comme Moscou, contre « *toute intervention étrangère* » dans le Caucase.

Selon le projet d'accord conclu à Washington vendredi, l'Arménie et l'Azerbaïdjan « *s'engagent à cesser définitivement tout conflit, à ouvrir les relations commerciales et diplomatiques et à respecter la souveraineté et l'intégralité territoriales* » de chacune, selon Donald

Trump. On ignore, toutefois, si cet engagement est ou non contraignant.

Après la signature du texte, le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a néanmoins salué une « *paix* » historique avec l'Azerbaïdjan. « *Depuis des mois, je répète qu'il n'y aura pas de guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qu'il y aura la paix. Aujourd'hui, nous pouvons dire que la paix a été obtenue* », a déclaré M. Pachinian, qui fait face à un mouvement de contestation dans son pays pour sa politique envers son voisin.

Le conflit territorial entre les deux pays concerne notamment le Karabakh, une enclave montagnaise qui a été au centre de deux guerres, l'une à la chute de l'URSS et l'autre en 2020. [L'Azerbaïdjan l'a finalement repris aux séparatistes arméniens à l'issue d'une offensive éclair en 2023](#). Bakou et Erevan tentent depuis des mois de s'entendre sur un accord de paix. L'Azerbaïdjan avait présenté une liste d'exigences à l'Arménie, dont l'ajout d'amendements à la Constitution incluant l'abandon de toute revendication territoriale sur le Karabakh.

---

**Le Monde** Avec AFP  
10 août 2025

## En Turquie, un mort dans un séisme de magnitude 6,1 dans l'ouest du pays

Le tremblement de terre, survenu dimanche en fin de journée dans la province de Balikesir, a été ressenti dans de nombreuses villes, dont Istanbul et Izmir, selon les autorités turques qui ont par ailleurs fait état de 29 blessés.

**U**ne personne a été tuée et 29 personnes ont été blessées dans un séisme de magnitude 6,1 qui a frappé, dimanche 11 août, la ville de Sirdirgi, dans l'ouest de la Turquie, ont affirmé les autorités turques. Le séisme, survenu à 19 h 53 (18 h 53 heure de Paris), a été ressenti dans de nombreuses villes de l'ouest du pays, dont Istanbul et Izmir, selon l'Agence turque de gestion des catastrophes (AFAD).

« *Une personne âgée de 81 ans est morte peu après avoir été sauvée des décombres*, a annoncé aux

journalistes le ministre de l'intérieur turc, Ali Yerlikaya, qui s'est rendu sur place. *Dieu merci, aucun de nos 29 blessés n'a été grièvement blessé.* »

Dans les villages autour de Sirdirgi, seize bâtiments, dont quatre habitations et 12 immeubles désaffectés, se sont effondrés sans faire de victimes, les habitants ayant pu les évacuer sains et saufs, a précisé le ministre.

La personne décédée est morte peu après avoir été extraite des décombres d'un immeuble de trois

étages habité par six personnes dans le centre-ville de Sirdirgi.

### Vingt répliques

« *Est-ce qu'il y a quelqu'un qui entend ma voix ?* », ont crié les secouristes avant d'écouter les sons qui pourraient provenir des survivants sous les décombres de cet immeuble, selon les images diffusées par la chaîne privée turque NTV.

Vingt répliques de magnitude allant de 3,5 à 4,6 sont survenues après le séisme, selon l'AFAD. Trois cent dix-neuf secouristes

ont été déployés dans la zone tandis que le centre d'appels d'urgence a reçu 24 signalements de dégâts, a ajouté l'AFAD.

Un séisme de magnitude 5,8 avait fait un mort et 69 blessés début juin dans le sud-ouest de la Turquie. Le pays est traversé par plusieurs failles qui ont causé de nombreux drames par le passé. Le sud-est du pays a subi un violent tremblement de terre en février 2023 qui a fait au moins 53 000 morts et dévasté d'Antakya, l'ancienne Antioche.

## « L'évolution de l'industrie de défense turque est spectaculaire »

Marc Chassillan et le général Patrice Moyeuve plaident pour une reprise de la coopération industrielle avec Ankara

**L**e salon IDEF 2025 (International Defence Industry Fair) s'est tenu à Istanbul (Turquie) du 22 au 27 juillet. Cet événement biennal est l'un des plus grands salons mondiaux de l'industrie de la défense. Il a consolidé la position de la Turquie comme acteur clé dans ce domaine, favorisant des collaborations stratégiques et les exportations. Plus de 270 contrats ont été signés, avec un volume commercial dépassant neuf milliards de dollars, dont 65% à l'exportation.

LE GÉNÉRAL (AIR) Patrick Moyeuve, ancien attaché de défense de la France en Turquie, et Marc Chassillan, expert en armement terrestre, étaient, fin juillet, au salon IDEF à Istanbul, l'un des grands rendez-vous mondiaux de l'industrie de défense.

Le décollage de l'industrie de défense turque est-il aussi spectaculaire qu'on le dit ?

Oui, en 2025, la souveraineté est totalement acquise dans le domaine terrestre et des drones. L'objectif est qu'elle le soit à moyen terme dans l'aéronautique et le naval, sachant que la Turquie met aussi les bouchées doubles dans le spatial. La Turquie change vraiment de dimension : elle développe aujourd'hui un avion de combat de cinquième génération, le Kaan, un porte-avions, un lanceur spatial et un missile balistique hypervélocité Tayfun... Cette spectaculaire montée en puissance de la Turquie n'a qu'un seul équivalent dans le monde, la

Corée du Sud. Les deux pays collaborent d'ailleurs sur certains domaines. En trente ans, la Turquie est passée d'importateur massif à exportateur performant puisque le pays se place à la dixième place dans le monde avec plus de sept milliards de ventes à l'étranger, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale et du Sud-Est.

« Les transferts de savoir-faire, l'excellent tissu national d'universités techniques et la formation d'ingénieurs dans les écoles européennes et nord-américaines a permis à l'industrie locale de s'émanciper et de faire la course en tête dans certains domaines »

Comment a-t-elle fait ?

Depuis le début des années 1990, la Turquie a mis en place une réglementation très stricte en matière de compensations économiques, qui impose aux industriels étrangers de créer de la valeur ajoutée sur le sol turc. Ces transferts de savoir-faire, l'excellent tissu national d'universités techniques et la formation d'ingénieurs dans les écoles européennes et nord-américaines a d'abord permis à l'industrie locale de s'émanciper et, désormais de faire la course en tête dans certains domaines, on pense en particulier aux drones.

Contrairement à d'autres pays européens, la France reste à l'écart de cette montée en puissance. Pourquoi ?

Héritière d'une longue histoire qui remonte à la fin du XVe siècle, la relation franco-turque s'est détériorée à la suite de la promulgation, le 29 janvier 2001, de la loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. Côté turc, malgré les visites bilatérales de haut niveau et les signes de bonne volonté de part et d'autre, il existe des divergences prononcées sur des dossiers de fond : processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, soutien français au Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie, considéré par Ankara comme une franchise du mouvement terroriste PKK, partenariat stratégique franco-grec, dossier libyen... Un signe de l'état actuel de la relation bilatérale franco-turque est l'absence, cette année, de délégation officielle française au salon de l'armement IDEF à Istanbul alors que le ministre turc de la Défense nationale, Yaşar Güler, a eu pas moins de 43 entretiens avec des délégations étrangères. Mais, cela n'a pas toujours été le cas. Ainsi, avant que la situation ne se dégrade au tournant des années 2000, la France et la Turquie signaient des contrats d'achat d'armement. GIAT Industries (aujourd'hui KNDS France) avait même participé très activement aux premières phases du programme de char de combat Altay lancé par Ankara et le char Leclerc avait été également évalué sur le sol turc. Eurocopter (aujourd'hui Airbus Helicopters) avait vendu 50 Cougar et la Marine turque avait acquis d'occasion six avisos de la Marine française.

Qu'en est-il des autres pays européens ?

Il faut bien comprendre que la Turquie poursuivra, avec ou sans la France, la feuille de route qu'elle s'est fixée pour atteindre l'autonomie en matière de matériels de défense. D'autant qu'elle peut compter sur l'appui de la majorité des pays occidentaux. Si, côté français, la Turquie est perçue comme un concurrent, les autres pays européens adoptent, quant à eux, une posture d'ouverture et de recherche de partenariats. Les exemples sont nombreux : avec l'Italie, rachat de Piaggio Aerospace par Baykar qui, en parallèle, a établi un partenariat stratégique avec Leonardo, accord de principe avec le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne pour la vente de quarante Eurofighter à la Turquie, coopération avec l'Espagne pour la construction du deuxième porte-aéronefs turc et pour la vente, via Airbus, d'une trentaine d'avions d'entraînement turc Hürjet, fourniture de navires de soutien logistique turcs à la marine portugaise, sans compter les coopérations moins visibles avec des pays comme la Belgique, la Finlande, la Hongrie, la Norvège, les Pays-Bas, la République tchèque, la Roumanie ou encore la Suisse.

La France pourrait-elle avoir des opportunités avec la Turquie ?

Avec ses positions très fortes dans certains pays où la France cherche des appuis, la BITD turque pourrait servir de passerelle aux industriels

français qui fourniraient des équipements et des technologies montés sur des systèmes turcs. Le schéma inverse est aussi pertinent car le rapport performances-prix de certains composants turcs est très compétitif. Pour des coopérations plus structurées,

le domaine des grands drones paraît tout indiqué à l'aune des expériences françaises mitigées dans ce domaine. En douze ans, l'industrie turque a développé cinq modèles différents de drones MALE qui sont, aujourd'hui, tous en service et largement

exportés. La posture actuelle française prive nos entreprises non seulement d'opportunités de développement, mais aussi de positions industrielles à moyen et long terme, laissant ainsi le champ libre à nos proches voisins. Il est sans doute temps de repenser notre

relation avec cet allié devenu un poids lourd de plus en plus incontournable.

« La posture actuelle française prive nos entreprises non seulement d'opportunités de développement, mais aussi de positions industrielles à moyen et long terme »

**Le Monde**

Nicolas Bourcier  
19 août 2025

## En Turquie, les actes de rejet se multiplient contre les Syriens d'Istanbul, peu enclins à rentrer au pays

Sur les plus de 3,5 millions de réfugiés syriens en Turquie, Istanbul en abrite au moins 530 000, dont seuls 20 000 seraient repartis en Syrie depuis la chute de la dictature. Sur fond de crise économique et de pouvoir d'achat en berne, leur présence est de moins en moins tolérée par les Stambouliotes.

Il ne reste plus rien, ou presque : pas une affiche, pas un tag, pas même une petite enseigne à l'ombre d'une rue. En ce dimanche de la mi-juillet, le quartier de Sulukule, pointe extrême de la péninsule historique d'Istanbul, écrasé par les murailles byzantines de Théodose et un soleil de feu, somnole en silence. Les inscriptions en arabe ont disparu, les publicités et les écriteaux des entrepreneurs syriens se sont effacés. La « petite Syrie », comme l'ont surnommée les médias à sensation turcs dès les premières arrivées des familles syriennes fuyant les horreurs de la guerre civile déclenchée en 2011, s'est comme évanouie.

Il faut passer le hall d'entrée d'un immeuble pour lire une affichette rédigée en turc et en arabe : « *N'ouvrez pas la porte de votre bloc à des étrangers – Évitez les comportements qui peuvent*



Des Syriens dans la rue Aksemsettin, dans le quartier Fatih, au centre d'Istanbul, le 25 juillet 2025. À la suite de manifestations nationalistes en Turquie pendant l'été 2024, les panneaux en arabe ont été enlevés et remplacés par des panneaux en turc. BULENT KILIC POUR « LE MONDE »

déranger vos voisins. » Un peu plus bas, au détour d'une artère commerçante, écrit en forme de sous-titre d'un écriteau publicitaire, le nom en arabe d'un artisan syrien « *spécialiste en décoration et tous travaux* »

sur la devanture de sa boutique.

« *Nous, Syriens, sommes toujours là, glisse d'un sourire contenu un client qui ne souhaite pas donner son nom. Nous sommes seule-*

*ment plus discrets.* » La cinquantaine, deux enfants, l'homme originaire de Damas ajoute avant de tourner les talons : « *Beaucoup d'entre nous veulent rentrer au pays, mais pas tant que la situation y restera aussi in-*

stable. » Allusion directe aux récentes violences confessionnelles survenues dans le sud et à l'ouest du pays, mais aussi à la pauvreté, au manque d'infrastructures et aux défis colossaux auxquels la Syrie est confrontée.

D'après les chiffres officiels, 273 000 réfugiés syriens installés en Turquie ont pris le chemin du retour depuis la chute du régime Al-Assad, en décembre 2024. La majorité d'entre eux étaient installés près de la frontière, entre Gaziantep, Hatay et Adana, souvent dans des conditions de vie ou de travail précaires. Seuls quelque 20 000 venaient d'Istanbul. C'est peu en regard du nombre de Syriens enregistrés dans la métropole et compte tenu de la volonté affichée des autorités turques d'accélérer leur retour.

#### « Sentiment de "trop-plein migratoire" »

La Turquie accueille plus de la moitié des 7 millions de réfugiés dénombrés hors Syrie, faisant d'Istanbul la capitale des Syriens forcés à l'exil. Près de 530 000 y bénéficient d'une « protection temporaire », un statut mis en place par les autorités turques en 2014. Aucune province n'en abrite autant.

Ce nombre a peu varié depuis 2017. En juillet 2019, le gouvernement AKP (Parti de la justice et du développement) du président Recep Tayyip Erdogan, qui vient de subir une sévère défaite aux élections locales à Istanbul, décide soudainement de ne plus accepter de nouveaux Syriens dans la métropole. Certains arrondissements sont présentés par les autorités comme étant « saturés ». Aux quartiers

dits « sensibles », plus aucun permis de résidence ne sera délivré à partir de 2021. Lorsque le ministre de l'intérieur d'alors, Süleyman Soyly, avance quelques mois plus tard que, selon ses calculs, le nombre total de Syriens sur les rives du Bosphore était en réalité de 1,3 million, la polémique sur leur présence prend des allures de scandale national. L'homme fort du gouvernement de l'époque avait additionné les réfugiés dûment enregistrés aux résidents et travailleurs autorisés.

« Cette inflexion du mode de gestion des réfugiés syriens et, simultanément, du discours public, entraînant la fragilisation sinon l'obsolescence du discours de l'accueil inconditionnel qui avait prévalu jusqu'alors et singularisé l'AKP dans le champ politique turc, semble avoir eu pour effet de libérer et d'accompagner à la fois le discours de la haine et la parole raciste ordinaire à Istanbul », écrit le géographe Jean-François Pérouse dans son dense et récent ouvrage *Istanbul à l'heure syrienne* (2025, Inaclo Presses, 214 pages, 18 euros).

Avec la pandémie de Covid-19, la dégradation de la situation économique, l'inflation, la perte de pouvoir d'achat et la dépréciation de la monnaie nationale que la Turquie connaît depuis 2020, les tensions s'amplifient. Les actes de rejet se multiplient, de même que les incidents racistes. Certaines mairies organisent des opérations de « retour volontaire ». Sur les plateaux de télévision, la « question des Syriens » est instrumentalisée par les personnalités politiques, de l'extrême droite aux sociaux-démocrates nationalistes. L'opinion publique, elle, bas-

cule : selon l'institut Metro-poll, 81 % des personnes interrogées estiment que les Syriens doivent regagner leur pays. Ils sont même 85 % parmi l'électorat de l'AKP.

« *Le malaise social s'est converti en sentiment de "trop-plein migratoire"*, poursuit Jean-François Pérouse. *Cette montée d'intolérance à Istanbul coïncide avec l'accentuation de l'invisibilisation syrienne (...), son repli dans la sphère familiale, une recherche de la discrétion et des pratiques décalées dans les espaces publiques.* » Dans les parcs et les espaces verts, il devient fréquent de voir les familles syriennes venir un peu plus tôt ou plus tard dans la journée. A Sulukule comme ailleurs dans le pays, les drapeaux syriens sont décrochés des boutiques.

#### « Les gens sont coincés »

Ces dernières années, la mégapole aux 16 millions d'habitants a compté plus d'une dizaine de « petites Syrie », des « petits Damas » et des « quartiers syriens » plus ou moins visibles, répartis au gré des fluctuations de la ville et de l'aggravation de la situation sur le théâtre syrien.

Abil (les personnes citées par leur prénom n'ont pas souhaité donner leur nom de famille) réside à Fatih, arrondissement populaire et conservateur situé au cœur d'Istanbul, depuis son arrivée, en 2014. A l'époque, il avait 14 ans. Il était seul, ses parents ayant été tués par les hommes du régime de Damas. Comme tant d'autres, il s'est débrouillé avec l'aide des réseaux de sa famille, un oncle gérant d'une petite boutique, un

cousin disposant d'une chambre. Il a travaillé un temps, comme beaucoup, dans un atelier textile. Depuis, il s'est reconverti à la mécanique dans un garage automobile d'Aksaray. Lui aussi affirme ne pas vouloir rentrer, « en tout cas pas dans l'immédiat ».

Assis dans un coin d'ombre sur la grande esplanade de la mosquée de Fatih, entouré d'une poignée d'amis syriens, il explique que la situation est devenue difficile. « On sent la pression pour qu'on reparte. Du coup, on sort moins, on ne se fait pas remarquer. » Même son de cloche chez Sabah, médecin dans une des deux cliniques pour Syriens de Fatih : « Les gens sont coincés, dit-elle. D'un côté, la Syrie et ses dangers, de l'autre Istanbul où les prix augmentent sans cesse, les loyers deviennent fous et le niveau de l'enseignement dégringole, avec nous au centre, pris pour cible et accusés d'être responsables de tous les maux. »

Ibrahim, lui, se souvient parfaitement du moment où les agents de la mairie de Fatih sont venus pour remplacer une à une les enseignes écrites en arabe de la grande rue commerçante d'Aksemsettin, interminable succession de magasins syriens. « C'était en 2024, explique-t-il, peu après les élections municipales », où l'arrondissement, fief traditionnel de l'AKP, a failli passer dans les mains de l'opposition. Originaire d'Alep, arrivé à l'âge de 4 ans, devenu vendeur occasionnel de bonbons et de barres chocolatées dans la rue, il hausse les épaules quand on lui parle de la Syrie. Il n'en a aucun souvenir. « Moi, je veux rester. »



August 20, 2025

# The Next Phase: Not a Withdrawal, but a Strategic Shift in U.S.–Iraq Security Relations

**T**he U.S. and Iraq are shifting from coalition-led missions to a bilateral security partnership. While Operation Inherent Resolve ends in 2025, a phased drawdown through 2026 will leave a limited U.S. presence focused on training, intelligence, and counterterrorism.

As the United States and Iraq move toward redefining their military and security partnership, recent developments highlight not a retreat, but a recalibration of long-standing cooperation. While the end of the U.S.-led coalition's mission in Iraq marks a symbolic milestone, it does not signal the end of American military involvement in the region.

**1. Transitioning the Mission, Not Withdrawing**  
In 2024, Washington and Baghdad agreed to conclude the U.S.-led coalition's mission—Operation Inherent Resolve—by September 2025. This move signifies a transition away from multinational operations toward a more focused, bilateral security framework.

However, U.S. officials have made it clear: this is not a withdrawal. Instead, it's part of a planned evolution toward a long-term, sustainable security partnership, centered on cooperation in training, intelligence sharing, and counterterrorism efforts.

**2. Phased Drawdown Through 2026**  
Following the mission's formal



U.S. airmen of the 332nd Air Expeditionary Wing board a C-17 Globemaster III at Balad Air Base, Iraq, May 21, 2008. (Photo: DVIDS)

conclusion in 2025, remaining U.S. forces are expected to gradually draw down through late 2026. A limited but strategic U.S. presence will likely persist—especially in Iraq's Kurdistan region—where forces will continue to support advisory roles and conduct counter-ISIS operations.

**3. Adjustments Amid Shifting Regional Dynamics**  
The regional landscape remains fluid. Notably, the recent fall of the Assad regime in Syria has caused ripple effects, leading some Iraqi political factions to reconsider the pace of the U.S. drawdown. Concerns about a potential resurgence of ISIS have prompted calls to delay the transition, favoring stability over symbolic gestures.

**4. Domestic Politics and Legislative Moves**

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani is walking a fine line between U.S. cooperation and the influence of Iran-aligned factions within Iraq. In recent statements, he emphasized that once the coalition's mission concludes, there would be no justification for armed non-state actors to operate freely—signaling intent to limit militia activity and reinforce state authority.

Meanwhile, in the United States, a bipartisan group in Congress has introduced the "Free Iraq from Iran Act." The bill aims to curb the influence of Iranian-backed militias and would condition continued U.S. security assistance on Iraq's efforts to dismantle those groups. The legislation reflects evolving U.S. strategic priorities: it underscores a desire to reshape—not end—Ameri-

ca's role in Iraq.

**Conclusion: A Strategic Realignment, Not an Exit**

The U.S. is not disengaging from Iraq. What lies ahead is a phased, deliberate realignment from multinational coalition operations to a more sustainable, bilateral security relationship. While troop numbers will decline over the 2025–2026 period, the U.S. will maintain a presence to support Iraq's fight against terrorism and contribute to regional stability.

In an era of shifting alliances and persistent threats, both Washington and Baghdad appear committed to ensuring that this transition strengthens—not weakens—their strategic partnership.

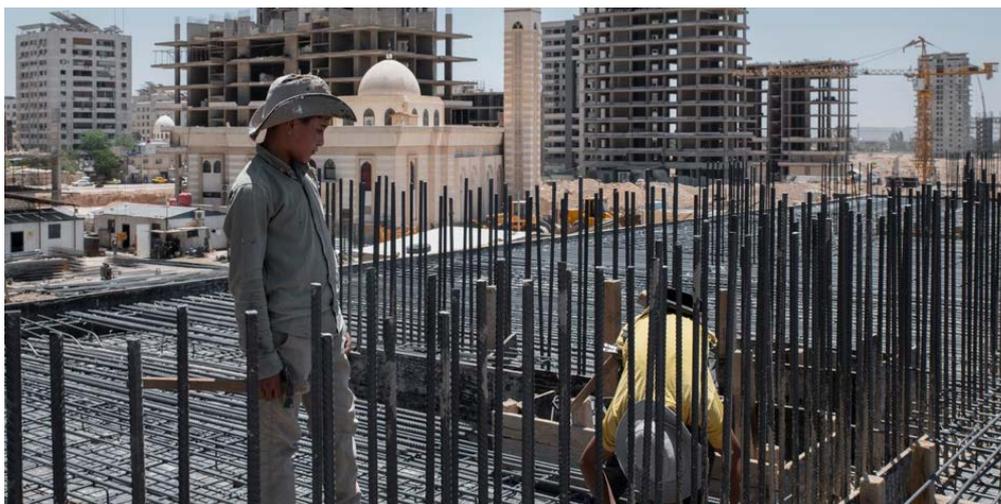
## A Damas, le nouveau pouvoir syrien veut achever la construction de Marota City, quartier emblématique du régime de Bachar Al-Assad

Les habitants expropriés espéraient un arrêt des travaux. Les dirigeants de la capitale ont jugé qu'il était trop tard pour bloquer un projet pourtant gangrené par la corruption et une mauvaise gestion. Ils promettent seulement de nouvelles indemnités.

Derrière le panneau indiquant Marota City, à l'entrée sud-ouest de Damas, un immense terrain vague s'étire, parsemé ici et là de tours de béton nu. Des ouvriers s'échinent sous la chaleur étouffante de l'été syrien pour donner forme à [cette ville imaginée par l'ancien dictateur Bachar Al-Assad à l'image des luxueuses cités du Golfe](#).

Du haut d'un monticule de terre, Mohamed Al-Rafiye désigne le périmètre dans lequel se trouvaient jadis sa villa de 250 mètres carrés et celles de ses trois frères. L'entrepreneur de 59 ans n'a pas eu son mot à dire lorsque les bulldozers les ont détruites, en 2017. Poursuivi devant une cour antiterroriste pour soutien à la révolution, il avait fui le pays quatre ans plus tôt.

« Le terrain appartient depuis au gouvernorat de Damas. Il l'avait mis aux enchères publiques, mais personne ne l'a acheté. J'ai les titres de propriété », dit l'homme. Rentré au pays avec son épouse et ses deux enfants à la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, il a été contraint de prendre une location. « Mes frères et sœurs veulent eux aussi rentrer en Syrie,



ANTONI LALLICAN POUR « LE MONDE »

mais ils n'ont pas les moyens de louer. On veut récupérer notre terrain et obtenir des compensations pour les maisons détruites », réclame l'entrepreneur.

### Evaluation inéquitable

La chute de l'ancien dictateur n'a pas sonné le glas du projet de Marota City, au grand dam des habitants des quartiers de Bassatine Al-Mazzeah et de Khalaf Al-Razi, qui ont créé l'Association pour l'abolition du décret n° 66. En application de ce décret, promulgué en 2012 pour encadrer la régénération des quartiers informels entourant la capitale, ces deux zones construites au milieu des vergers de Kafr-Sousah avaient été condamnées à la destruction pour faire place, sur 900 hectares, aux zones immobilières de Marota City et de Basilia City.

Lorsque Bachar Al-Assad a inauguré le chantier de Marota City en 2016, il l'envisageait

comme la vitrine de la Syrie d'après-guerre – une cité de gratte-ciel et de centres commerciaux luxueux débarassée des populations rebelles. Le projet est devenu le symbole de la corruption, du népotisme, de la mauvaise gestion puis [des difficultés du régime placé sous sanctions internationales](#). « Au début de la révolution, en 2011, il y a eu beaucoup de manifestations pro-opposition à Kfar-Sousah. Le régime a voulu récupérer les terrains pour punir les habitants, et les donner à ses fidèles et alliés. C'est un changement démographique », accuse Mohamed Durham, un commerçant membre de l'association.

Les projets de Marota City et de Basilia City, confiés au gouvernorat de Damas par l'intermédiaire du Directeur de l'application du décret n° 66 et de la société Damas Cham Holding, ont surtout profité aux hommes d'affaires proches de Bachar

Al-Assad. [La fratrie Katerji, Samer Foz](#) ou encore [Asma Al-Assad](#), l'épouse de l'ancien dirigeant, ont mis la main sur la majeure partie des projets résidentiels et d'investissement.

Les habitants ont été expulsés en 2017 par les forces de sécurité, et leurs maisons démolies. « Ils ont fait pression sur ceux qui refusaient l'expulsion. Si vous ne signiez pas, ils vous arrêtaient et vous faisaient disparaître. Ceux qui ont réclamé leurs droits n'ont parfois rien reçu et ont été traités de terroristes », se souvient Mohamed Durham. Le décret n° 66 prévoyait que les propriétaires fonciers soient indemnisés par le biais de parts indivisées dans des parcelles résidentielles désignées au sein des deux projets, qu'ils pouvaient revendre aux enchères publiques ou développer à leurs frais.

Des propriétaires disent avoir été lésés, avoir fait l'objet de

menaces et de décisions arbitraires pour leur forcer la main, en plus des retards qui se sont accumulés. Mohamed Durham, qui possédait un terrain de 2 000 mètres carrés à Bassatine Al-Mazzeah, dénonce l'évaluation inéquitable des terrains et des parts indivisées reçues en contrepartie.

« Ils ont évalué le mètre carré à 30 dollars [26 euros]. Aujourd'hui, il vaut plus de 1 000 dollars. J'avais droit à 600 mètres carrés, mais le promoteur n'a pas voulu me donner plus de 300 mètres carrés à Basilia City », conteste le commerçant. Les propriétaires absents au moment de l'évacuation, comme ceux qui ont fui du fait de leur soutien à l'opposition, ont vu leurs terrains confisqués et ont perdu leur droit à un logement alternatif.

Ces logements, promis à plusieurs milliers de familles évacuées contre le paiement d'un acompte et de mensualités, n'ont jamais vu le jour. A court de liquidités, Damascus Cham Holding Company a finalement contracté, en 2024, une entreprise privée pour en construire à Basilia City.

« Au début, ils nous ont dit que les logements alternatifs seraient gratuits, puis la corruption a commencé. Beaucoup de gens ont payé un pot-de-vin de 100 000 dollars au promoteur, mais ce n'était qu'une promesse vide. La Damascus Cham Holding est à l'origine de ce vol », accuse Mohamed Durham. De nombreuses familles ont dû quitter la zone, voire vendre leurs parts à bas prix au marché noir.

#### « Décret contre la loi »

À la chute d'Al-Assad, les nouvelles autorités syriennes, issues des rangs du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, ont hérité de ce dossier épineux. Le nouveau gouverneur de Damas, Maher Marwan, a promis de mener le projet à son terme, en levant les obstacles qui entravent les investisseurs et les promoteurs immobiliers, et en rendant justice aux propriétaires fonciers.

« Le plan d'urbanisme pour Marota City et Basilia City a été fait par des amateurs. Les dégâts sont faits. On ne va pas détruire les 24 immeubles déjà construits. Le gouvernement étudie le projet pour trouver des idées innovantes afin d'indemniser les communautés », dit un urbaniste, qui a requis l'anonymat, consultant sur le projet pour les nouvelles autorités.

Des réunions ont eu lieu entre le gouverneur de Damas et des représentants des habitants pour discuter de la régularisation des propriétés, des logements alternatifs, des compensations des loyers et de l'accélération de la construction des infrastructures. Un comité conjoint a été formé avec le ministère des travaux publics et du logement pour proposer des amendements aux décisions qui régissent l'attribution des logements alternatifs.

Mi-juillet, le gouvernorat a assuré que les requêtes déposées par les habitants – plus de 1 000 depuis la chute du régime, notamment de propriétaires spoliés en leur absence – seraient traitées avec équité « même aux dépens du gouvernorat de Damas »,

propriétaire d'environ un tiers des terrains, selon des estimations.

Une révision substantielle du décret n° 66 et de sa mise en application n'est néanmoins pas évoquée à ce stade, comme le demande l'Association pour l'abrogation du décret n° 66. « Ce décret est contre la loi, contre la charia et la Constitution. Nous voulons son abrogation et la suspension des travaux. La commission mise sur pied par le gouvernorat ne nous représente pas. Nous voulons rencontrer le président Ahmed Al-Charaa », insiste l'avocate Aya Saïd. Une autre demande concerne le démantèlement de la société Damascus Cham Holding, pointée pour son manque de transparence et son incapacité à mener à bien le projet.

En janvier, l'ingénieur Ibrahim Hanano a été nommé à sa tête. « Marota City n'a toujours pas d'infrastructures, d'eau et d'électricité, car nous faisons face à des difficultés depuis l'imposition des sanctions internationales, qui n'ont toujours pas été levées », souligne Lynn Al-Assaad, la directrice du département de la supervision. Mais le projet suscite un grand intérêt dans le Golfe, en Chine et de la part de sociétés américaines. « On finalise la construction d'un immeuble de 12 étages. On a vendu des lots à des promoteurs immobiliers », ajoute Ghassan Al-Albouni, un ingénieur de la société.

#### « Projet quasi terminé »

Les sociétés appartenant à la famille Katerji et à Samer Foz, sous le coup d'une enquête pour leurs liens avec le

régime Al-Assad, ont été placées sous la tutelle des nouvelles autorités. Un porte-parole du groupe Katerji affirme que tous les projets liés au groupe à Marota City sont actuellement suspendus. Sa société, Thabat, qui fournit des engins de chantier, continue ses activités. « On est chargés de poursuivre les travaux, sinon beaucoup d'employés seraient affectés. Tout ce qui est privé continue », indique Mohamed Kreïm, un mandataire placé à sa tête.

Au rez-de-chaussée d'une tour encore inachevée de Marota City, Nasouh Hadjaj met les dernières touches à son local commercial. Le promoteur immobilier, qui s'est associé, en 2018, à des propriétaires fonciers et a également racheté des parts, a déjà vendu quelques appartements d'une superficie allant de 120 à 400 mètres carrés dans cet immeuble et dans d'autres de ses projets, « principalement à des hommes d'affaires ». « Ce qui a été fait à Marota City est fait. Le projet est quasiment terminé, on ne peut pas revenir en arrière », plaide le quadragénaire.

Nasouh Hadjaj se désole de voir le prix du mètre carré stagner entre 900 et 1 500 dollars depuis la chute de Bachar Al-Assad, soit moitié moins que le prix pratiqué dans d'autres quartiers de Kafr-Sousah. « Au vu de l'emplacement et de la qualité du projet, ce devrait être au moins 2 000 dollars, déplore-t-il. Avec l'incertitude qui règne autour de la stabilité future du pays, même ceux qui ont de l'argent n'achètent pas. »

## « En Syrie, il est essentiel d'endiguer la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre »

**S**elon des estimations, des dizaines de milliers d'armes syriennes auraient déjà fait l'objet de vol ou de trafic. Mark Downes, directeur du centre de recherches Small Arms Survey, en appelle à une aide internationale, dans une tribune au « Monde ».

Alors que nous traversons la frontière libanaise en direction de la Syrie, notre chauffeur nous désigne nonchalamment une trace sur la route, stigmate des bombardements aériens orchestrés ici par Israël, dans le contexte chaotique qui a suivi [la chute du régime d'Al-Assad, le 8 décembre 2024](#). C'était au début du mois de mai. Nous nous rendions alors en Syrie dans le cadre d'une évaluation initiale de la gestion des armes et des munitions, entreprise par Norwegian People's Aid et mon organisation, le Small Arms Survey [*un centre de recherches appliquées sur les armes légères et la violence armée de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève*].

Peu de temps avant ce voyage, une série de frappes israéliennes avait visé des dépôts d'armes et des installations de stockage en Syrie, mais ces frappes n'ont guère contribué à empêcher le pillage généralisé de milliers de pistolets, fusils, mitrailleuses, lance-grenades, mortiers, lance-missiles et lance-roquettes portatifs – collectivement désignés sous le nom d'armes légères et de petit calibre – accumulés pendant plus de cinquante ans par le régime d'Al-Assad.

Selon des estimations [*relayées par le média Inkstick*], des dizaines de milliers d'armes légères

et de petit calibre syriennes auraient déjà fait l'objet de vol ou de trafic. Ces événements ont eu des conséquences immédiates et stupéfiantes. Dans certaines régions syriennes, le prix d'un fusil d'assaut de type AK a chuté à un quart de sa valeur marchande d'avant l'effondrement du régime, [selon l'association syrienne de médias Enab Baladi](#). Au Liban, on peut se procurer ce type de modèle pour à peine 50 dollars [*environ 43 euros*].

Mais l'histoire ne s'arrête pas à des régimes déchus. C'est une mise en garde contre le potentiel sous-estimé des armes légères illicites, souvent qualifiées d'« *armes de destruction massive à petit feu* ». Leur présence affecte les communautés concernées de manière durable en perpétuant les conflits, en compromettant le développement et en exacerbant l'insécurité. La menace posée par ces armes ne se limite pas aux frontières nationales. Les autorités libanaises ont saisi plusieurs centaines d'armes importées illégalement de Syrie – y compris des missiles sol-air portatifs capables d'abattre un avion de ligne – et les itinéraires de contrebande pourraient aisément s'étendre au-delà de la région.

En Syrie, [le gouvernement de transition se heurte à des défis monumentaux](#), qu'il s'agisse d'unifier les différents acteurs de la sécurité ou de panser les plaies profondes laissées par plus d'une décennie de conflit. Si l'assouplissement des sanctions peut ouvrir la porte à l'investissement et au redressement, la sécurité reste le fondement de tout progrès. Pour répondre aux préoccupations en la matière, il est

essentiel d'endiguer la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre.

Mais la tâche promet d'être ardue. Elles sont transportables et dissimulables, et leur nombre, de même que celui des munitions illicites en Syrie, est assurément trop important pour permettre aux gouvernements de la région de les localiser, de les saisir et de les éliminer de manière sûre. En agissant de concert avec le gouvernement syrien et ses voisins, la communauté internationale peut apporter son aide de plusieurs façons.

### Détecter les expéditions illicites

Premièrement, les gouvernements étrangers et les organisations internationales peuvent aider le pouvoir syrien à remettre la main sur les armes et les munitions pillées et à sécuriser celles qui se trouvent encore dans les arsenaux gouvernementaux. Cet effort nécessitera des engagements à long terme de la part de la Syrie et de ses partenaires internationaux.

Deuxièmement, ces derniers peuvent contribuer à faire en sorte que les Etats voisins disposent des ressources nécessaires pour détecter et bloquer les expéditions illicites d'armes, y compris celles partant des aéroports, des ports maritimes et des plateformes postales.

Troisièmement, la Syrie et ses voisins doivent travailler main dans la main afin d'identifier et de démanteler les réseaux de trafiquants. Les parties prenantes internationales peuvent apporter leur concours en fournissant la

formation et l'équipement nécessaires pour assurer le traçage des armes et des munitions saisies, lancer des poursuites pénales contre les trafiquants et recueillir, analyser et partager des renseignements.

Enfin, les gouvernements de la région doivent être en mesure de stocker et d'éliminer en toute sécurité les armes et les munitions saisies. L'explosion meurtrière de nitrate d'ammonium confisqué [à Beyrouth en 2020, qui a coûté la vie à plus de 220 personnes](#), illustre – à l'extrême – les conséquences que peuvent avoir de mauvaises pratiques de stockage et d'élimination de marchandises saisies, y compris des munitions explosives.

Alors que la rigueur budgétaire est à l'ordre du jour et que [les financements de l'aide internationale se contractent](#), il ne sera pas aisé d'obtenir les fonds nécessaires pour accompagner le gouvernement syrien et ses voisins dans cette entreprise décisive. Mais le coût de l'inaction serait bien supérieur, non seulement pour le Moyen-Orient, mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale.

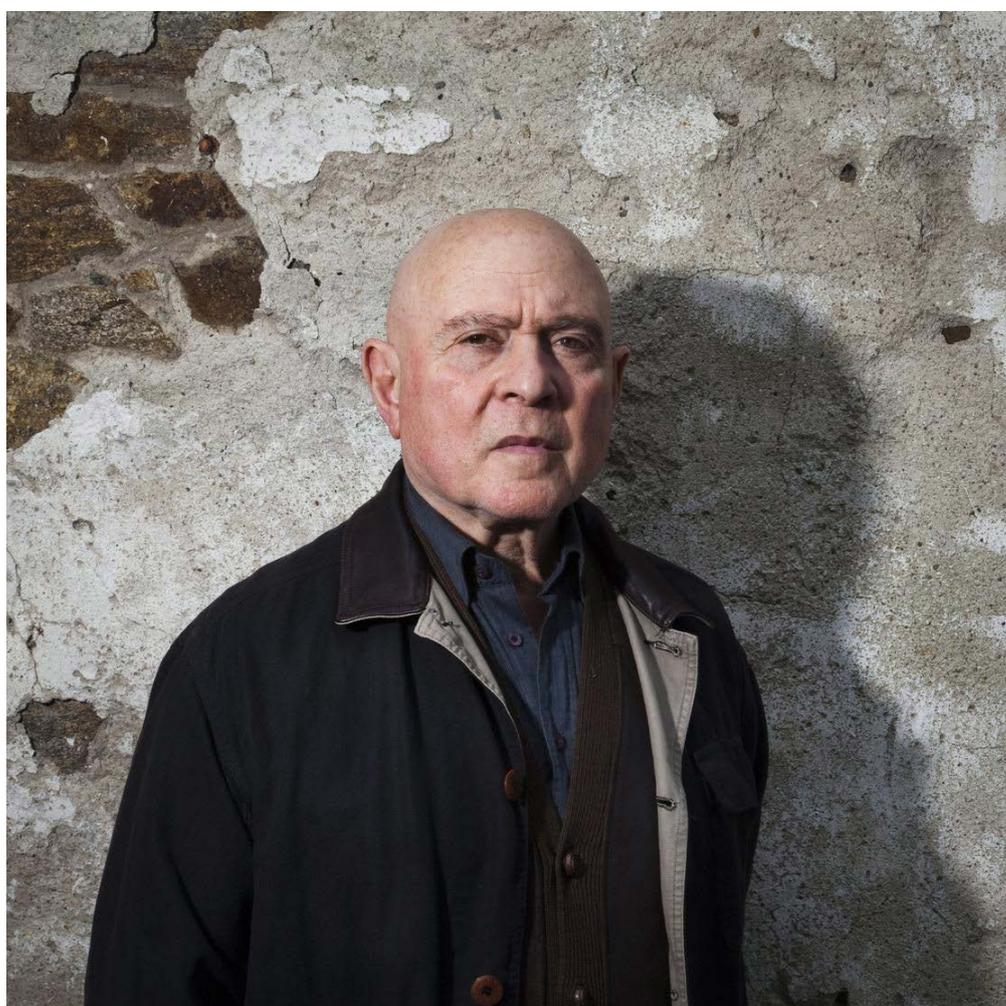
**Mark Downes** est le directeur de l'organisation non gouvernementale [Small Arms Survey](#). Spécialisé dans le domaine de la sécurité et du développement, il a travaillé pour le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, pour l'Organisation de coopération et de développement économiques et pour l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

## Gérard Chaliand, écrivain-voyageur, poète, aventurier, spécialiste des guerres et de géostratégie, est mort

Auteur d'une quarantaine de livres, le géopolitologue, chroniqueur de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et du premier quart du XXI<sup>e</sup>, est décédé le 20 août, à l'âge de 91 ans.

Dernière visite à l'hôpital, ce printemps, à Paris. Regard droit, amaigri, port altier, bonnet de laine enfoncé sur son crâne chauve de bonze savant, il cite quelques vers libres tout récemment écrits : « *Ma vie touche à sa fin/ Je suis serein/ Presque détaché/ Nul besoin d'être stoïque/ Je ne souffre pas/ Je décline.* » Cette vie, Gérard Chaliand – mort le 20 août, à 91 ans, à Paris – l'a remplie comme personne : voyageur et professeur, poète et polémologue, auteur-traducteur, stratège et militant.

Homme libre, avant tout. Il ne dépendait d'aucune institution, d'aucun corps de métier. Il avait acheté, au prix d'une austérité de moine-soldat, cette possibilité de faire ce qu'il aimait le plus : partir – ayant lu tous les livres, ou presque. De retour dans son studio du 13<sup>e</sup> arrondissement, il s'installait à gauche de la porte d'entrée et se mettait au travail debout derrière son écritoire. Combien de livres ? Pas loin d'une quarantaine. On en oublie sûrement, tant était vaste le champ de ses curiosités : traités de spécialiste ès guérillas ; manuels de décolonisation ; vastes synthèses de géopolitique ;



Gérard Chaliand, à Saint-Malo, en juin 2011. PHILIPPE MATSAS/OPALE.PHOTO

conteur de civilisations disparues ; confectionneur d'atlas ; poète de l'amour et des grands espaces ; écrivain-voyageur ; traducteur de poésies kurdes. En France, aux Etats-Unis, en Asie, au Moyen-Orient, il a enseigné dans les plus grandes universités.

Il avait raté son bac. Mais il n'a pas laissé filer le train de la vie. Né, en 1934, dans une famille aimée, il quitte la maison à 18 ans pour l'Algérie, première étape d'une bourlingue qui n'allait plus s'arrêter. De retour en France, il étudie à l'Ecole nationale des

langues orientales vivantes – aujourd'hui Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) – et à l'université Paris-Descartes – aujourd'hui Paris Cité, après la fusion avec Paris-Diderot. Le recalé d'études secondaires finira « docteur » des uni-

versités. L'heure est à la décolonisation. Les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine s'émancipent. Chaliand est partout, familier des maquis, compagnon de guérilla, étudiant les conflits asymétriques. Domicile ? Les rizières du Vietnam, les forêts de Guinée-Bissau, les îles du Cap-Vert, ailleurs encore.

« Politiquement pertinent, pas politiquement correct »

Il a visité tous les points chauds de la guerre froide. Sympathisant des damnés de la terre, il publie souvent chez François Maspero, éditeur parisien d'une gauche socialo-tiers-mondiste généreuse et ouverte sur le Grand Sud. Chaliand ne théorise pas, il détaille les éléments qui font, dans la lutte anticoloniale ou au Vietnam, les succès et les échecs de la guerre asymétrique. Cela n'en fait pas un idéologue. Au contraire. Solidaire des révoltés, il se méfie du révolutionnarisme. Trop de luttes, libératrices, du tiers-monde, observe-t-il, débouchent sur des tyrannies kleptocrates. De cette observation impavide, il tire un livre majeur – qui sera aussi sa thèse de doctorat –, *Mythes révolutionnaires du tiers-monde : guérillas et socialisme* (Le Seuil, 1977).

Le compagnon de route Chaliand n'est pas dupe de ce que cachent les slogans lyrico-révolutionnaires – trop souvent, des dictatures pures et simples. Son travail d'observateur est d'être « *politiquement pertinent, pas politiquement correct* », dit-il. A Paris, no-

tamment, Chaliand dégrise une partie de la gauche, sa famille. Chroniqueur de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il en rapporte une défiance naturelle pour les « ismes ». En vers libres, il s'interroge : « *Que valait-il mieux/ Les niaiseries des rêves de jeunesse fraîche comme un corps lisse/ Ou le savoir amer de la connaissance glanée sur le terrain ?* »

Pourquoi ce choix de vie, ce tropisme pour les gueux en armes ? Au départ, l'engagement, bien sûr, au service de la lutte anticoloniale. L'exotisme aussi, sans doute – même s'il s'en serait défendu –, l'attraction pour d'autres civilisations que la nôtre, assurément. Il y a plus. Il y a « *la partie immergée de [son] histoire* », sa famille originaire de Turquie et victime du génocide arménien – cet héritage enfoui dans la *Mémoire de ma mémoire*, titre du livre (Julliard, 2003) qu'il consacre au massacre de ses grands-parents. L'horreur décrite au scalpel. Tout est dit sobrement, mais consigné pour l'histoire.

Ni ce passé omniprésent ni l'objet de ses recherches – la guerre – n'altèrent chez lui une robuste joie de vivre. A chacune des grandes étapes de cette existence, une compagne aimée partage sa passion de l'aventure – la sociologue Juliette Mincès, les écrivaines Kim Lefèvre et Sophie Mousset. Il eut deux fils et nombre d'amis à la fidélité sans faille.

Défenseur des Kurdes

Chaliand n'ignore pas que des supplétifs kurdes ont parfois joué un rôle dans les massacres des Arméniens. Pourtant, il va se consacrer à la défense des Kurdes. Répartie sur quatre pays (Irak, Iran, Syrie, Turquie), cette minorité nationale est l'une des plus nombreuses (plus de 30 millions de personnes) au monde à être privée d'Etat. Au début des années 1980, il participe avec Pierre Vidal-Naquet et Maxime Rodinson, notamment, à la création de l'Institut kurde de Paris (IKP). Sous la houlette de son directeur, [Kendal Nezan](#), l'IKP joue toujours un rôle-clé : musée vivant de la culture kurde et point de contact pour diplomates et politiques de la région. Chaliand rassemble aussi une *Anthologie de la poésie populaire kurde* (L'Aube, 1997) et enseigne, des années durant, dans une des universités du Kurdistan d'Irak.

De l'éclatement de l'URSS à la guerre russo-ukrainienne d'aujourd'hui, celui qui a chroniqué la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle s'attaque à ce premier quart du XXI<sup>e</sup>. C'est à nouveau une série de livres sur les guerres de l'Amérique, le terrorisme islamiste, puis l'avènement d'un acteur qui bouleverse tout, la Chine. Le vieux routard de la guerre froide ne gamberge pas naïvement sur nombre des illusions à la mode nées au lendemain de la chute du mur de Berlin. Il ne croit guère à la paix entre les nations par la grâce de la globalisation économique et d'une libé-

ralisation politique universelle. Il chronique l'histoire d'une Amérique qui, sous le choc du terrorisme, va se perdre dans des guerres lointaines, infidèle à ses propres principes. Il tire le portrait d'un Occident vieillissant, sur le retrait, soumis à la concurrence d'une Chine conquérante – et qui ne croit qu'aux rapports de force.

Entre les drames, et pour les dépasser, il y avait l'aventure, les voyages-expéditions sur *La Boudeuse*, le trois-mâts de son ami Patrice Franceschi. Il y avait aussi ses recueils de poésie. Car, autant – sinon plus – que le reste, les mots, la langue, les langues ont été le territoire de cet homme sans frontières.

Gérard Chaliand en quelques dates

15 février 1934 Naissance à Etterbeek (Belgique)

1952 Premier voyage, à 18 ans, en Algérie

1959 « La Marche têtue » (Gallimard), poèmes

2011 « La Pointe du couteau » (Robert Laffont), premier tome de « Mémoires »

2015 « Cavalier seul » (L'Aube), réédition bilingue (anglais-français) de trois recueils de poésie

2022 « Le Savoir de la peau » (L'Archipel), second tome de « Mémoires »

20 août 2025 Mort à Paris

## Gérard Chaliand, l'écrivain-baroudeur, grand penseur de la guerre, est mort à 91 ans

**G**érard Chaliand, l'infatigable baroudeur, est parti pour son dernier voyage. L'aventurier, poète et penseur de la guerre est mort ce mercredi à Paris à l'âge de 91 ans, a appris *Le Figaro*. Il laisse derrière lui une œuvre vaste - plus de quarante livres - à l'image de son rôle de témoin privilégié des conflits de ce dernier demi-siècle. Son terreau a été la décolonisation, les guérillas, l'aspiration des peuples à l'indépendance. Témoin et parfois plus puisqu'il faisait partie de cette petite troupe d'«*observateurs participants*». Mais son attirance pour le tiers-monde émergent ne s'est jamais convertie en «*ismes*» réducteurs. Radicalement libre et indépendant, il rejetait viscéralement les idéologies, jetant son regard cru et intense sur les durétés du monde. «*C'était un homme très lucide mais aussi poète et drôle. Son ironie triste était réconfortante*», salue l'une de ses proches au *Figaro*.

La planète, il l'a parcourue de large et en travers. Après un premier voyage seul en *Algérie* à l'âge de 18 ans - il venait d'être recalé au «*bac*» -, le jeune homme né en 1934 et dont la famille avait des origines arméniennes s'en va côtoyer bon nombre d'insurgés armés en Guinée-Bissau portugaise (1964), dans le delta du fleuve Rouge au Nord-Viêt Nam (1967), en Colombie (1968), en Jordanie et au *Liban* (1970) en Afghanistan (1980)... Il acquiert ainsi une expertise majeure en



Gérard Chaliand, en 2007, lors d'une conférence sur le terrorisme au Sri Lanka. SANKA VIDANAGAMA / AFP

matière de guerres asymétriques, ces «*petites guerres*» comme les appelait Clausewitz, dans lesquelles un partisan peut faire plier un adversaire bien plus fort que lui s'il sait profiter du terrain, le sien, et attendre patiemment que portent les fruits de l'usure. Autant dire que cette expérience était précieuse pour comprendre les défis militaires et géopolitiques de ces dernières années. Dès octobre 2023, il mettait en garde auprès du *Figaro TV* à propos de Gaza : «*Tout combat rapproché est un piège pour les Israéliens car à partir du moment où vous êtes à pied, vous êtes vulnérable. Pour le Hamas, il faut entraîner les troupes israéliennes dans des guet-apens, où ils vont saigner*».

### Grand défenseur des Kurdes

Gérard Chaliand avait le physique sec et musclé de sa vie, austère et courageuse. À plus de 80 ans, il en paraissait quinze ans de moins. De ces aventures hors des sentiers battus de l'Occident, il n'a pas seulement vu et raconté les tactiques de guérilla, il a aussi compris et anticipé les grands bouleversements géostratégiques qui éclatent aujourd'hui au grand jour. Il se méfiait des révolutions idéologiques qui renversent les belles aspirations populaires, cadennassent la liberté et finissent en dictature implacable. Sa thèse de doctorat, parce qu'il avait fini par faire des études supérieures à l'INALCO et à Paris-8 malgré son échec à la fin du se-

condaire, a été publiée en 1977 au Seuil sous le titre : *Mythes révolutionnaires du tiers-monde : guérillas et socialisme*. Il s'était notamment jeté à corps perdu dans le combat pour la reconnaissance des Kurdes, ce peuple sans État morcelé entre quatre pays (Iran, Syrie, Irak, Turquie). À travers l'Institut kurde de Paris, qu'il a participé à créer dans les années 80, il joue un rôle crucial d'aiguilleur et de passeur pour cette nation meurtrie.

Mais il n'était pas dupe. À travers ses écrits, il décrivait un monde de rapports de force, brutal, où l'Occident, souvent las et parfois arrogant, pesait chaque jour un peu moins dans les affaires de la planète. «*L'Europe n'est plus le centre de gravité de la ten-*

sion mondiale», tranchait-il en novembre 2022 au *Figaro*. Homme de gauche ou homme de droite ? Il était à l'origine à gauche, mais l'a aussi beaucoup critiquée. Il était d'abord libre et donc souvent politiquement incorrect. Au sujet de la guerre en Ukraine, il défendait l'indépendance des Ukrainiens, saluait leur combat héroïque, mais n'hésitait pas à juger que l'Otan avait tenté de «dépouiller les Russes de leur glaci» dès la fin de la guerre froide et que la guerre actuelle en était aussi la conséquence. «On a transformé

l'Ukraine en quelque chose de merveilleusement blanc alors que c'était un État et ça reste encore un État corrompu. On a transformé la Russie en principe du mal absolu : tout ce qu'ils font est mauvais», expliquait-il dans une interview sur YouTube à l'automne 2023. Et de poursuivre, et l'avenir ne lui donne pas complètement tort : «La question n'est pas : les Russes peuvent-ils gagner ? La question correcte, c'est : les Russes peuvent-ils perdre ? À mon avis, les Russes ne peuvent pas perdre. (...) Les Russes sont déterminés

à rien lâcher en s'accrochant au terrain. Pour finir, tout dépend des États-Unis, où il y a des signes que la guerre commence à fatiguer. Quant aux Européens, ça ne les amuse pas de se saigner pour aider l'Ukraine».

Dire non pas ce que l'on souhaite, mais ce que l'on voit : là étaient aussi la dureté et la droiture, mêlées de mélancolie, de Gérard Chaliand. Cette rigueur lui a valu d'enseigner dans les meilleures universités de la planète, à l'ENA et à l'École de guerre en France, mais aussi à Harvard, à

UCLA et à Berkeley aux États-Unis. En 2017, il a reçu le prix «maréchal-Foch» de l'Académie française pour son livre *Pourquoi perd-on la guerre ?*. Son dernier essai, paru aux Belles lettres en 2025 et préfacé par Hubert Védrine, était titré : *Le Grand Tournant géopolitique*. Ce grand tournant, il n'en verra pas la fin, mais il l'aura dessiné avant bien d'autres penseurs de son temps. Désormais, le «feu nomade», titre de l'un de ses poèmes, s'est éteint.

**Le Monde**

Céline Pierre-Magnani  
21 août 2025

## En Turquie, le piratage des signatures numériques de hauts fonctionnaires débouche sur un scandale d'Etat

Deux procédures judiciaires en cours révèlent les lacunes des systèmes de sécurité numérique des administrations publiques.

**S**ur les photos de son arrestation, en janvier, un léger sourire flotte sur le visage de Ziya Kadiroglu. Les mains menottées, escorté par deux policiers, le quadragénaire s'autorise même un petit signe de la main en direction de l'objectif. Un exercice de routine, presque, pour cet ancien professeur d'éducation physique qui a été poursuivi dans une dizaine de procédures judiciaires et déjà condamné à cinq ans de prison pour différentes fraudes. Le 12 septembre, il comparaitra avec 198 autres inculpés dans un nouveau procès pour avoir escroqué l'Etat turc. Les protagonistes encourent jusqu'à cinquante ans d'emprisonnement.

L'acte d'accusation a filtré dans la presse début août et le grand public a décou-

vert les détails d'une affaire à rebondissements. Au fil des années, Ziya Kadiroglu

et son réseau de malfaiteurs auraient développé des techniques de falsifica-



Devant le palais de justice d'Ankara, le 30 juin 2025. ADEM ALTAN / AFP

tion de procédures administratives toujours plus élaborées. L'enquête du parquet d'Ankara, lancée en 2024, dévoile le fonctionnement complexe d'une mafia qui a pénétré, en toute impunité, les systèmes informatiques de plusieurs administrations publiques depuis la fin des années 2000.

En générant des signatures numériques de hauts fonctionnaires, les protagonistes de l'affaire auraient entretenu un trafic de fabrication de faux documents officiels – des cartes d'identité, des permis de résidence, des rapports médicaux, des titres de propriété, des permis de conduire... – contre des rémunérations s'élevant parfois à plusieurs milliers d'euros. Les signatures électroniques ont notamment été utilisées pour fabriquer de toutes pièces des diplômes universitaires.

*« J'ai vu une publicité sur les réseaux sociaux proposant d'acheter un diplôme. J'ai pris contact avec les personnes par WhatsApp et j'ai transmis mon numéro de carte d'identité, a déclaré, lors d'un interrogatoire, l'un des clients du réseau mafieux dont les propos sont rapportés par le quotidien indépendant de gauche BirGün. Deux ou trois heures plus tard, j'ai reçu un message de ces personnes m'informant que mon diplôme était "disponible sur e-Devlet" », l'interface de gestion administrative attribuée à chaque citoyen.*

#### « Pourrissement »

Le réseau aurait bénéficié de relais au sein des admi-

nistrations concernées, notamment pour obtenir les identités des fonctionnaires de la hiérarchie. Il aurait ainsi généré 270 signatures et permis à « plus de 400 universitaires » d'accéder à des postes de maître de conférences et de professeur. Embarrassées, les autorités turques tentent d'éteindre l'incendie. Le 2 août, la communication gouvernementale a démenti ce chiffre et a assuré qu'« aucun diplôme n'avait été utilisé à des fins professionnelles ».

Et si le procès dérange en haut lieu, c'est que le nom de plusieurs personnalités proches du pouvoir figure dans l'acte d'accusation : le propriétaire d'une entreprise de construction de premier plan, bénéficiaire de nombreux marchés publics, ou encore le descendant d'un sultan ottoman. Une personnalité de la coalition présidentielle serait également concernée. Une enquête complémentaire, toujours en cours, a été lancée par le procureur d'Ankara et apportera des éléments nouveaux sur l'identité des « clients » du réseau.

Les cercles de l'opposition parlent volontiers d'un risque pour la sécurité nationale et d'un vaste « pourrissement » des institutions étatiques. Car le détournement des signatures numériques de hauts responsables de l'administration interroge plus généralement sur la sécurité des données stockées par les administrations publiques.

Deux entreprises privées accréditées par l'Etat ont

joué un rôle de courroie de transmission dans ces opérations de falsification : les fournisseurs de signatures numériques TürkTrust et E-İmzatr. C'est par leur intermédiaire que les membres du réseau obtenaient des copies de signatures de fonctionnaires. Le bras droit de Ziya Kadiroglu, Mihyeddin Yakisir, aurait ainsi pu obtenir une signature numérique en collant sa photo sur la carte d'identité d'un responsable d'université.

#### Transfert de données

Autre institution dans le viseur, les services de cybersécurité, rattachés au ministère des transports et des infrastructures. Indice que la menace est prise très au sérieux, une présidence pour la sécurité numérique a été créée par décret-loi le 8 janvier 2025, signé du président Recep Tayyip Erdogan lui-même.

*« Il s'agit là d'un réseau qui s'est introduit dans d'innombrables secteurs de l'Etat. Et ils sont visiblement très sereins ! Pourquoi la BTK [agence des technologies de l'information et de la communication, l'autorité publique de régulation] ne met-elle pas en place des systèmes similaires à ce qu'applique le système bancaire ? Il n'y a que deux possibilités : soit les responsables de la BTK sont incompétents ; soit cette fragilité du système était connue et a été maintenue volontairement », s'alarme Suat Özçagdas, vice-président du Parti républicain du peuple, principal parti d'opposition.*

Le scandale de signatures

électroniques fait écho à un autre dossier, encore plus explosif, divulgué timidement dans quelques titres de la presse indépendante en avril et dont le procès est en cours au tribunal d'Ankara : le piratage de données du personnel de l'agence nationale de renseignement et du ministère de la défense nationale.

Les informations obtenues frauduleusement ont été transférées sur des bases payantes en ligne où sont stockées les données de 101 millions de personnes, rapporte le journaliste d'investigation Bahadır Özgür sur le site d'information *Halk TV*, proche de l'opposition. Le réseau, composé de 16 hackers âgés de 21 à 33 ans, aurait aussi réussi à accéder aux systèmes informatiques d'une dizaine d'autres institutions, notamment ceux du ministère de la santé, de l'administration fiscale, d'universités et de municipalités.

*« Dans le cas des faux diplômes, il s'agit d'une méthode d'escroquerie très élaborée que la BTK ne peut pas détecter seule, analyse Ömer Cıtaç, spécialiste en cybersécurité installé en Allemagne. Le vol des données de l'agence nationale de renseignement, cela relève du piratage. Toutes les institutions possèdent des équipes de cybersécurité qui sont censées parer à ce type d'infractions courantes, mais, en Turquie, il y a un manque de coordination, alors le vol de données arrive très régulièrement. »*



August 22, 2025

## PUK Forces Arrest Lahur Sheikh Jangi and His Brother Amid Ongoing Clashes in Sulaimani

The arrest followed reports from PUK-affiliated media that several fighters loyal to Sheikh Jangi had surrendered to PUK forces at the Lalazar Hotel, where intense clashes have taken place in recent days.

ERBIL (Kurdistan24) – Patriotic Union of Kurdistan (PUK) forces arrested Lahur Sheikh Jangi Talabani, along with his brother Polad Sheikh Jangi on Thursday, amid escalating tensions between rival factions in Sulaimani.

The arrest followed reports from PUK-affiliated media

that several fighters loyal to Sheikh Jangi had surrendered to PUK forces at the Lalazar Hotel, where intense clashes have taken place in recent days. A Kurdistan24 correspondent on the scene reported that heavy gunfire could still be heard around the hotel despite the arrests.

Following their detention, Lahur Sheikh Jangi and his brother were transferred from the Lalazar Hotel to an undisclosed location. It remains unclear whether they will be taken to Dabashan or placed in a detention facility, as their arrest was carried out under

the authority of the Sulaimani court.

Lahur Sheikh Jangi previously served as co-president of the PUK alongside his cousin Bafel Talabani. However, internal power struggles within the party escalated in July 2021, when Bafel ordered the closure of a media outlet linked to Lahur and dismissed several key commanders in both the counter-terrorism and intelligence agencies who were seen as his allies. Shortly after, Bafel declared himself the sole leader of the PUK.

In November of the same year, Lahur was formally expelled from the party, along with several of his supporters, thereby consolidating Bafel's control over both the party and its financial assets.

Since then, Lahur Sheikh Jangi has pursued his own political path, founding the People's Front, a new party officially licensed by the Kurdistan Region's Interior Ministry on Jan. 17, 2024. The movement has attracted several former PUK members loyal to Lahur's faction.



August 22, 2025

## Sulaimani Court: Lahur Sheikh Jangi Can Appeal Verdict as Clashes Leave Casualties

Sulaimani court says Lahur Sheikh Jangi can appeal verdict after clashes with PUK forces left 3 dead, 19 injured. No civilian casualties were reported. The former PUK co-leader faces charges under Article 56 and 406 of the Iraqi Penal Code.

ERBIL (Kurdistan24) – The Sulaimani Court announced on Friday that Lahur Sheikh Jangi and other defendants arrested during Thursday night's clashes have the right to appeal any judicial decision and to appoint legal representation.

Salah Hassan, spokesperson for the Sulaimani Court, told Kurdistan24 that according to Article 56 of the Iraqi Penal Code, two

stages of investigation would normally apply to Sheikh Jangi and the other accused before referral to the court.

"Had Lahur Sheikh Jangi and his associates surrendered without confronting the police and security forces, they would have been prosecuted solely under Article 56. But now, as a result of the violent events which left three people dead and 19 injured, the investigation will also proceed under Article 406," Hassan explained.

He stressed that "every defendant enjoys protected rights before the court. During trial, Lahur Sheikh Jangi and the others can submit objections to the verdict

and secure defense lawyers."

Dr. Hirsh Saeed, Deputy Director General of Health in Sulaimani, confirmed to Kurdistan24 that 19 members of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) forces were injured in the Lalezar clashes. They were transferred to Sulaimani Emergency Hospital where they received full treatment.

"By this morning, all the injured are in stable condition and there is no risk to their lives," Saeed said, emphasizing that the wounded belonged to security forces and that no civilians were among

The developments follow [a night of armed confrontation between](#)

[PUK forces and fighters loyal to Lahur Sheikh Jangi](#). The clashes centered on the Lalezar Hotel in Sulaimani, which served as Sheikh Jangi's main headquarters. After several hours of heavy fighting, both Lahur Sheikh Jangi and his brother Polad were arrested.

The violent standoff left the city tense, with casualties reported among PUK security members. The operation has intensified scrutiny over the use of force in executing judicial orders and raised sensitive legal and political questions surrounding the case.



August 22, 2025

## US Urges Restraint in Sulaimani as International Concern Mounts Over Clashes

The U.S. Embassy in Baghdad urges restraint in Sulaimani following violent clashes and the arrest of Lahur Jangi. The call joins concerns from Türkiye and a sharp condemnation from a human rights body over the military-style operation.

**ERBIL (Kurdistan24)** – The United States Diplomatic Mission in Iraq has publicly weighed in on the recent violent clashes in Sulaimani, issuing a direct call for all parties to exercise restraint and opposing any violence that threatens public safety. The American statement adds a powerful international voice to a growing chorus of concern over a major security operation that has shaken the city, drawn condemnation from a human rights body, and prompted a similar expression of unease from neighboring Türkiye.

In a concise but significant message posted on the social media network X, the U.S. Embassy in Baghdad made its position clear. «The U.S. Mission to Iraq is closely monitoring the situation in Sulaimani. We oppose any violence that threatens public safety and stability and urge all parties to show restraint,» the statement read. The direct intervention from the U.S. underscores the gravity of the events that transpired and their potential impact on the wider stability of the Kurdistan Region and Iraq.

The American call for calm joins that of Türkiye, whose Ministry of Foreign Affairs announced on Friday that it was also following the developments with significant concern. «We are closely and carefully monitoring

the developments in the city of Sulaimani, which are of great importance for the stability and peace of Iraq, as well as for the safety of our citizens,» the Turkish ministry stated.

Ankara confirmed that its Consulate General in Erbil was actively contacting local authorities to ensure the protection of Turkish nationals in the area.

These international reactions echo the immediate calls for de-escalation from within the Kurdistan Regional Government itself. Shortly after the clashes erupted, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani stated that «these tensions and clashes occurring in Sulaimani target the security and stability of the Kurdistan Region.» The Prime Minister deemed it necessary for «all sides to exercise restraint, for the clashes to be stopped immediately, and for the youth of this country not to be made victims,» emphasizing that any existing dispute must be resolved through legal channels.

The diplomatic and political alarm was triggered by a turbulent night of fighting that culminated on Friday morning with forces from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) seizing control of the Lalezar Hotel—the main headquarters of Lahur Sheikh Jangi—and arresting him and his brother, Polad. The operation concluded after armed men affiliated with him surrendered, ending hours of heavy gunfire that had transformed parts of Sulaimani, particularly the Sarchnar neighborhood, into a conflict zone.

The operation, while violent,

was officially predicated on a judicial order. Hours before the raid, judicial and police authorities confirmed an arrest warrant had been issued for Lahur Sheikh Jangi and «several other suspects» under Article 56 of the amended Iraqi Penal Code, which pertains to criminal agreements and acts that harm public security. Following this, a large PUK force, equipped with tanks and armored vehicles, deployed after midnight and advanced on the hotel. The tense standoff erupted into open conflict shortly after dawn, with reports of heavy weapons and rockets being used in the attack. The confrontation widened in scope when the headquarters of the PUK's Force 70 Command was reportedly attacked by a bomb-laden drone.

However, the execution of the warrant has drawn a sharp and detailed condemnation from the Independent Human Rights Commission in the Kurdistan Region. The rights body characterized the use of counter-terrorism forces and heavy weaponry as an inappropriate «military display» that sowed fear among the public and would have a «bad reflection on the reputation of the region.» The commission's statement lamented that «a fierce confrontation and a four-hour battle took place,» resulting in deaths and injuries and creating «great unrest in the city of Sulaimani.»

While fully supporting the implementation of court decisions, the commission unequivocally rejected the manner in which the arrests were conducted. It pointed out a critical procedural flaw, stating, «the implementing force for the

arrest warrant is the police, not counter-terrorism forces and other forces.» The statement deplored the use of «tanks, Doshkas, and heavy weapons» in the operation. Furthermore, the human rights body raised serious concerns about post-arrest procedures, noting that according to legal protocol, accused individuals must be taken to official detention and transfer centers, «not to another place or party headquarters.»

The commission also expressed profound concern over the public portrayal of the arrested individuals after videos and photos were broadcast by media outlets showing them handcuffed and referring to them as «captives.» The commission underscored a fundamental legal principle: «the accused is innocent until the crime is decided and proven against them by the court, and it is not permitted, for the sake of human dignity, for such a situation to be displayed.»

The violent confrontation is the latest and most dramatic chapter in a protracted internal power struggle within the Patriotic Union of Kurdistan. Lahur Sheikh Jangi, a former co-president of the party, was formally expelled in November 2021 after his cousin, Bafel Talabani, consolidated his control. Since then, Lahur has founded a new political party, the People's Front. The violent nature of his arrest has now placed the methods of the security forces under intense scrutiny, raising significant legal and human rights questions while drawing the concerned attention of key international partners

# Disparition du poète aventurier Gérard Chaliand, grand penseur des résistances

Aux côtés des guérillas depuis sa jeunesse, cet aventurier, poète et universitaire d'origine arménienne a inspiré les combats de plusieurs générations. Il disparaît à 91 ans.

Gérard Chaliand s'en est allé ce 20 août 2025. L'un après l'autre, depuis ce mercredi soir, les nombreux hommages hésitent. Que choisir dans un destin aussi immense ? « Écrivain voyageur, poète, aventurier, spécialiste des guerres et de géostratégie », énumère sa première nécrologie, comme des titres de noblesse à rallonge pour un Grand du royaume de l'esprit. Le public le connaissait pour ses commentaires avisés sur l'actualité internationale ; les experts le citaient pour ses recherches sur les conflits « irréguliers », les rébellions, le terrorisme et la contre-insurrection ; les littéraires encensaient son recueil de vers libres *Feu nomade* ; les étudiants potassaient ses atlas et ses sommes académiques ; il avait enseigné à l'ENA et à l'École de guerre, mais aussi à Harvard et à Berkeley, aux États-Unis...

Mais il était encore bien plus que cela, explorateur, anthropologue, historien, professeur et mentor, épicurien, et surtout compagnon de route de grandes causes, au premier rang desquelles celle des Kurdes, embrassée dès la première heure. Ils ne s'y sont pas trompés : comme réconciliés par cette figure œcuménique, les représentants des factions rivales de ce vaste peuple sans État du Moyen-Orient se sont succédé à sa chambre d'hôpital ces derniers mois, parmi les

proches, amis, fidèles et admirateurs...

## Immortel Gérard Chaliand

« Les gens comme ça se comptent sur les doigts d'une main », rappelle son « ju-meau », l'écrivain aventurier [Patrice France-schi](#), répondant à l'appel du *Point* depuis une montagne de l'Arménie, patrie des ancêtres de Chaliand. Ils se connaissent depuis plus de quarante ans, du temps de l'invasion soviétique de l'Afghanistan où ils formaient le noyau de camarades louvoyant entre humanitaires, diplomates de l'ombre, internationalisme et guérilla antisoviétique. De vingt ans son aîné, Gérard a été le parrain du fils de Patrice. Ils ont passé « des mois et des mois » sur la *Boudeuse*, le navire de ce navigateur corse, les « milliers d'heures » de leurs conversations se poursuivent dans la tête de l'ami qui lui survit et proteste : « Pour moi, il n'est pas mort. »

Loin d'être un lieu commun, la rareté de ce destin saute aux yeux des plus humbles baroudeurs qui l'ont croisé. Ailleurs, même dans le vaste monde anglo-saxon, il n'existe plus depuis longtemps un seul homme aux facettes aussi nombreuses et imposantes, à la manière des explorateurs polymathes du XIX<sup>e</sup> siècle, comme le Britannique Richard Burton : il a

d'ailleurs consacré, tel celui qui avait été le premier traducteur occidental du *Kamasutra*, sa dernière œuvre à une *Anthologie universelle de l'amour* (2023, Belles Lettres). On hésite à lui comparer un ou deux contemporains français.

Pour bâtir cette vie chargée d'une centaine de volumes et d'autant de voyages, Chaliand s'y est pris tôt. Né à Bruxelles en 1934 dans une famille arménienne ayant fui le génocide, à peine sorti du fameux lycée Henri-IV – sans son bac –, il enfile des semelles de vent et se rue dans une pérégrination rimbaldienne à tout rompre, qui ne s'est tout à fait interrompue que dans les années 2020. Mais à la différence du graffeur de Charleville, il en sortira une œuvre longue et diverse, et des engagements forts.

## Stratège de la résistance

Après un passage en Algérie à la veille de sa guerre d'indépendance, en 1952, puis un cursus aux Langues O, Chaliand rejoint sa première [guérilla en Guinée-Bissau aux côtés du révolutionnaire Amílcar Cabral](#) au milieu des années 1960, étudie ensuite les paysans du Nord-Vietnam mettant à genoux le titan américain, découvre, années après années, Colombie, Palestine, Israël, Érythrée, Afghanistan, Salvador, Pérou, Nagorno-

Karabakh, Birmanie... Il en tire une science proprement expérimentale des mouvements de résistance qui ont marqué la géopolitique de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Son but, selon son premier essai, sur le Vietnam en guerre : investiguer « les raisons de l'exceptionnelle capacité de résistance du peuple ». Pour lui, loin d'être motivées par l'idéologie et le parti seuls, comme le théorise le marxisme-léninisme alors dominant, ces insurrections puisent leur force dans la volonté et la participation active des masses pour changer leur vie. Veillant à ne jamais plaquer comme nombre de ses contemporains une théorie toute faite sur les gestes romantiques des révolutions, Gérard Chaliand cultive son « savoir de la peau », ainsi qu'il l'a baptisé pour un livre.

L'approche à rebours des modes intellectuelles ne l'a pas empêché de multiplier, dans les années 1980 et 1990, après son doctorat d'État sur les « Révolutions dans le tiers-monde », les postes académiques dans des universités et écoles prestigieuses, sans jamais s'attacher à aucune, et en étant, comme beaucoup de penseurs français d'alors, presque plus reconu outre-Atlantique que dans sa propre patrie. Est-ce cette trajectoire singulière qui l'a

gardé, contrairement à d'innombrables intellectuels de l'époque, d'encenser des idoles rebelles devenues, aussitôt victorieuses, les nouveaux bourreaux de leurs peuples ? « C'était un penseur libre, ce qui était très rare, ne dépendant d'aucune institution », loue encore en quelques mots son ami Patrice Franceschi.

Cette liberté lui a aussi valu quelques inimitiés. Dès 2011, les partisans de la révolution syrienne et de ses groupes rebelles islamistes l'ont pris en grippe pour sa prudence sur l'après-Assad – où même si l'on se réjouit aujourd'hui de la chute du tyran, nul n'oserait lui donner entièrement tort, après les premiers [massacres des Alaouites et des Druzes](#). Et après 2022, il refusait de se joindre à la vogue ukrainophile, scandalisant par un défaitiste, mais prophétique :

« Les Russes ne peuvent pas perdre. »

#### Médaille des YPG

Prudent, il l'était, mais aussi audacieux et fidèle, et des dizaines de mouvements de résistance et de révolution de ses sept décennies de périples, il ne se dévoua à aucun comme il le fit pour les Kurdes. Il n'ignorait évidemment pas qu'en 1915 certains éléments s'étaient joints, sous la férule ottomane, à l'extermination des compatriotes arméniens de ses parents et aïeux. Mais contrairement à tant d'autres, la complexité de l'Histoire ne lui servait pas de prétexte à l'inaction. Pourquoi les Kurdes, spécifiquement ? « Il comprenait la psychologie politique des Kurdes », lui reconnaît Khaled Issa, représentant en France des Kurdes du Nord-Est syrien.

**Nous ne nous rendrons jamais.** Gérard Chaliand

**À Découvrir Le Kangourou du jour Répondre** Bien avant que la minorité ne connaisse son heure de gloire avec sa lutte contre Daech, l'universitaire français avait produit une somme sur les Kurdes et le Kurdistan en 1978, puis cofondé, au début des années 1980, l'Institut kurde de Paris. Il faisait volontiers le pont entre les frères ennemis des différents partis, PKK, PDK, etc. À plus de 80 ans, il s'était rendu de nouveau plusieurs fois au « Rojava » – nom de la partie syrienne des zones kurdes –, aux côtés de Patrice Franceschi et de Bernard Kouchner, pour observer, mais aussi négociateur, conseiller, plaider.

« À chaque fois qu'on se séparait, il nous disait : "Nous ne nous rendrons jamais",

confie Khaled Issa. C'était quelque chose qu'il avait retenu de son oncle, et qui est aussi important pour les Kurdes : ne jamais accepter la défaite. L'essentiel, c'est de persévérer dans la résistance. » Pour son soutien, les Kurdes syriens lui ont remis, en février, sur son lit d'hôpital, une médaille de la résistance contre l'État islamique. Refusant des soins devenus inutiles, il ne s'est pas laissé vaincre. Il a continué ses conversations et a rendu à son éditeur ses derniers poèmes pour qu'ils soient publiés à la rentrée. L'un de ceux qu'il avait publiés en 2016 chez Gallimard, dédié à son père (ce « fil me rattachant à ce passé »), évoquait les membres de sa famille assassinés en 1915, dont un oncle, les armes à la main, se concluant d'un lapidaire : « On ne se rend pas. »

LE FIGARO

22 août 2025

## Kurdistan d'Irak : arrestation d'une figure de l'opposition après des affrontements armés

Trois membres des forces de sécurité ont été tués et 19 blessés ce vendredi lors de l'opération pour arrêter Lahur Sheikh Jangi, cousin de l'influente famille Talabani, l'un des deux clans au pouvoir dans la région autonome.

Les forces de sécurité au Kurdistan d'Irak ont interpellé ce vendredi 22 août à l'aube, après plusieurs heures d'affrontements, Lahur Sheikh Jangi, figure de l'opposition et cousin de l'influente famille Talabani, l'un des deux clans au pouvoir dans la région autonome, a indiqué un responsable sécuritaire à l'AFP.

Trois membres des forces de sécurité ont été tués et 19 blessés lors de son arrestation. « Trois agents des forces de l'ordre ont été tués, dont

un appartenant aux Opérations (spéciales) des Assayich, un des services antiterroristes et un autre des forces "Commandos" » dans la ville de Souleimaniye, où s'est déroulée l'opération de sécurité pour arrêter Lahur Sheikh Jangi, selon une source sécuritaire s'exprimant sous anonymat en raison de la sensibilité du sujet.

**Sept ans de prison s'il est reconnu coupable**

Issu du clan Talabani mais

tombé en disgrâce, Lahur Sheikh Jangi était autrefois un haut dirigeant au sein de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), un des deux partis historiques kurdes qui contrôlent Souleimaniye, deuxième ville de la région autonome dans le nord de l'Irak. Celui-ci « s'est rendu » aux forces de l'ordre tandis que « son frère Bolad a été blessé à la jambe et a été arrêté », a indiqué le responsable sous couvert d'anonymat.

Les deux hommes étaient re-

tranchés dans leur hôtel d'un quartier huppé de Souleimaniye, selon un correspondant de l'AFP qui a vu des volutes de fumée s'élever du secteur après un incendie provoqué par les combats.

Peu avant l'aube, quand les forces de l'ordre ont donné l'assaut, des affrontements ont éclaté avec des dizaines de combattants armés qui protégeaient les deux frères, les bruits des tirs retentissant dans toute la zone.

Le porte-parole du tribunal de Souleimaniye, le juge Salah Hassan, a indiqué qu'un man-

dat d'arrêt avait été émis jeudi à l'encontre de Lahur Sheikh Jangi et plusieurs autres per-

sonnes «pour conspiration visant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité». Il a

précisé qu'il encourait sept ans de prison s'il était reconnu coupable.



22 août 2025

## Kurdistan irakien: l'opposant de l'UPK Lahur Talabani a été arrêté lors d'une opération violente

C'est le deuxième opposant arrêté en deux semaines au Kurdistan irakien. Pendant la nuit de jeudi 21 août, Lahur Talabani a été assiégé puis capturé avec ses troupes par les forces de sécurité gouvernementales. Bilan : trois morts et plusieurs blessés. Lahur Talabani est accusé de « *complot criminel* », mais c'est aussi le cousin dissident de l'homme fort de la région, Bafel Talabani. Cette arrestation est une démonstration de force du pouvoir, à trois mois des élections fédérales.

C'est une histoire de famille qui se règle au char d'assaut. Les images des médias kurdes montrent heure par heure l'arrestation très musclée en pleine nuit du rival de l'homme fort du sud du Kurdistan irakien, avec des tirs d'artillerie sur un hôtel du centre-ville. Au petit matin, sous un ciel fumant, Lahur Talabani se rend, mains

sur la tête, avec ses hommes.

L'assaut a été donné avant l'aube de vendredi 22 août. Les affrontements ont alors éclaté avec des dizaines de combattants armés qui protégeaient les deux frères, les tirs retentissant dans toute la ville. Les heurts ont fait trois morts dans les rangs des forces de sécurité : « *un appartenant aux Opérations (spéciales) des Assayich, un des services antiterroristes et un autre des forces «Commandos»* », a dit à l'AFP un responsable sécuritaire, faisant état de 19 blessés et s'exprimant sous couvert d'anonymat en raison de la sensibilité du sujet. Les services antiterroristes de Souleimaniyeh ont confirmé la mort d'un de leurs membres dans ces combats.

« **L'UPK se trouve dans une situation de fragilité** »

C'est une démonstration de force de son cousin au pouvoir, Bafel Talabani. « *Il a l'habitude de déployer les armes, d'utiliser les services de sécurité pour ce genre de choses, explique Tom Préel, chercheur spécialiste de la zone. Mais c'est vrai que là, on est sur un déploiement de la force qui a lieu à un moment particulier, qui est en amont des élections, parce que l'UPK se trouve dans une situation de fragilité puisque les promesses de campagne électorale qui avaient été faites l'année dernière n'ont pas été tenues et que l'électorat doute depuis un certain moment.* »

Le Front populaire, parti de Lahur Talabani, a fustigé une arrestation « *hors-la-loi* » et le recours à « *des drones, des chars et l'artillerie lourde* ». Le communiqué appelle les ambassades, les autorités régionales et le gouverne-

ment à Bagdad à « *ne pas rester silencieux* ».

Interrogé par l'AFP, le porte-parole du tribunal de Souleimaniyeh, le juge Salah Hassan, a déclaré qu'un mandat d'arrêt avait été émis jeudi à l'encontre de Lahur Talabani et plusieurs autres personnes « *pour conspiration visant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité* ». Il a précisé qu'il encourait sept ans de prison s'il était reconnu coupable.

Dès 2021, des dissensions sont apparues entre la fratrie de l'opposant politique et ses deux cousins, Bafel et Qubad Talabani. Il a progressivement été éloigné du pouvoir et des postes sécuritaires qu'il avait occupés. Cette dernière opération vient ternir un peu plus l'image lisse d'un Kurdistan irakien démocratique, alors que la région autonome n'a pas de gouvernement depuis un an.

# L'Australie accuse l'Iran d'être derrière deux attaques antisémites et renvoie son ambassadeur

Pour la première fois depuis 1945, l'Australie expulse des diplomates iraniens et suspend son ambassade à Téhéran. L'Iran a rejeté les accusations et averti qu'elle prendrait des mesures de rétorsion.

**L**e gouvernement australien a annoncé mardi 26 août expulser l'ambassadeur d'Iran à Canberra, accusant le pays d'être impliqué dans des attaques antisémites à Melbourne et à Sydney. Les services de renseignement du pays sont parvenus à une « *conclusion profondément troublante* » selon laquelle l'Iran aurait orchestré au moins deux attaques antisémites à la fin de 2024, a déclaré le premier ministre australien, Anthony Albanese, lors d'une conférence de presse.

L'Australie a donné à l'ambassadeur et à trois autres diplomates iraniens sept jours pour quitter le pays, a précisé de son côté la ministre des affaires étrangères australienne, Penny Wong. Il s'agit d'une première en Australie depuis la seconde guerre mondiale. Canberra a également suspendu les activités de son ambassade à Téhéran, et rappelé son ambassadeur.

L'Australie n'entend toutefois pas cesser complètement ses relations diplomatiques avec l'Iran, afin de défendre les intérêts de ses citoyens, a assuré M<sup>me</sup> Wong.

**L'Iran menace de « rétorsion »**

Dans le détail, M. Albanese



Le premier ministre australien, Anthony Albanese, lors d'une conférence de presse au Parlement de Canberra (Australie), le 26 août 2025. LUKAS COCH / VIA REUTERS

a affirmé que l'Iran était à l'origine de l'incendie d'un café casher dans le quartier de Bondi, en banlieue de Sydney, en octobre 2024, et de la synagogue Adass Israel de Melbourne en décembre 2024, disant s'appuyer sur les conclusions des services de renseignement. Aucun blessé n'avait été signalé lors de ces deux incendies. Le premier ministre australien a déclaré que l'Iran était probablement à l'origine d'autres attaques antisémites perpétrées dans le pays.

L'Australie va par ailleurs légiférer pour inscrire le corps

des gardiens de la révolution, une organisation paramilitaire iranienne, sur sa liste des organisations terroristes, a-t-il déclaré.

L'Iran a pour sa part rejeté ces accusations et averti qu'il prendrait des mesures de rétorsion à l'expulsion de son ambassadeur. « *L'accusation qui a été portée est catégoriquement rejetée* », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Esmaeil Baghaei, lors d'un point de presse hebdomadaire, ajoutant que « *toute mesure inappropriée et injustifiée au niveau diplomatique entraî-*

*nera une réaction de rétorsion* ». « *Il semble que cette mesure ait été prise afin de compenser les critiques limitées que la partie australienne a adressées au régime sioniste [Israël]* », a-t-il également affirmé.

Canberra avait fustigé la semaine dernière le « *déchaînement* » de critiques du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, qui a accusé M. Albanese d'avoir « *trahi Israël* » en faisant part de son intention de reconnaître un Etat palestinien à l'Organisation des Nations unies en septembre.

# European Officials Press Iran on Nuclear Talks. Here's What to Know.

Representatives of three European powers met with ministers from Iran over its nuclear activities, but there was little sign of progress.

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, said recently that the dispute between Tehran and Washington "is not a matter that can be resolved." Arash Khamooshi for The New York Times

European and Iranian diplomats met in Geneva on Tuesday to try to restart negotiations on limiting Iran's nuclear enrichment program and avoid setting off painful sanctions on Iran that were suspended under a landmark 2015 deal.

That deal expires on Oct. 18. Its European signatories have said they will reinstate the sanctions unless there is significant progress on negotiating a new agreement. Time is running out for them to decide, and last month the Europeans [offered to extend](#) the deadline.

In return, they have demanded that Iran do three things: restart talks in earnest on the status of its uranium stockpile and nuclear program, account for its 400 kilograms, or over 880 pounds, of near-weapons-grade uranium and restore access to inspectors from the U.N. nuclear watchdog, the International Atomic Energy Agency. The agency is charged with monitoring the Nuclear Nonproliferation Treaty, which Iran has signed, and with separately tracking Iran's compliance with the 2015 nuclear deal.

After the meeting, there was little initial indication of progress. Kazem Gharibabadi, an Iranian deputy foreign minister, said [on social media](#) that he and a colleague had emphasized to the Europeans

that Iran remained "committed to diplomacy and a mutually beneficial diplomatic solution." He urged the Europeans and the U.N. Security Council "to make the right choice, and give diplomacy time and space."

Officials from the European countries — Britain, France and Germany — had no immediate comment.

The United States had also been part of the 2015 agreement, but President Trump withdrew from it in 2018. More recently, Iran halted fledgling talks with the United States after Israel launched [a 12-day war](#) in June that damaged Iran's nuclear facilities and other infrastructure. After that conflict, which included a U.S. bombing campaign intended to destroy Iran's nuclear-enrichment capability, Iran rejected direct talks with Washington on a new nuclear deal.

Britain, France and Germany have urged Iran to meet again with the United States and to take a concrete step toward restoring international trust in its declarations about its nuclear activities. Iran has insisted that its program is for civilian use only, despite its enriching of near-weapons-grade uranium.

Smoke rising after an explosion from Israeli airstrikes in Tehran in June. Arash Khamooshi for The New York Times

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, [said on Sunday](#) that the dispute between

Tehran and Washington "is not a matter that can be resolved." He added that Iran "cannot be brought to its knees" by the United States, despite Mr. Trump's call on Iran to surrender.

This is not the first time that Ayatollah Khamenei has used harsh language to criticize the possibility of talks with the United States, only to allow Iranian officials to [negotiate later](#).

As Iranian and European officials met on Tuesday, Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, said indirect talks through a mediator are still possible, as long as Washington vowed not to strike in the midst of negotiations.

But in [an interview](#) with the Saudi newspaper Asharq al-Awsat, Mr. Araghchi hinted that negotiations would not lead to the Trump administration's demand for "zero enrichment," which Iran says is in conflict with its right to peaceful nuclear enrichment under the Nonproliferation Treaty.

"If they believe that what they were unable to achieve through military attacks can be achieved through negotiations, then these negotiations will not take place," Mr. Araghchi said.

Iranian officials also contend that the Europeans cannot exercise the so-called snapback provisions of the 2015 deal, which restore the pre-deal sanctions, arguing that the U.S. withdrawal from the

agreement abrogates that right.

Such comments have provided little optimism that the Europeans will be able to justify an extension before restoring the sanctions. Iran's stance suggests that European officials will exercise the 2015 deal's snapback provisions in the next few weeks because they have concluded that Iran has been violating its deal's terms. At the same time, Iran has also resumed low-level discussions with the International Atomic Energy Agency, but has not allowed its inspectors access to nuclear sites within Iran.

The end-of-August deadline is because the process for restoring the sanctions calls for a 30-day notification period under U.N. Security Council Resolution 2231, which provided the legal framework for the 2015 deal. The Europeans prefer to get it done before Iran's ally, Russia, takes over the chair of the Security Council in October, said Ali Vaez, director of the Iran project for the International Crisis Group. As chair, Russia might alter the agenda or complicate regular procedures, which would risk running out the clock.

The 30-day period would also allow for some last-minute negotiations.

On Friday, David Lammy, Britain's foreign secretary, said he and his German and French counterparts had spoken with Mr. Araghchi. "We are committed to diplomacy, but time is short," Mr. Lammy

said. "We have offered Iran a diplomatic solution with an extension to sanctions relief. Without a verifiable, durable deal, this will end."

A bazaar in Tehran in June. Renewed United Nations sanctions could further damage Iran's economy. Arash Khamooshi for The New York Times

### What's at stake

Iran, Europe and the United States all have leverage in renewed negotiations. The main sticking point, as it has been for months, is Iran's refusal to accede to America's insistence that Iran give up all uranium enrichment. Though damaged, Iran's nuclear program is hardly destroyed, and much of its knowledge about nuclear enrichment cannot be bombed away.

Without progress in negotia-

tions to extend the deadline on restoring sanctions, any U.N. restrictions could vanish for decades, thanks to the difficulty of achieving unanimity in a Security Council where Russia and China hold veto power.

Even an extension would require all the Security Council members, including the United States, to agree, which may be a hard sell given the Trump administration's deep distrust of Iran. In pulling the United States out of the 2015 deal, Mr. Trump reimposed U.S. sanctions on Iran, hoping in vain to force the country into a better deal.

Ellie Geranmayeh, an Iran expert with the European Council on Foreign Relations, has recommended a one-time, one-year extension. She has said it would allow "breathing time for talks with Washington" and for the International Atomic

Energy Agency to gauge the state of Iran's nuclear program and stockpile of enriched uranium.

Iran has regularly insisted that it is not pursuing a weapon, but will not stop enrichment, as it has the legal right to do under the Nuclear Nonproliferation Treaty. Iranian officials also said that the country would agree to strict limits on enrichment of the kind laid out in the 2015 deal.

Iran has said that if the sanctions are restored, it will leave the Nonproliferation Treaty and stop all cooperation with the atomic energy agency. Both Israel and the United States have said they are prepared to bomb Iran again to prevent Tehran from making a nuclear weapon.

### Where other powers stand

President Trump and the Is-

raelis have insisted that Iran give up any nuclear enrichment. Some European allies are less adamant so long as limits on enrichment are severe and monitored more closely than they are now. But they also are concerned that Mr. Trump, faced with the complications of a deal, may have lost interest, believing that the bombing has solved the problem for now.

Iranian officials have met with representatives from China, the biggest buyer of Iranian oil, and Russia. One topic, according to Iran's Foreign Ministry, was how to prevent or mitigate the consequences of any restored sanctions.

Russia and China both remain members of the 2015 nuclear deal, as do the Europeans, but they could not prevent the restoration of snapback sanctions if the Europeans chose to exercise them.

**Le Monde**

Hélène Sallon  
27 août 2025

## En Syrie, la difficile réconciliation entre alaouites et sunnites dans les champs de pistaches de Maan

La guerre civile, ponctuée de massacres, a placé dos à dos les habitants de la région riche en champs de pistachiers. Ayant fui l'avancée de la coalition de factions islamistes qui a renversé le régime Al-Assad, les alaouites voudraient retrouver leurs propriétés, exploitées par des sunnites.

**D**es hommes à Mobylette vont et viennent devant une maison en pierres blanches de Maan, intrigués par la présence d'un convoi de la sûreté générale. En quelques minutes, ce 20 juillet, la nouvelle fait le tour de ce village situé au cœur des champs de pistachiers au nord-est de Hama,

en Syrie. Le propriétaire de la bâtisse, Alaa Ibrahim, un Alaouite de 47 ans déplacé à Homs, s'est présenté sans prévenir. Hassan Al-Hussein, le fermier sunnite qui occupe sa maison depuis la chute de l'ancien dictateur Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, tente de faire bonne figure et de l'accueillir comme il se doit.

Sa mère éclate en sanglots et exhorte Alaa Ibrahim à partir, effrayée par l'attrouplement qui se forme devant la maison.

Un villageois sunnite, vêtu d'une dichdacha et d'un keffieh rouge, fonce vers le grand gaillard bodybuildé, menaçant. « On a enterré mon père hier.

*On a retrouvé son corps dans un puits, et tu oses te présenter aujourd'hui ? », l'injective-t-il. A ses yeux, les alaouites, restés avec le régime Al-Assad durant la guerre civile, portent une responsabilité collective dans le meurtre de son père, il y a treize ans, par des milices pro-Assad. Un autre villageois sunnite,*

Anwar Bakkour, s'interpose. Protégeant Alaa Ibrahim des autres, qu'il sait armés, il le sermonne, agacé : « *Pourquoi es-tu venu ? Je t'ai dit que c'était dangereux. Tu veux faire des problèmes ?* » Alaa Ibrahim remonte dans sa voiture, qui démarre en trombe, laissant sur place les policiers, totalement dépassés par l'incident.

« *C'est une mascarade. Les villageois sunnites rendent les alaouites coupables de crimes qui ont été perpétrés contre leurs proches, par vengeance, par l'ancien régime. Ils font du tapage pour empêcher les alaouites de rentrer et d'exploiter leurs terres, grommelle Alaa Ibrahim. La pistache syrienne est une culture lucrative, qui attise les convoitises, et les alaouites sont les plus grands propriétaires fonciers de Maan.* »

Le conseiller d'éducation, issu d'une famille de propriétaires terriens alaouites, n'en est pas à son coup d'essai. Obs-tiné, l'ancien opposant marxiste au régime d'Al-Assad est déterminé à sceller la réconciliation entre habitants alaouites et sunnites, que la guerre civile a mis dos à dos, pour que les 50 000 alaouites de Maan et d'une vingtaine de villages voisins, déplacés de force depuis la libération de décembre 2024, puissent rentrer.

Ils avaient fui, fin novembre, effrayés par l'avancée de la coalition de factions islamistes venues de l'enclave rebelle d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, pour renverser le régime d'Al-Assad. Ils ne sont jamais rentrés, redoutant des représailles de leurs anciens voisins sunnites.

Après le déclenchement de la révolution en 2011, Maan est longtemps resté une ligne de front entre forces loyalistes et rebelles. Les alaouites, et quelques sunnites, sont restés

dans le giron du régime. Certains ont rejoint les milices loyalistes, telles que les Forces de défense nationale. Les sunnites se sont mis sous la protection des rebelles, des hommes rejoignant l'Armée syrienne libre (ASL).

#### « Des terres confisquées »

Maan s'est vidé de ses habitants après deux affrontements, en décembre 2012 et février 2014, qui ont tourné au massacre entre alaouites et sunnites. Les habitants déplacés dans les zones loyalistes ont pu rentrer au village en 2018, lorsque le front s'est déplacé vers Idlib. « *Les forces de l'ancien régime ont détruit les champs et les maisons, se désolent Alaa Ibrahim. Elles ont volé tout ce qui pouvait l'être à Maan et dans les villages alentour. On a perdu beaucoup d'arbres à cause des combats, des milices qui les coupaient pour se chauffer, et aussi parce que la terre n'était pas travaillée.* »

Près de la moitié des 114 dunams (11,4 hectares) que possède sa famille ont été sac-cagés. « *Les terres des sunnites déclarés absents ont été confisquées par l'ancien régime, avec l'aide de comités locaux de fermiers qui coopéraient avec le [parti] Baas et les renseignements syriens, poursuit le propriétaire. Ils ont chargé des investisseurs sunnites [associés au régime] de la ville de Morek [le centre de la culture de la pistache en Syrie] de l'exploitation des terres.* »

Depuis la libération, 200 familles de déplacés sunnites sont revenues à Maan, trouvant leurs maisons détruites et leurs champs dévastés. Certaines se sont installées dans les maisons abandonnées par leurs voisins alaouites, souvent avec leur bénédiction, le temps de trouver une solution pour les deux parties. « *On travaille avec le gouvernement pour que les alaouites puissent rentrer,*

*mais, ceux qui ont perdu un proche durant la guerre veulent se venger. On ne peut assurer la sécurité de personne pour le moment* », dit Anwar Bakkour. Le fermier sunnite, ancien combattant de l'ASL, avait fui Maan, le 24 décembre 2012, après une attaque menée par les rebelles contre la base militaire des forces loyalistes.

« *En représailles, des villageois associés aux Forces de défense nationale avaient tué onze civils sunnites et jeté leurs corps dans les puits. Des femmes, des enfants, des vieillards* », dit-il, égrenant le nom des victimes.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, avec l'aide des autorités, les habitants récupèrent les corps. « *Les familles les ont reconnus à leurs habits. On attend les résultats des prélèvements ADN. Cela a réveillé la colère de leurs proches* », poursuit l'homme de 44 ans, marié à trois épouses et père de dix-neuf enfants, pour justifier l'accueil réservé à Alaa Ibrahim au village.

#### « Juger les responsables des crimes »

« *Le frère d'Alaa était dans les Forces de défense nationale, mais lui est quelqu'un de très bien. On soutient son initiative de réconciliation, sans cela nous ne retrouverons pas la prospérité dans nos villages. Mais il faut que les responsables de ces crimes soient jugés pour que les alaouites puissent rentrer* », plaide le fermier sunnite.

Un conseil de réconciliation, qui doit réunir les chefs de clan, a été mis sur pied, par le gouverneur de Hama, Abdulrahman Al-Souhyan. « *Nos enquêtes nous ont permis d'identifier les criminels. Personne n'a encore été arrêté. Certains sont peut-être en Syrie ou ont fui au Liban, en Irak ou en Russie. D'autres ont été tués* », indique Hassan Hassan, le vice-gouverneur

de Hama. Les alaouites invoquent, eux, les soixante civils tués, lors d'une attaque, le 9 février 2014, par la faction salafiste djihadiste, Jund Al-Aqsa.

Dans l'attente d'une réconciliation, le gouverneur a proposé une solution temporaire aux propriétaires terriens alaouites. « *Il leur a suggéré de signer des contrats avec des investisseurs sunnites pour exploiter leurs champs. Il veut sauver les pistachiers, c'est une culture précieuse en Syrie, et la relance économique est importante* », explique Mondher Zhouri, l'ingénieur chargé de la région pour Iktifaa. Cette société, née de la fusion de deux compagnies fondées à Idlib en 2022, a été chargée par les nouvelles autorités de la gestion des terres arables et plantées de Syrie. Elle gère notamment les terres confisquées aux entités et aux figures de l'ancien régime par le conseil économique spécial mis en place par les autorités de transition.

Les contrats signés entre propriétaires alaouites et les exploitants sunnites doivent être visés par un juge pour empêcher les abus. La moitié des profits doit être versée au propriétaire terrien et, s'il revient, l'exploitation doit lui être rendue en échange de compensation pour les dépenses engagées. « *Iktifaa aide les propriétaires terriens à trouver de bons exploitants et à écarter ceux qui sont mal intentionnés* », assure M. Zhouri.

Le manque de pluie a durement affecté les récoltes, cette saison. Seuls 30 % des propriétaires terriens alaouites ont signé des contrats avec des exploitants. « *Dans chaque communauté, il y a de mauvaises personnes, qui essaient d'alimenter les divisions* », accuse le responsable politique du district, Abdelsalam Al-Qassem. La famille

d'Alaa Ibrahim a contracté avec un investisseur de Mork. « Nous signons ces contrats pour sauver nos arbres. Ils ont plus de 40 ans et, si on doit replanter, il faudra attendre douze ans pour qu'ils donnent leurs premiers fruits », explique-t-il.

L'exploitant sunnite n'a cependant pas encore pu accéder aux champs. « Des personnes lui en refusent l'accès. Les Bédouins entravent ces accords. Ce sont des voleurs, ils détruisent nos terres et nous forcent à vendre. Ils veulent provoquer un changement démographique dans la ré-

gion », accuse Alaa Ibrahim. Ces Bédouins, originaires de la région, invoquent la perte de leurs maisons et de leurs terres durant la guerre. Les autorités locales reconnaissent ce problème. « On essaie d'organiser des patrouilles de la sûreté générale pour décourager les hors-la-loi. Nous

n'avons pas assez d'hommes pour mettre des barrages dans chaque village », répond Mondher Zhouri. « Il faut du temps et des ressources pour la justice transitionnelle, mais bientôt tous les alaouites rentreront », promet Abdelsalam Al-Qassem.

---

The New York Times

Aug. 27, 2025

## After Blocking U.N. Nuclear Watchdog, Iran Allows Inspectors to Return

Iran halted cooperation with the agency last month, as experts warned that Tehran might revive efforts to build a nuclear bomb.

Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, said on Wednesday that U.N. inspectors were visiting Bushehr, Iran's only operating nuclear power plant, shown in May. Planet Labs

The United Nations' nuclear watchdog has sent a team of inspectors back to Iran for the first time since the country suspended cooperation with the agency last month, in what could be a step toward restoring independent oversight of Tehran's nuclear program.

Iranian officials on Wednesday confirmed the visit from the International Atomic Energy Agency, or I.A.E.A. The day before, Iranian diplomats met with their counterparts from Britain, France and Germany to explore restarting talks over limiting Iran's uranium enrichment.

While inspectors visited Bushehr, Iran's operating nuclear power plant, Rafael Grossi, the director general of the I.A.E.A., told reporters in Washington that he anticipated his organization would be able to inspect the three Iranian facilities struck in American military attacks in June.

The three European governments have warned that they will reinstate wide-reaching sanctions on Iran by the end of August if they do not see a path toward renegotiating a landmark deal — signed in 2015 by Tehran, Washington and other world powers — that limits Iranian uranium enrichment. The agreement expires on Oct. 18.

Tensions between Iran, the I.A.E.A. and Western governments have been high since Israel launched a 12-day war with Iran in June. U.S. forces eventually joined the Israeli campaign, which battered Iran's nuclear facilities. Israel and the United States said the attacks aimed to neutralize the threat that Iran may produce a nuclear weapon.

In the weeks after the war, Iran suspended cooperation with the U.N. watchdog. Relations were [already at a low point](#) even before the conflict, after the international agency declared in June that Iran was [not complying with its nuclear nonproliferation obligations](#).

But since the strikes, Mr. Grossi's team has been negotiating with Tehran to restart inspections, which led to the return to Bushehr.

Iran has repeatedly insisted that its nuclear program is only for peaceful purposes. The I.A.E.A. said that while it had no evidence that Iran was building a weapon, the country was stockpiling about 882 pounds of highly enriched uranium, beyond the grade needed to produce nuclear energy.

Iranian officials accused the I.A.E.A., which released its findings the day before Israeli strikes began on June 13, of giving Israel political cover for starting the war. Iran's move to block the U.N. watchdog raised concerns that the international community would lose any oversight on the country's nuclear activities at a moment when experts were warning that Iran, which suffered heavy losses to military infrastructure in the war, may seek to move any efforts to build a nuclear weapon underground.

Mr. Grossi said that Iran had an obligation to allow inspections of the three sites hit by the American military, but that talks over the technical details of those visits were still underway.

It is not clear how accessible any of those sites might be, and if the attacks have sealed off access. While Iran would have no obligation to dig out the site for inspectors to gain access, Mr. Grossi said the I.A.E.A. has equipment that can detect nuclear material even without full access.

"There is no exemption or exception when it comes to what we need to inspect," he said.

Mr. Grossi said the U.S. and Israeli attacks on Iran's nuclear sites were "consequential, and the capacity has been severely degraded." But he said resuming full inspections was critical to ensure nuclear material is not used to make a weapon.

He also said the I.A.E.A. had not found any evidence to contradict the idea that Iran had not moved its supplies of

highly enriched uranium, and that much of it remained at the sites struck by the United States in June.

Mr. Grossi also met with Steve Witkoff, the Trump administration's top international negotiator, and Marco Rubio, the secretary of state and the national security adviser. After the meeting, Mr. Grossi said he believed the United States was open to a meaningful dialogue, as long as it was designed to move to "concrete agreements."

Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, said on Wednesday that the inspectors were visiting Bushehr, Iran's only operating nuclear power plant.

"Decisions have now been made regarding the replacement of the fuel at the Bushehr power plant, which must be carried out under the supervision of the International Atomic Energy Agency inspectors," he said, adding that any future cooperation would have to work within the framework of a new Iranian law.

Under the law, the Supreme National Security Council of Iran, which shapes the country's security and foreign policy, can decide on new parameters for cooperation.

Granting re-entry to U.N. watchdogs was one of the three demands European officials made of Iran to avoid

imposing a snapback provision, which allows countries to restore sanctions that were in place before the 2015 deal to limit Iran's nuclear enrichment was reached.

Iran has argued that the right to impose snapback provisions was abrogated by Washington when it withdrew from the deal in 2018.

European diplomats said the meeting with Iranian deputy foreign ministers in Geneva on Tuesday did not result in substantive change from Iran, raising the likelihood the Europeans may set off the process to reimpose sanctions as early as Thursday or Friday.

That would begin with a 30-day period before the sanctions resume — a month for further negotiation that is likely to become more serious as Iran and its allies try to suspend snapback provisions for several months, if not forever.

Mr. Grossi said that even if the European powers announced a re-imposition of sanctions, he would continue to negotiate to gain access to the sites.

"Don't forget there is still time," he said. "There is a month and many things could happen."

**The New York Times** Aug. 27, 2025

## Gérard Chaliand, Intrepid Authority on Geopolitics, Dies at 91

His considerable influence in the French-speaking world was based on an unusual attribute: He had actually been to the revolutions he wrote about.

**G**érard Chaliand, an acclaimed writer on geopolitics, revolutions in the developing world and terrorism, whose dozens of books were informed by on-the-ground experience in conflict zones, died on Aug. 20 in Paris. He was 91.

His death, in a hospital, was [announced](#) by the Kurdish Institute of Paris, a Kurdish-rights advocacy group to which he belonged. His son, Roc, said the cause was kidney failure.

Mr. Chaliand (pronounced SHA-lee-ahn), who spent much of his life in France, taught at some of the country's most prestigious schools — the *École Nationale d'Administration* and the *École de*



Gérard Chaliand in 1992. His lectures on geopolitics routinely drew top-level diplomats and officers. Sophie Bassouls/Syigma, via Getty Images

Guerre — and at the University of California, Berkeley, and Harvard. His lectures on geopolitics drew top-level diplomats and officers. But his influence in the French-speaking world was based on an unusual attribute: He had actually been to the revolutions he wrote about.

Over nearly four decades, he spent time with guerrillas in Guinea-Bissau, Angola, Jordan, Lebanon, the Philippines, Afghanistan, North Vietnam, the Kurdistan region, Sri Lanka, Eritrea and elsewhere. He witnessed the beginnings of the Algerian revolt against France in the early 1950s. And he frequented revolutionary leaders like Che Guevara, [Ahmed Ben Bella](#), [Julius](#)

Nyerere and Sékou Touré as well as Amílcar Cabral of Guinea-Bissau, whom he particularly admired.

Mr. Chaliand acknowledged being attracted to insurrection, but he was there to observe, report and write. “Felt knowledge is irreplaceable,” he told France Culture radio in 2008.

That hands-on experience, particularly in the 1960s, led him to an early insight into the revolutions taking place in what was then called the third world: They had largely failed. They had not brought greater security, freedom or prosperity to the people they claimed to liberate. In the early 1970s, a time when optimism over the promise of liberation struggles still prevailed, particularly on the left, Mr. Chaliand’s report from reality was a cold shower.

“Most of the regimes which used to be considered somewhat revolutionary have been eliminated by coup d’état,” he wrote coolly about Africa in his breakthrough book, “Mythes Révolutionnaires du Tiers Monde,” published in 1976 (and in English, as “Revolution in the Third World,” in 1977). “Compared to what generally prevails on the continent, Tanzania, with Somalia, stands out as the only country where corruption is not the main characteristic of the regime.”

“Most of the regimes which used to be considered somewhat revolutionary have been eliminated by coup d’état,” Mr. Chaliand wrote in “Mythes Révolutionnaires du Tiers Monde,” published in English as “Revolution in the Third World.” Contemporary French Fiction

Rent-seeking administrators, what Mr. Chaliand called in his book “the administrative bourgeoisie,” had gobbled up what meager resources and small dollops of aid were avail-

able in newly liberated countries across the continent.

Because he was known as someone whose sympathies were on the left, his skepticism about developing-world insurrection carried weight — and accounts for the ecumenical praise he received after his death from both right and left in the ideologically divided French press.

Mr. Chaliand helped change the terms of the discussion in the United States as well. “Having strongly sympathized with aspirations of the third world insurrectionary movements, he feels angry and betrayed,” the historian Ronald Steel wrote in The New York Review of Books in 1977.

“The utility of Chaliand’s book lies not in its prescription for the true, if infinitely distant and forever ephemeral, social revolution,” Mr. Steel wrote, “but in his demystification of the ‘people’s wars’ that have so attracted Western intellectuals over the past two decades.”

Mr. Chaliand spoke at an international conference on terrorism in Colombo, Sri Lanka, in 2007. Sanka Vidanagama/Agence France-Presse — Getty Images

Mr. Chaliand’s insights, French commentators in *Le Monde* and *Le Figaro* observed, were valuable across some 40 books not because he was disillusioned, but because he was without illusions.

“The world is no doubt always changing,” he wrote in “Revolution in the Third World,” adding, “But there is nothing to indicate that the course of a history founded on power relationships, where the well-being of the conquerors is nourished on the blind servitude of the victims and the pain of the vanquished, can be changed.”

Mr. Chaliand was well aware of the uniqueness of his method, which combined the initiative of a journalist with the tenacity of an academic.

“I am not an expert on counterinsurrection but on *insurrection*,” he wrote in “Revolution in the Third World.” “I have always experienced guerrilla warfare not from the side of the forces of law and order but from the side of those who are fighting against the state, seeking, usually, to replace it.”

Mr. Chaliand in 2004. He was well aware of the uniqueness of his method, which combined the initiative of a journalist with the tenacity of an academic. Eric Fougere/VIP Images — Corbis, via Getty Images

He acknowledged that he was addicted to risk, and he experienced frequent near misses. He recalled the guerrilla fighters who were killed at his side, in Guinea-Bissau and North Vietnam, and the land mine that nearly killed him in Afghanistan, in a series of 2008 interviews on France Culture.

“In the ditch next to mine the guy next to me was killed during a bombing raid,” he said, referring to his experience in North Vietnam. “I didn’t see it,” he said of the mine in Afghanistan. “It was a young Afghan who alerted me to it.”

Successful revolution must have deep roots in the soil, Mr. Chaliand wrote in his seminal book. Mr. Cabral, whose insurrection in Guinea-Bissau drove out the Portuguese colonizers in 1973, was a model.

“Far from overestimating peasant spontaneity in the manner of Fanon or Guevara, Cabral patiently built up a political support structure within the population,” he wrote in “Revolution in the Third World,” referring to Franz Fanon, the psychiatrist and revolutionary

theorist. Of course, all bets were off after Mr. Cabral’s assassination in 1973; the country quickly devolved into the chaos that still envelopes it.

The months Mr. Chaliand spent with Mr. Cabral in 1966 were some of his happiest. “I loved action, the unknown, discoveries historical and personal, and participating as observer and sometimes as actor in irregular conflicts on three continents,” he wrote in one of his memoirs, “Le Savoir de la Peau” (2022).

In his 2022 memoir, Mr. Chaliand wrote that the months he spent in 1966 with Amílcar Cabral, whose insurrection in Guinea-Bissau drove out the Portuguese colonizers, were some of his happiest. L’Archipel

Gérard Tchalian — the progeny of Armenian immigrants, he would later Frenchify his surname — was born in Etterbeek, Belgium, on Feb. 15, 1934, to Simon and Berceusar (Tchekmeian) Tchalian. His father was a pharmacist.

He grew up in Paris and attended the Lycée Henri-IV but never received his baccalauréat. When he was 10, he recalled on France Culture, his father took him to see French Resistance fighters force lingering German soldiers out of the Palais du Luxembourg as Paris was being liberated in the summer of 1944 — an experience that he said seeded his interest in revolutionary change.

At 18, he left the family apartment to explore an Algeria seething with nascent revolution. Returning six months later with a newfound hatred of colonialism, he enrolled at the École des Langues et Civilisations Orientales in Paris, although his son said he did not graduate.

“Between the ages of 18 and 35, while traveling on four continents, I engaged in 20

different professions,” Mr. Chaliand wrote in “Le Savoir de la Peau,” among them “window-washer, waiter, plumber, photographer’s assistant, road worker, cook, docker,” he wrote in his memoirs. He did these odd jobs to help support his early journalism and book writing.

In 1975, he submitted his doctoral thesis, which would become “Revolutions in the Third World,” to the Sorbonne, under the tutelage of the Orientalist [Maxime Rodinson](#).

Mr. Chaliand taught at the École Nationale d’Administration from 1980 to 1987 and at France’s War College from 1990 to 1995. He was also a

visiting lecturer at the RAND Corporation and the U.S. Naval Postgraduate School in Monterey, Calif.

Among his many books translated into English are “A Global History of War” (2014); “The History of Terrorism: From Antiquity to Al Qaeda” (with Arnaud Blin, 2007); “Mirrors of a Disaster: The Spanish Military Conquest of America” (2005); “Nomadic Empires, From Mongolia to the Danube” (2004); “The Kurdish Tragedy” (1994); and “Armed Struggle in Africa: With the Guerrillas in Portuguese Guinea” (1969).

Mr. Chaliand’s later books, like “Pourquoi Perd-On La Guerre?,” published in English

as “Why We’ve Stopped Winning Wars,” reflected a pessimism about the West’s military prospects after defeats in Indochina and the Middle East. Odile Jacob

His later books reflected a pessimism about the West’s military prospects after defeats in Indochina and the Middle East. About “Pourquoi Perd-On La Guerre? Un Nouvel Art Occidental” (2016), published in English as “Why We’ve Stopped Winning Wars,” *Le Monde* wrote:

“His outlook on 200 years of conflicts is cold and without pathos, his writing is sharp as a sword, and his irritation total. With their blindness and

their hesitations, the West refuses to give itself the means, beyond rhetoric, to win its wars, drawing no lessons from its failures.”

Roc Chaliand, his son, is his only immediate survivor. His wife, the sociologist [Juliette Mincez](#), died in 2021.

“Over the decades,” Mr. Chaliand wrote in “Le Savoir de la Peau,” “I’ve seen large chunks of contemporary reality which have opened my eyes in regard to ideological illusions.” He added, “I’ve participated, within the limits of my means and in the manner which best suited me, in the history of my time.”

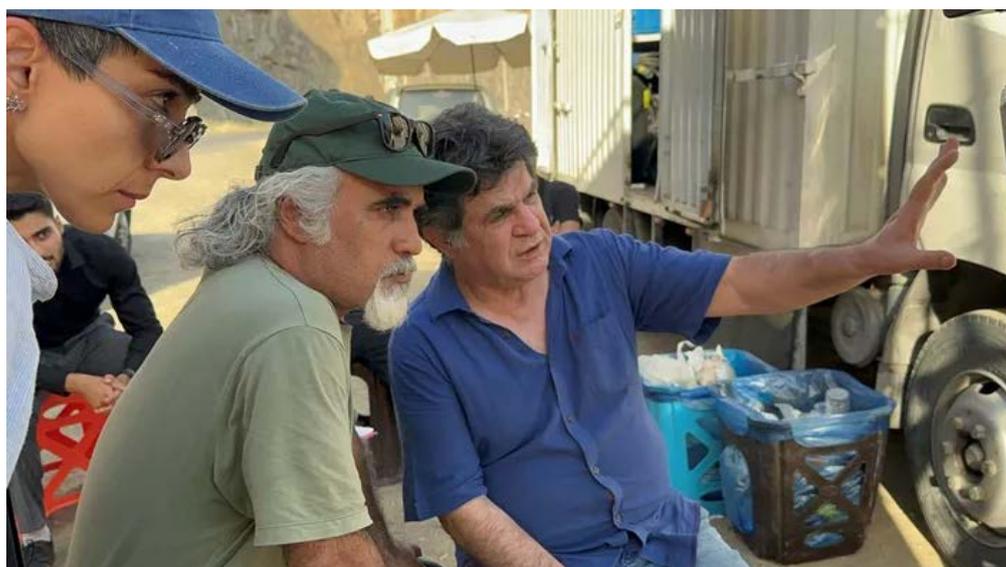


Florence Vierron  
27 Août 2025

## Nader Saeivar : « Filmer en Iran s’apparente presque à une opération commando »

Le réalisateur a remporté le prix du public à Venise pour « La Femme qui en savait trop ». Un film tourné clandestinement.

**A**près Sept jours et avant Un simple accident, palme d’or de Jafar Panahi en salle le 1er octobre, le cinéma iranien continue d’occuper nos écrans. Cette semaine, La Femme qui en savait trop, de Nader Saeivar, met en scène trois femmes dont les désirs d’émancipation sont contrariés par une domination masculine implacable et un régime autoritaire prêt à tout pour étouffer leur voix. À 51 ans, Nader Saeivar est l’auteur de trois films, dont Trois visages, prix du meilleur scénario à Cannes en 2018. S’il n’a jamais été arrêté, ce proche de Jafar Panahi (celui-ci est coscénariste et monteur de La Femme qui en savait trop) a subi des interrogatoires pour des articles



Nader Saeivar (à gauche) a fait appel à Jafar Panahi pour écrire le scénario et faire le montage de La femme qui en savait trop. @Nader Saeivar

qu’il avait écrits avant de faire des films et on lui a confisqué une fois son passeport pour

l’empêcher d’aller au Festival de Cannes. Il vit actuellement à Berlin. Son regard sur le ci-

néma iranien est en permanence optimiste.

LE FIGARO. - LE FIGARO. - La Femme qui en savait trop est une fiction, mais tout semble très réel. Quelle est la part de réalité ?

- NADER SAEIVAR. - Les grands cinéastes iraniens ont toujours placé le réel au cœur de leurs films pour se rapprocher du spectateur. Par ailleurs, les faits décrits ici ont eu lieu à plusieurs reprises sous des formes très proches dans la société contemporaine iranienne.

Tarlan, votre héroïne, incarne une militante téméraire. Comment avez-vous choisi l'actrice ?

- Maryam Boubani est une actrice très expérimentée. Avant le tournage, elle avait fait sa propre révolution en retirant son voile et en rejetant tous les projets de films liés au gouvernement. Elle ressemble beaucoup à Gohar Eshghi, une femme dont le fils est mort sous la torture des services de renseignements iraniens et qui est considérée comme un symbole de résistance et de courage. Aujourd'hui âgée de 80 ans, elle est descendue seule dans la rue avec la photo de son fils pour réclamer justice. C'est elle qui a transmis à de nombreux jeunes le courage de parler et de crier. Pour Maryam Boubani, participer à ce projet était une façon de poursuivre leur combat.

LE FIGARO. - C'est une femme âgée. A-t-elle plus de crédibilité qu'une jeune femme pour incarner l'opposition au régime ?

- L'audace et le courage chez les jeunes trouvent leur racine dans le passé récent. Au lendemain de la révolution de 1979, les femmes ont exprimé leur opposition au totalitarisme religieux et ont organisé des manifestations qui ont été sévèrement réprimées. Mais les Iraniennes

ont veillé à transmettre ces valeurs à leurs enfants et petits-enfants. C'est ce qui m'a motivé à choisir une héroïne de la génération précédente et à faire le lien avec le combat de la jeunesse actuelle. J'ai pu mettre en lumière d'autres aspects de leur lutte, tels que le rôle des syndicats d'enseignants ou la complexité de la législation sur le droit des femmes.

LE FIGARO. - La danse joue un grand rôle, comme en 2022 lors des manifestations. Est-ce une façon de rendre hommage aux manifestantes ?

- La danse n'est pas un choix narratif. C'est la réalité du combat féminin en Iran. L'hypermensibilité des conservateurs envers la chevelure des femmes et leur danse a naturellement fait de ces deux éléments les symboles de la résistance. Cela a été un choix brillant. Aucune arme, aucune violence, aucun risque d'être accusée de terrorisme. Un simple pas de danse suffit à faire trembler les fondations du totalitarisme religieux. À peine trois ans sont passés depuis ces manifestations et, au moins dans les grandes villes, beaucoup de femmes se promènent tête nue et l'on voit même des jeunes gens le soir dans des parcs chanter et danser sans être inquiétés ! La danse devait être au centre de mon film.

Pourquoi les scènes en extérieur sont-elles si rares dans les films iraniens ?

- Les Iraniens se sont habitués à vivre et à avoir des activités à leur domicile. Donc le cinéma reflète cette réalité. Ce film a été tourné clandestinement. Pour les scènes de métro, j'étais seul avec l'actrice. La caméra était cachée dans un petit sac à dos. Ce système D s'apparente presque à des opérations

commando ou à un cinéma de guérilla, car vous êtes tout le temps aux aguets. Avant de tourner dans une rue, nous allions vérifier à quel moment la police était absente. Si nous trouvions un créneau de deux heures, nous tournions. Mais, dès que vous voyez un inconnu prendre un téléphone, vous vous dites qu'il vous dénonce. Alors, vous filez. C'est un peu compliqué, mais le jeu en vaut la chandelle.

LE FIGARO. - LE FIGARO. - Dans votre film, les gens se méfient toujours les uns les autres. Comment choisissez-vous vos collaborateurs ?

- Quand vous voulez tourner un film à charge envers la République islamique, vous êtes très prudent à chaque étape. Notamment dans la constitution de votre équipe pour ne pas avoir d'infiltrés, pour reprendre le vocabulaire de ce cinéma de guérilla. Si vous regardez le générique des films tournés clandestinement en Iran, vous verrez que, souvent, ce sont les mêmes techniciens. Même si beaucoup de techniciens, d'artistes, d'acteurs ont soutenu les artistes indépendants et donc travaillent ouvertement pour le cinéma s'opposant au régime. Jafar Panahi me racontait qu'il y a une quinzaine d'années, après son premier emprisonnement, certaines personnes évitaient d'apparaître sur une photo avec lui pour ne pas avoir d'ennuis. Aujourd'hui, il est devenu une superstar et, dès qu'il arrive dans une assemblée, les gens l'embrassent, l'acclament et le considèrent comme un symbole de la résistance. La situation change rapidement. Tous les jours, nous sommes témoins d'événements ou de scènes dans les rues de Téhéran ou d'autres villes d'Iran qui auraient été inimaginables il y a quelques années.

Vous avez travaillé avec Jafar Panahi. Quelle place occupe-t-il dans votre parcours ?

J'ai participé à ses trois derniers films et c'est à ses côtés que j'ai trouvé mon style cinématographique. Il m'a appris des choses très subtiles. Ensuite, Jafar Panahi a accepté de faire le montage de mes trois longs-métrages, et nous avons aussi écrit ensemble.

Comprenez-vous sa décision de rester en Iran ?

- C'est une décision personnelle. Jafar Panahi, c'est un vrai patriote et il a un vrai amour pour l'Iran. Et il est tellement attaché au peuple iranien qu'il ne peut pas envisager de quitter ce pays. Sans doute sait-il aussi que son cinéma n'est pas tout et que la relation humaine l'emporte.

LE FIGARO. - Vous vivez à Berlin. Allez-vous continuer à faire des films sur l'Iran ?

Celui que je vais tourner le mois prochain à Berlin traite de l'islam, notamment d'un certain nombre de ses lois inhumaines. Donc il ne porte pas sur l'Iran, mais il concerne l'Iran, puisque, comme d'autres théocraties, l'Iran justifie la répression exercée sur ses citoyens par la religion. - Après, je veux m'intéresser aux immigrés iraniens à Berlin. Une fois qu'on goûte à l'exil, on se rend compte que le regard de l'Occident sur l'art iranien est teinté d'orientalisme, même s'il est bienveillant, encourageant et désintéressé. Cette vision peut être une façon d'enfermer ou de définir l'art de cette région du monde. Tous les artistes des pays orientaux devraient être vigilants sur cette question.

The New York Times Aug. 28, 2025

# European Nations Move to Restart Sanctions on Iran Over Nuclear Program

Britain, France and Germany said the country had violated the terms of a 2015 nuclear deal. Iran's foreign minister called their action "illegal."

**B**ritain, France and Germany notified the United Nations on Thursday that Iran was in breach of its obligations under the 2015 agreement restricting its nuclear activities and [moved to reinstate harsh sanctions](#) suspended in that deal.

The notification does not mean the immediate reimposition of sanctions. It begins a 30-day period of consultation in which Iranian and European diplomats are likely to intensify [negotiations to avoid that outcome](#).

"We will continue to strive to diplomatically resolve the issue," the foreign ministers of the three European countries [said in a statement](#).

Foreign Minister Abbas Araghchi of Iran called the move illegal but did not specify how Iran might respond. In a phone call to his British, French and German counterparts, he said that Iran "will respond appropriately to this illegal and unjustified action by the three European countries, in order to protect and guarantee its national rights and interests," according to a statement from his ministry.

He called on the three countries to "appropriately correct this wrong decision in the coming days." The statement said that this "escalation" would undermine the "ongoing process of engagement" with the International Atomic Energy Agency, the U.N.'s nuclear watchdog.



The headquarters in Vienna of the International Atomic Energy Agency, whose inspectors have long monitored Iran's nuclear activities. Elisabeth Mandl/Reuters

Under the U.N. resolution that governs the deal, no Security Council member can veto the sanctions, even Iran's allies Russia and China. They are also signatories to the agreement.

The so-called snapback would again impose on Iran extensive penalties that were in place before the 2015 deal. They include an embargo on sales of conventional arms, asset freezes, visa bans and significant restrictions on ballistic missile production.

The 2015 deal expires on Oct. 18. On that day, the sanctions suspended under it would disappear. Triggering the snapback would keep the sanctions in place beyond that date. European officials view the sanctions as lever-

age to compel Iran to negotiate another agreement over its nuclear activities.

Iran has sought Russia's help in trying to avoid these sanctions, and Moscow and Beijing have drafted a U.N. resolution to postpone their imposition for six months. But the Europeans can veto any such resolution. They had set a deadline of the end of August because Russia takes over the chair of the Security Council in October and could try to delay the sanctions through procedural maneuvers until the 2015 deal expires that month.

Iran has said that if the sanctions are restored, it would exit the Nuclear Nonproliferation Treaty, a separate agreement that governs the

activities of its signatories to prevent the spread of nuclear weapons. Leaving it requires a three-month notification period.

Iran says that its enrichment is for civilian purposes and that it has the right to enrich uranium. The United States, Israel and the Europeans fear that a nuclear-armed Iran would increase tensions and instability in the Middle East.

The Europeans have offered Iran a one-time, six-month suspension of the possibility of restoring the sanctions in return for three concessions. They want Iran to reopen talks with the United States on restricting or eliminating Iran's nuclear program; to allow inspectors from the International Atomic Energy

Agency unrestricted access to nuclear sites; and to allow the agency access to the nearly 400 kilograms of highly enriched uranium that Iran already possesses. That stockpile would be enough to build 10 nuclear weapons.

Secretary of State Marco Rubio welcomed the European move and said in a statement that the United States “remains available for direct engagement with Iran — in furtherance of a peaceful, enduring resolution to the Iran nuclear issue.”

So far, the Iranian government has refused to restart talks with Washington, says it has no idea what has happened to its highly enriched uranium after [Israeli and American airstrikes](#) in June, and will not allow agency inspectors full access. Some inspectors are back in Iran, but they are only allowed to supervise the refueling of a civilian reactor at Bushehr,

[Iranian officials said this week.](#)

Tehran also rejects the Europeans’ right to restore the sanctions. Iranian officials argue that Europe, too, has not kept its financial commitments under the deal. Should the sanctions take effect again, Iran would retaliate, including by suspending cooperation with the U.N. nuclear watchdog, Kazem Gharibabadi, deputy foreign minister, told Iranian state television.

The 2015 deal was negotiated under former President Barack Obama. Britain, France and Germany — along with the United States, the European Union, China and Russia — were all signatories. President Trump [withdrew in 2018](#), reimposing significant American sanctions on Iran and adding more. But his effort, which [he called “maximum pressure,”](#) to impel Iran to

strike a different deal failed. So did European efforts to arrange a means of doing business with Iran. Former President Joseph R. Biden Jr. also failed to negotiate a deal with Iran.

Tehran eventually decided to breach the agreement and began to enrich uranium, a fuel used in some nuclear weapons, to levels and quantities well beyond the limits in the deal.

Mr. Trump’s envoy, Steve Witkoff, had [indirect talks](#) with Iran before the June airstrikes. Mr. Trump has insisted that Iran stop all enrichment, which Tehran refuses to do.

Europeans and Iranian diplomats met this week in Geneva but made little progress. Still, after the meeting, Mr. Gharibabadi [said](#) “Iran remains committed to diplomacy and a mutually beneficial diplomatic solu-

tion.” He urged the Europeans and the Security Council “to make the right choice, and give diplomacy time and space.”

Reimposing the sanctions restores the provisions of six Security Council resolutions. They include demands that Iran “suspend all enrichment-related and reprocessing activities,” be banned from acquiring nuclear-related technology, and be subject to an arms embargo on items such as tanks and aircraft. The resolutions also sanctioned people and entities involved in military and nuclear activities.

Once reinstated, the sanctions become international law. The economic pain on Iran would be significant in a country already [suffering from high inflation and energy shortages](#) because of gas smuggling, lack of maintenance and existing sanctions on industrial equipment.



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

August 29, 2025

## Kurdistan Digest I August 2025

### Arbitrary Arrests and Detentions of Kurds

**I**ranian security forces carried out waves of arbitrary arrests across Kurdish-populated areas in August, targeting civilians, activists, and even journalists. Detainees were typically seized without warrants or due process, often amid violence, and whisked away to unknown locations. In many cases, families have been left in agony with no information on their loved ones’ fate. Notable incidents of arbitrary detention during the month included:

Saqqez, Aug 19: Four [Kurdish villagers](#) – Omid Rahimzadeh (47), Mehdi Kamali

(41), Zakaria Moradi (35), and Mohammad Aminpour (30) – were arrested without judicial warrants by Intelligence agents and taken to an undisclosed location. As of three days later, their whereabouts and condition [remained unknown](#), with no charges announced. Families received no explanation for why these men were taken, underscoring the climate of fear and uncertainty.

Baneh, Aug 19: IRGC agents shot and wounded [31-year-old Kurdish](#) activist Houshyar Shabani during a raid near Kani-Sur, then violently ar-

rested him without a warrant. In the same operation, they arbitrarily detained [Omid Ahmadpour](#), a bystander whose only “crime” was that Shabani had been using his car. Ahmadpour was dragged off to an unknown site, and no charges have been disclosed against him. Shabani – a former political prisoner repeatedly harassed by authorities – was literally shot in the leg before arrest, exemplifying the brutality Kurds face even in “non-lethal” detentions.

Tehran, Aug 20: Security forces in the capital raided

the homes of two Kurdish brothers from Kermanshah province, Ramin Rostami and Ehsan Rostami (38), arresting them [without any warrants](#). Ehsan Rostami is a well-known *Kurdish cultural activist* in publishing, and his detention – at his private residence – came with no stated charges. [Both men](#) were taken to undisclosed locations. Their family received no information, emblematic of how Kurdish activists routinely disappeared into Iran’s detention centers for peaceful activities like literary work.

Urmia (West Azerbaijan), Aug

9: In one of the month's most alarming cases, IRGC intelligence agents violently arrested nine Kurdish villagers – all from two related families – on suspicion of “collaboration with Israel.” Those detained include multiple members of the Golestani and Mostafazadeh families, who were severely beaten during the arrests and then transferred to a Tehran [detention facility](#). Four days after the raid, no information had been provided about their condition or exact whereabouts, and families' inquiries were futile. The sweeping accusation of espionage appears baseless and fits a pattern of the regime using external conflicts as a pretext to scapegoat Kurds. (Indeed, rights monitors noted that by late July the regime had arrested over 330 Kurds since an Israel-Iran skirmish, under flimsy [charges of spying](#)) This collective punishment of Kurdish families – with beatings and incommunicado detention – highlights the extreme abuse of “national security” charges to justify repression.

Sanandaj, Aug 7: IRGC Intelligence arrested Roghayyeh (Zhino) Karimi, an *18-year-old Kurdish woman* from Marivan, and detained her without charge. She was held incommunicado in a Sanandaj facility with no access to a lawyer or family visits throughout [her interrogation](#). Later in the month, Karimi was moved to a juvenile detention center, but her legal status remained uncertain. The denial of due process in her case, as in so many others, reflects the regime's utter disregard for the rights of Kurdish detainees – even youth.

### Shootings, Killings and Abuses Against Kolbars

One of the most egregious dimensions of Iran's anti-Kurdish repression is the targeting of kolbars – the Kurdish load porters who smuggle goods across the Iran-Iraq border out of economic desperation. Iranian border guards and security forces continue to treat these unarmed civilians as enemy combatants, using lethal force and cruel abuse against them with impunity. August 2025 saw multiple kolbar shootings and killings.

On August 17, a 40-year-old Rahman Rasoulzadeh, kolbar from Baneh, was gunned down by Iranian border regiment forces [using a DShK heavy machine gun](#). He was struck by heavy-caliber rounds and died instantly at the Hengejal border crossing. Eyewitness reports confirm Rasoulzadeh was directly targeted and had posed no threat. His body was later dragged to a local hospital. The use of battlefield weapons against a lone porter underscores the *extreme brutality* of Iran's border policy. Moreover, in Sawlawa Iranian border guards opened fire without warning on a young kolbar, Milad Tabad (27), in the Tete highlands of Marivan. Tabad was seriously wounded by the gunfire on August 25 and had to be rushed to Kosar Hospital in Sanandaj due to the severity of [his injuries](#). He remains under medical supervision after emergency treatment. Milad Tabad's shooting exemplifies how routine it has become for border troops to shoot to kill (or maim) Kurds on sight, even when no “crime” has occurred beyond carrying merchandise. Such attacks often leave survivors permanently disabled. Ad-

ditionally, in Nowsud, a kolbar was severely injured by a [landmine explosion](#) in the Nowsud border region. Eastern Kurdistan's borderlands are littered with mines (a legacy of past conflicts), yet Iran has not cleared these areas and kolbars often fall victim. The August 14 blast in Nowsud is a grim reminder that Kurdish porters face not only bullets but also deadly unexploded ordnance in their struggle to earn a living.

Kurdish human rights organizations have documented that this pattern of violence is systematic. In July 2025 (just one month prior), at least 12 Kurdish kolbars were killed or wounded by direct fire from Iranian border guards, a number that August appears to be matching.

### Violations of Cultural, Political, and Economic Rights

Beyond the headline arrests and shootings, August 2025 also witnessed numerous violations of Kurds' cultural, political, and economic rights – highlighting the pervasive nature of the regime's oppression:

Crackdown on Kurdish educators: In late August, Iran's Ministry of Education intensified its purge of Kurdish teachers involved in labor activism. An appeals board upheld or increased disciplinary sentences for at least 7 Kurdish teachers, imposing penalties ranging from permanent dismissal and forced early retirement to [multi-year exile](#) far from their homes. Among those targeted were prominent union activists who had led teachers' protests for better conditions. For example, trade unionist Omid Shah-Mohammadi was permanently expelled from the

education system, and others were sacked or suspended simply for their peaceful activism. Over the past few years, dozens of Kurdish teachers have faced trumped-up charges, imprisonment, or flogging for defending their rights. The message is clear: Kurdish public sector employees who speak up are to be silenced and economically crushed. This policy not only violates the individuals' rights to free association and expression, but it also deprives Kurdish students of experienced educators and deepens the cultural marginalization of Kurds in Iran's schools.

Suppression of cultural expression: Iranian authorities continued to treat [Kurdish cultural](#) activity as a crime. On August 20, as noted, they arrested Ehsan Rostami, a Kurdish cultural activist renowned in Kermanshah for his literary and publishing work, at his home in Tehran. No charges were announced; his only “offense” appears to be promoting Kurdish literature and culture. Similarly, Kurdish *media activists* and artists have faced arrest or incommunicado detention.

As the August 2025 crackdown demonstrates, the Iranian authorities are intensifying their old playbook of violence and denial. This approach is inflicting profound suffering on innocent people and further entrenching discrimination. The international community remains silent while Kurdish rights organizations like Hengaw, Kurdpa, and the Kurdistan Human Rights Network have courageously documented these abuses at great personal risk.

The New York Times

Ghazal Golshiri, Philippe Ricard  
29 sept 2025

## Iran nuclear: Europeans move to reimpose international sanctions against Tehran

France, Germany and the UK, signatories to the 2015 agreement regulating Iran's nuclear program, have notified the United Nations Security Council of their decision due to the Islamic Republic's violations of its commitments.

The Europeans had been threatening this move for months. On Thursday, August 28, they followed through. France, Germany and the United Kingdom, the three European countries that signed the 2015 agreement intended to regulate Iran's nuclear program, notified the United Nations Security Council of their decision to reactivate international sanctions. They cited Tehran's repeated violations of the commitments undertaken in the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), which had suspended these sanctions before being abandoned by Donald Trump in 2018.

This decision followed final, fruitless discussions with Iranian envoys, two months after Israel, with US support, bombed Iran's nuclear and military sites. «Iran's nuclear escalation must not go any further,» French Foreign Minister Jean-Noël Barrot wrote on X, alongside his British and German counterparts. «This measure does not signal the end of diplomacy: We are determined to make the most of the 30-day period that is now opening to engage in dialogue with Iran,» he added.

This so-called «snapback» mechanism is set to expire on October 18, along with the rest of the JCPOA, which was negotiated for a period of 10 years. It had thus become urgent for the European

signatories to invoke it, hoping to force Tehran to compromise. France, Germany and the UK (the «E3») hope their decision will push Iran to negotiate before the Security Council gives its final approval. Accordingly, they maintained the offer, put forward at the end of July, to extend the mechanism in order to postpone, for six months for example, the return of UN sanctions in exchange for three conditions.

### Delayed program

The first condition is that the regime must clarify the fate of its enriched uranium stocks, which remain intact despite Israeli-American strikes. Before those raids, the stocks were estimated at 408 kilos of fissile material enriched to 60% – enough, according to experts, to produce about nine bombs. Iran claims that the destruction caused by the bombings prevents it from estimating the status of its stockpiles.

In the view of the Europeans, recent Israeli-American military operations have indeed set the program back significantly, possibly by several years, but have not destroyed it, contrary to Trump's assertions. «It is not impossible that there are clandestine sites no one knows about. We cannot rule out that the Iranians have moved some of this material elsewhere and have begun enriching it to 90%,» said a European diplomatic source.

The second condition is to allow the International Atomic Energy Agency (IAEA) to resume inspections beyond the Bushehr plant, where its agents have been able to return in recent days. The last condition is to restart substantive discussions, not only with the Europeans but especially with the United States, to forge a new agreement.

In recent weeks, Iran has not pursued the possibility of extending the mechanism, as French, British and German diplomats noted Tuesday in Geneva at a final meeting. Since the bombings, Tehran has still refused to resume talks with Washington. The Iranian authorities also continue to deny IAEA inspectors access to the Fordo, Natanz and Isfahan sites tied to its nuclear program. No information regarding enriched material stocks has been communicated to the Vienna-based agency.

### Major diplomatic maneuvers

Soon after the activation of the «snapback» was announced, Iran's Foreign Ministry condemned the decision by the «E3» in a statement, calling it «illegal.» Tehran argued that this move would undermine its cooperation with the IAEA and warned it would not go «unanswered.» In the event of sanctions being reinstated, Tehran has long threatened

to withdraw from the Nuclear Non-Proliferation Treaty – a «red line» it has brandished less often in recent times.

The European initiative is likely to trigger a month of major diplomatic maneuvering at the UN, which could continue until the General Assembly meets at the end of September. On Wednesday, US Secretary of State Marco Rubio backed the initiative in a call with his «E3» counterparts. For the US, the «snapback» is a way to increase pressure on Tehran. The restoration of sanctions «does not contradict our earnest readiness for diplomacy, it only enhances it,» Rubio commented, expressing readiness for «direct engagement» with Tehran.

However, in Paris, London and Berlin, officials expect Moscow and Beijing, partners of Tehran, to block the initiative, despite contacts established to limit that risk. In early July, French President Emmanuel Macron called Vladimir Putin to discuss the matter, before it was included on the agenda for a visit to Paris by Chinese Foreign Minister Wang Yi.

Russia quickly condemned the «E3» decision. «It's something that is absolutely showing that the Western countries do not know what diplomacy is about (...) They care only about blackmail and threats and coercion of independent countries,» said

Russia's deputy ambassador to the UN, Dmitry Polyanskiy. With Beijing, Moscow has in recent days proposed a draft resolution that, according to European diplomats, would essentially suspend and then deactivate the «snapback.»

By contrast, European diplomats believe they have the necessary number of allies in the Security Council – nine votes – to impose a return to sanctions, using a mechanism that effectively deprives Russia and China of their veto power.

### Devastating consequences

If it happens, the restoration of UN sanctions, followed by

European measures attached to them, could complicate Chinese purchases of Iranian oil or military and ballistic cooperation with Russia. An arms embargo is part of the package, and the development of ballistic missiles capable of carrying a nuclear warhead would be prohibited. Activities related to the nuclear fuel cycle would also be targeted, with a blanket ban on uranium enrichment and reprocessing.

These restrictions would be compounded by the freezing of foreign assets and travel bans on certain Iranian individuals and entities. Finally, countries would be authorized to inspect cargoes from Iran

Air Cargo and the maritime company Islamic Republic of Iran Shipping Lines, to check for and seize any banned goods.

The consequences of these measures could be devastating for Iran, whose economy is already struggling due to years of mismanagement and American sanctions imposed since the US withdrew from the JCPOA. «The fact that these measures are not easily reversible, given the difficulty of creating consensus among the Security Council's permanent members, is also likely to compound the malaise around an economy already

struggling with high inflation, currency woes and deepening infrastructure problems,» noted the think tank International Crisis Group in an analysis published on Monday, August 25.

In a report published Wednesday, Iran's Chamber of Commerce warned that if the «snapback» is implemented, the dollar exchange rate could reach 115,000 tomans in the most favorable scenario, and soar to 165,000 tomans in the worst-case scenario. On the black market, one US dollar was trading Thursday at 101,000 tomans.

Le Monde

avec l'AFP  
29 août 2025

## L'Iran a exécuté au moins 841 personnes jusqu'ici cette année, « une augmentation majeure », selon l'ONU

L'ONU dénonce « un schéma systématique d'utilisation de la peine de mort comme outil d'intimidation par l'Etat ». En juillet, l'Iran avait exécuté, selon l'ONU, au moins 110 condamnés, soit le double du nombre de personnes exécutées en juillet 2024.

**P**lus de 800 personnes ont été exécutées en Iran depuis le début de l'année, a déclaré vendredi 29 août l'ONU, dénonçant « un schéma systématique d'utilisation de la peine de mort comme outil d'intimidation par l'Etat ».

Le bureau des droits de l'homme des Nations unies a affirmé qu'il y avait eu une « augmentation majeure des exécutions au cours du premier semestre 2025 ». « Les autorités iraniennes ont exécuté au moins 841 personnes depuis le début de l'année et jusqu'au 28 août 2025 », a déclaré la porte-parole Ravina Shamdasani aux journalistes, à Genève, avertissant que « la situation réelle pourrait être différente. Elle pourrait être pire, compte tenu du manque de transparence ».

En juillet, seulement, elle avait déclaré que l'Iran avait exécuté au moins 110 condamnés – soit le double du nombre de personnes exécutées en juillet 2024. « Le nombre élevé d'exécutions indique un schéma systématique d'utilisation de la peine de mort comme outil d'intimidation d'Etat, avec une focalisation disproportionnée sur les minorités ethniques et les migrants », a-t-elle mis en garde.

### Exécutions publiques

M<sup>me</sup> Shamdasani a particulièrement déploré l'organisation d'exécutions publiques en Iran, le bureau des droits en ayant recensé sept depuis le début de l'année. « Les exécutions publiques ajoutent une couche supplémentaire d'indignation à la dignité humaine, (...) non seulement à la di-

gnité des personnes concernées, celles qui sont exécutées, mais aussi à celle de tous ceux qui doivent en être témoins », a-t-elle déclaré. « Le traumatisme psychologique d'assister à une pendaison publique, en particulier pour les enfants, est inacceptable », s'est-elle indignée.

Ravina Shamdasani a déclaré que 11 personnes étaient dans l'attente d'une « exécution imminente », dont six qui sont accusées de « rébellion armée » en raison de leur appartenance présumée à l'opposition en exil des Moudjahidin du peuple.

Les cinq autres ont été condamnées à mort pour leur participation aux manifestations à grande échelle de 2022, a-t-elle rapporté, ajoutant que la Cour suprême iranienne avait

confirmé la semaine dernière la condamnation à mort de la militante des droits des travailleurs Sharifeh Mohammadi.

« La peine de mort est incompatible avec le droit à la vie et irréconciliable avec la dignité humaine », a-t-elle insisté. « Elle crée un risque inacceptable d'exécuter des personnes innocentes. Elle ne devrait jamais être imposée pour des actes protégés par le droit international des droits de l'homme », selon la militante.

Le bureau des droits de l'ONU exhorte le gouvernement iranien « à ne pas appliquer la peine de mort contre ces individus et d'autres personnes dans le couloir de la mort ».

# Iran: 841 personnes ont été exécutées par les autorités depuis le début de l'année, selon l'ONU

Selon les Nations-Unies, les exécutions pour «espionnage» s'intensifient depuis l'offensive d'Israël du 13 juin.

L'ONU a déclaré qu'au moins 841 personnes ont été exécutées en Iran depuis le début de l'année 2025. «Rien qu'en juillet, les autorités iraniennes ont exécuté 110 personnes. Cela représente plus du double du nombre de personnes exécutées en juillet de l'année dernière et s'inscrit dans le cadre d'une augmentation majeure des exécutions au cours de premier semestre de 2025», a déclaré [Ravina Shamdasani](#), la porte-parole du bureau des droits de l'Homme des Nations Unies.

Le 28 juillet, l'ONU avait déjà alerté sur l'augmentation inquiétante du nombre d'exécutions en Iran. Dans un communiqué, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, avait expliqué que «plusieurs centaines d'exécutions ont eu lieu en Iran depuis le début de l'année, soulignant à quel point la situation est devenue profondément inquiétante». Il avait aussi déploré que les procédures judiciaires se déroulent souvent à huis clos et ne respectent pas les normes d'un procès équitable.

Depuis l'offensive israélienne de juin dernier, lors de laquelle l'État hébreu avait assassiné plusieurs membres de la caste dirigeante iranienne, les autorités intensifient la répression envers leur peuple ainsi que les arrestations arbitraires et exécutions. Le pouvoir judiciaire a appelé les procureurs provinciaux à appliquer rapi-



Un homme traverse la rue, passant devant un panneau d'affichage montrant des centrifugeuses iraniennes et des scientifiques nucléaires tués dans des frappes israéliennes, à Téhéran, en Iran, le 29 août 2025. Majid Asgaripour / REUTERS

dement les sanctions, au nom d'une chasse aux espions au service d'Israël. Le 17 juin, le Parlement iranien a approuvé une motion qui prévoit l'adoption accélérée d'un projet de loi permettant un plus grand recours à la peine de mort pour les faits d'espionnage. Le but est de rendre automatiquement passible de la peine capitale toute accusation de «coopération avec des gouvernements hostiles», que sont Israël et les États-Unis.

Dans un rapport datant du 20 juin, Amnesty International a indiqué que des dizaines de personnes ont été arrêtées pour collaboration avec Israël. Huit d'entre elles ont été condamnées à mort. Le rapport décrit également les

affirmations du Conseil suprême de la sécurité nationale: toute action en faveur d'Israël entraîne la peine capitale pour «inimitiés à l'égard de Dieu» ou «corruption sur terre». Hussein Baoumi, le directeur régional adjoint d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, indique dans le rapport de l'ONG que «les appels officiels à accélérer les procès (...) illustrent l'instrumentalisation par les autorités iraniennes de la peine de mort en vue d'exercer un contrôle et d'instiller la peur parmi la population en Iran». Le 27 juillet, deux dissidents politiques ont par exemple été exécutés après un court procès durant lequel ils n'ont pas été autorisés à se défendre. Ils étaient

privés d'accès à leurs avocats durant presque deux ans. Les «aveux» qui ont conduit à leur exécution ont été obtenus sous la torture et menaces de violences sur leurs proches, selon Amnesty International.

«La violence du régime fait peur et c'est exactement le message qu'ils souhaitent faire passer pour étouffer toute velléité d'opposition», explique au Figaro la journaliste Sara Saïdi, spécialiste de l'Iran. Cette répression est «la preuve évidente que le régime se sent en danger, et le recours à la violence est en quelque sorte son dernier recours», ajoute-t-elle.

## Nucléaire iranien : les Européens laissent un mois à l'Iran pour négocier

Les puissances européennes ont laissé vendredi un mois à l'Iran pour négocier sur son programme nucléaire et éviter ainsi le rétablissement de sanctions levées il y a dix ans, une offre que Téhéran a rejetée.

Le trio composé du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne, qu'on appelle E3, a déclenché jeudi un mécanisme nommé «snapback». Celui-ci permet de rétablir les sanctions de l'ONU contre la République islamique en vertu de l'accord international sur le contrôle du programme nucléaire iranien, signé en juillet 2015 et endossé à l'époque par une résolution du Conseil de sécurité. Le texte de 2015 expire en octobre.

En juillet, «nous avons proposé à l'Iran une prolongation (de la suspension des sanctions) si l'Iran prenait des mesures spécifiques pour répondre à nos inquiétudes les plus pressantes», telles que le respect de ses obligations avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la question des stocks d'uranium enrichi, a dit vendredi au siège de l'ONU à New York l'ambassadrice britannique Barbara Woodward. Elle s'exprimait avant une réunion à huis clos du Conseil de sécurité, aux côtés de ses homologues allemand et français.

Mais Téhéran avait rejeté cette offre, jugeant que les Européens n'avaient pas le droit de rétablir les sanctions de l'ONU levées il y a dix ans. Et «à ce jour l'Iran n'a montré aucun signe de vouloir répondre» aux demandes de l'E3, a déploré l'ambassadrice britannique.

### La diplomatie n'est pas finie

Mais, a insisté Mme Woodward, le déclenchement du rétablissement des sanctions «ne marque



Une photo fournie par le bureau du président iranien le 30 août 2025 montre le président Masoud Pezeshkian s'exprimant lors d'une interview télévisée à Téhéran. Le président Vladimir Poutine "discutera" lundi du programme nucléaire avec son homologue iranien Massoud Pezeshkian, à l'occasion d'une rencontre en Chine. (Photo : Présidence iranienne / AFP) / RÉSERVÉ À UN USAGE ÉDITORIAL - CRÉDIT OBLIGATOIRE

« AFP PHOTO / Bureau du président iranien ». AFP

pas la fin de la diplomatie». «Notre offre de prolongation est toujours sur la table», a-t-elle proposé. «Nous appelons l'Iran à revoir sa position, à accepter un accord fondé sur notre offre et à aider à créer un espace pour une solution diplomatique à cette question sur le long terme», a exhorté la diplomate britannique.

En visite vendredi à Copenhague, la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas a, elle aussi, laissé la porte ouverte à la négociation pendant un mois. «Nous entrons dans une nouvelle phase de 30 jours (...) que nous devons vraiment utiliser pour trouver des solutions diplomatiques», a-t-elle déclaré

avant le début d'une réunion de l'UE dans la capitale danoise. Le «snapback», différent des décisions habituelles du Conseil de sécurité, prévoit que les sanctions soient rétablies à l'issue des 30 jours, à moins que le Conseil n'adopte une résolution confirmant la levée des sanctions. Signé en juillet 2015 par le E3, l'Iran, les Etats-Unis, la Chine et la Russie - sous la présidence de Barack Obama qui cherchait à rapprocher Washington de Téhéran - l'accord suspend diverses sanctions économiques prises par l'ONU.

### Retrait de Donald Trump

Les Etats-Unis, sous le premier mandat du président Donald

Trump, avaient décidé en 2018 de s'en retirer et avaient rétabli leurs propres sanctions. Téhéran s'était ensuite affranchi de certains engagements, notamment sur l'enrichissement d'uranium.

Mais, sous son second mandat commencé le 20 janvier, le milliardaire républicain avait commencé à renouer le dialogue avec l'Iran, avant qu'Israël ne le convainque de l'aider à frapper les installations atomiques iraniennes lors d'une guerre de 12 jours en juin. Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a toutefois répété jeudi que Washington restait ouvert à des pourparlers directs avec Téhéran avec qui les relations diplomatiques sont rompues depuis 1980. Son homologue iranien Abbas Araghchi a encore rétorqué vendredi que «la décision du E3 aura des effets préjudiciables importants sur la diplomatie».

Les pays occidentaux soupçonnent la République islamique chiite de vouloir se doter de l'arme atomique. Elle dément et défend son droit à développer un programme nucléaire civil. Du côté de la Russie, signataire du texte de 2015 mais alliée de l'Iran, le président Vladimir Poutine «discutera» lundi du programme nucléaire avec son homologue iranien Massoud Pezeshkian, à l'occasion d'une rencontre en Chine, selon le Kremlin. La diplomatie russe a exhorté les Européens «à réviser leurs décisions erronées avant que celles-ci n'aboutissent à des conséquences irréparables et à une nouvelle tragédie».

## Targeting Iran's Leaders, Israel Found a Weak Link: Their Bodyguards

Israel was able to track the movements of key Iranian figures and assassinate them during the 12-day war this spring by following the cellphones carried by members of their security forces.

The meeting was so secret that only the attendees, a handful of top Iranian government officials and military commanders, knew the time and location.

It was June 16, the fourth day of Iran's war with Israel, and Iran's Supreme National Security Council gathered for an emergency meeting in a bunker 100 feet below a mountain slope in the western part of Tehran. For days, a relentless Israeli bombing campaign had destroyed military, government and nuclear sites around Iran, and had [decimated the top echelon of Iran's military commanders](#) and nuclear scientists.

The officials, who included President Masoud Pezeshkian, the heads of the judiciary and the intelligence ministry and senior military commanders, arrived in separate cars. None of them carried mobile phones, knowing that Israeli intelligence could track them.

Despite all the precautions, Israeli jets dropped six bombs on top of the bunker soon after the meeting began, targeting the two entrance and exit doors. Remarkably, nobody in the bunker was killed. When the leaders later made their way out of the bunker, they found the bodies of a few guards, killed by the blasts.



A banner in Tehran showing pictures of Iranian military commanders and nuclear scientists killed by Israeli strikes. Israel used its technological and intelligence capabilities to track and target key figures in Iran during the 12-day war in June. Majid Asgaripour/Wana News Agency, via Reuters

The attack threw Iran's intelligence apparatus into a tailspin, and soon enough Iranian officials discovered a devastating security lapse: The Israelis had been led to the meeting by hacking the phones of bodyguards who had accompanied the Iranian leaders to the site and waited outside.

Israel's tracking of the guards has not been previously reported. It was one part of a larger effort to penetrate the most tightly guarded circles of Iran's security and intelligence apparatus that has had officials in Tehran chasing shadows for two months.

Smoke rising from a neighborhood in Tehran after Israeli airstrikes on June 16. Arash Khamooshi for The New York Times

According to Iranian and Israeli officials, Iranian security guards' careless use of mobile phones over several years — including posting on social media — played a central role in allowing Israeli military intelligence to hunt Iranian nuclear scientists and military commanders and the Israeli Air Force to swoop in and kill them with missiles and bombs during the first week of the June war.

"We know senior officials and

commanders did not carry phones, but their interlocutors, security guards and drivers had phones; they did not take precautions seriously, and this is how most of them were traced," said Sasan Karimi, who previously served as the deputy vice president for strategy in Iran's current government and is now a political analyst and lecturer at Tehran University.

The account of Israel's strike on the meeting, and the details of how it tracked and targeted Iranian officials and commanders, is based on interviews with five senior Iranian officials, two members of the Islamic Revolutionary

Guards Corps and nine Israeli military and intelligence officials.

The security breakdowns with the bodyguards are just one component of what Iranian officials acknowledge has been a long-running and often successful effort by Israel to use spies and operatives placed around the country as well as technology against Iran, sometimes with devastating effect.

Following the most recent conflict, Iran remains focused on hunting down operatives that it fears remain present in the country and the government.

“Infiltration has reached the highest echelons of our decision making,” Mostafa Hashemi Taba, a former vice president and minister, said in an interview with Iranian media in late June.

This month [Iran executed a nuclear scientist, Roozbeh Vadi](#), on allegations of spying for Israel and facilitating the assassination of another scientist. Three senior Iranian officials and a member of the Revolutionary Guards said Iran had quietly arrested or placed under house arrest dozens of people from the military, intelligence and government branches who were suspected of spying for Israel, some of them high-ranking. Israel has neither confirmed nor denied a connection to those so accused.

Spy games between Iran and Israel have been a [constant feature of a decades-long shadow war](#) between the two countries, and Israel’s success in June in killing so many important Iranian security figures shows just how much Israel has gained the upper hand.

President Masoud Pezeshkian of Iran attending a protest in Tehran on June 22, following the U.S. attacks on

nuclear sites in Iran. Mr. Pezeshkian himself escaped an attack on a bunker on June 16. Arash Khamooshi for The New York Times

Israel had been tracking senior Iranian nuclear scientists since the end of 2022 and had weighed killing them as early as last October but held off to avoid a clash with the Biden administration, Israeli officials said.

From the end of last year until June, what the Israelis called a “decapitation team” reviewed the files of all the scientists in the Iranian nuclear project known to Israel, to decide which they would recommend to kill. The first list contained 400 names. That was reduced to 100, mainly based on material from an Iranian nuclear archive that the Mossad, the Israeli intelligence agency, had stolen from Iran in 2018. In the end, Iran said the Israelis focused on and killed 13 scientists.

At the same time, Israel was building its capacity to target and kill senior Iranian military officials under a program called “Operation Red Wedding,” a play on a bloody “Game of Thrones” episode. Brig. Gen. Amir Ali Hajizadeh, the commander of the Revolutionary Guards’ Aerospace Force, was the first target, one Israeli official said.

Ultimately, Israeli officials said, the basic idea in both operations was to locate 20 to 25 human targets in Iran and hit all of them in the opening strike of the campaign, on the assumption that they would be more careful afterward, making them much harder to hit.

In a video interview with an Iranian journalist, the newly appointed head of the Revolutionary Guards Corps, Brig. Gen. Ahmad Vahidi, said that although Israel had human operatives and spies

in the country, it had tracked senior officials and scientists and discovered the location of sensitive meetings mostly through advanced technology.

“The enemy gets the majority of its intelligence through technology, satellites and electronic data,” General Vahidi said. “They can find people, get information, their voices, images and zoom in with precise satellites and find the locations.”

From the Israeli side, Iran’s growing awareness of the threat to senior figures came to be seen as an opportunity. Fearing more assassinations [on the ground of the sort that Israel had pulled off successfully in the past](#), the supreme Iranian leader, Ayatollah Ali Khamenei, ordered extensive security measures including large contingents of bodyguards and warned against the use of mobile phones and messaging apps like WhatsApp, which is commonly used in Iran.

Those bodyguards, Israel discovered, were not only carrying cellphones but even posting from them on social media.

“Using so many bodyguards is a weakness that we imposed on them, and we were able to take advantage of that,” one Israeli defense official said.

Iranian officials had long suspected that Israel was tracking the movements of senior military commanders and nuclear scientists through their mobile phones. Last year, after Israel detonated bombs hidden inside thousands of pagers carried by Hezbollah operatives in Lebanon, Iran banned many of its officials in particularly sensitive jobs from using smartphones, social media and messaging apps.

Smartphones are now completely off limits for senior military commanders, nuclear scientists and government officials.

The protection of senior officials, military commanders and nuclear scientists is the responsibility of an elite brigade within the Revolutionary Guards called Ansar al-Mehdi. The commander in chief of Ansar, appointed last August after the new government came into office, is Gen. Mohamad Javad Assadi, one of the youngest senior commanders in the Guards.

General Assadi had personally warned several senior commanders and a top nuclear scientist, Mohammad Mehdi Tehranchi, that Israel was planning to assassinate them at least a month before they were killed on the first day of the war, according to two senior Iranian officials with knowledge of the conversation. He had also called a meeting with the team leaders of security details asking them to take extra precautions, the officials said.

The cellphone ban initially did not extend to the security guards protecting the officials, scientists and commanders. That changed after Israel’s wave of assassinations on the first day of the war. Guards are now supposed to carry only walkie-talkies. Only team leaders who do not travel with the officials can carry cellphones.

But despite the new rules, according to officials who have held meetings with General Assadi about security, someone violated them and carried a phone to the National Security Council meeting, allowing the Israelis to carry out the pinpoint strike.

Hamzeh Safavi, a political and military analyst whose father is the top military adviser to Ayatollah Khamenei, said that Israel’s technologi-

cal superiority over Iran was an existential threat. He said Iran had no choice but to conduct a security shakedown, overhaul its protocols and make difficult decisions — including arrests and prosecution of high-level spies.

“We must do whatever it takes to identify and address this threat; we have a major security and intelligence bug and nothing is more urgent than repairing this hole,” Mr. Safavi said in a telephone interview.

Iran’s minister of intelligence said in a statement this month that it had foiled an Israeli assassination attempt on 23 senior officials but did not provide their names or details of their positions and ranks. It said in the months leading up to the war, Iran had discovered and foiled 13 plots by Israel that aimed to kill 35 senior military and government officials. (An Israeli intelligence official disputed the Iranian account, saying that Israel had not been carrying out operations ahead of the surprise attack in June that could have led to heightened alertness on the part of Iran.)

The statement also said that security forces had identified and arrested 21 people on charges of spying for the Mossad and working as field and support operators in at least 11 provinces around Iran.

Iran has also [accelerated efforts](#) to recruit its own spies in Israel since the attacks of Oct. 7, 2023, which ignited the war in the Gaza Strip and triggered aggressive Israeli

military operations in Iran and Lebanon.

Over the past year, Shin Bet, Israel’s domestic intelligence service, has arrested dozens of Israelis and charged them with being paid agents of Iran, accused of helping collect intelligence about potential targets for Iranian strikes on Israel.

Israel has made [killing Iran’s top nuclear scientists an urgent priority](#) as a way to set back the nation’s nuclear program, [even poisoning two young upcoming scientists](#).

As Iran made steady progress over the years toward enriching its uranium stockpile into near-weapons grade material, Israeli military and intelligence officials concluded that the campaign of sabotage and explosions in the enrichment apparatus, which the Mossad had been engaged in for many years, had only a marginal impact.

In 2021, according to three Israeli security officials, the focus turned to what Israeli officials called “the weapon group” — a cadre of Iranian scientists who the Israelis believed met regularly to work on building a device to trigger the enriched uranium and cause a nuclear explosion. This is one of the most technologically difficult parts of a nuclear project. (Iran has said its nuclear program is for peaceful purposes, and the U.N.’s atomic watchdog and American intelligence agencies have long assessed that Iran has not weaponized its nuclear project.)

It was this group of scientists

that became the focus of what Israel called Operation Narnia, the military plan to kill off scientists during the war’s early days this spring.

By the time of the June 16 national security meeting of top Iranian officials, Israel had already killed a number of high-profile figures associated with the nuclear program, including Mr. Tehranchi and Fereydon Abbasi, another nuclear scientist, both killed just days earlier. The cellphones of their bodyguards helped Israel target all of them.

But Israel was also targeting a wide variety of Iranian leaders, including the heads of government branches at the national security meeting, and killed at least 30 senior military commanders through strikes during the war.

General Hajizadeh, the head of the Revolutionary Guards’ air force, assembled his leadership team, accompanied by their security units, at the very start of the war to monitor intelligence about possible Israeli strikes. Israeli warplanes swooped in and carried out a pinpoint strike on the bunker where General Hajizadeh had taken refuge, killing him and other top commanders.

Mr. Hajizadeh’s son Alireza has said that his father took extra caution with phones. On a video published on Iranian media, he said that “when my father wanted to discuss something important he would tell us to take the phones and smart devices out of the room and place it far away.”

The ability to track the body-

guards also helped lead the Israelis to the June 16 meeting. The attendees, in addition to Mr. Pezeshkian, the Iranian president, included the speaker of Parliament, Gen. Mohammad Baqer Ghalibaf, and the head of the judiciary, Gholam-Hossein Mohseni-Ejei. Also on hand were the ministers of the interior, defense and intelligence and military commanders, some brand-new to their jobs after their bosses had been killed in previous strikes.

The attack destroyed the room, which soon filled with debris, smoke and dust, and the power was cut, according to accounts that emerged afterward. Mr. Pezeshkian found a narrow opening through the debris, where a sliver of light and oxygen was coming through, he has said publicly.

Three senior officials said the president dug through the debris with his bare hands, eventually making enough of a space for everyone to crawl out one by one. Mr. Pezeshkian had a minor leg injury from a shrapnel wound and the minister of interior was taken to the hospital for respiratory distress, officials said.

“There was only one hole, and we saw there was air coming and we said, we won’t suffocate. Life hinges on one second,” Mr. Pezeshkian said recently, recounting the attack in a meeting with senior clerics, according to a video published in Iranian media. He said if Israel had succeeded in killing the country’s top officials it would have created chaos in the country.



30 août 2025

## Turquie: une église réputée pour ses miracles attire les croyants de toutes confessions

**L**a Turquie est un pays à majorité musulmane, mais compte de nombreuses églises et de nombreux endroits très symboliques pour le christianisme. À Istanbul, tous les premiers jours du mois, une église réputée pour ses miracles, accueille les locaux et les touristes de toutes les religions, qui font la queue pour pouvoir faire un vœu. Elle attire beaucoup de monde, peu importe les obéissances.

Une file d'attente s'étire dans la rue à l'extérieur de l'église grecque orthodoxe. Tous les premiers du mois, Notre-Dame-de-Vefa ne désemplit pas : de nombreuses personnes viennent faire un vœu, symbolisé par une clef.

Aigül est kazakhe, de passage à Istanbul. À ses côtés, sa mère tient deux clefs dans ses mains : l'année dernière, elle avait fait deux vœux qui se sont réalisés, alors elle est venue ramener ces clefs comme l'indique la tradition. De son côté, Aigül est venue faire un souhait à son tour : « *Je me suis renseignée sur cet endroit et beaucoup de gens pensent que leurs rêves se sont vraiment réalisés. Alors, moi aussi, je veux voir si c'est vrai. C'est intéressant et ma mère m'a dit que ses rêves se sont réalisés, c'est pourquoi elle a donné des bonbons.* »



Des femmes frottent les clés qu'elles ont achetées à l'église sur les portraits en verre, afin de faire des vœux à l'église Notre-Dame-de-Vefa à Istanbul, le 1er octobre 2024. AFP - YASIN AKGUL

Comme elle, certaines personnes remontent la file en offrant des sucreries, car leur vœu s'est réalisé. Ici les croyances se mélangent, en témoignent quelques chaussures laissées à l'entrée de l'église, comme à l'entrée d'une mosquée.

Mine est turque et c'est une habituée : « *Je suis musulmane. Mais je fréquente cette église depuis de nombreuses années. J'essaie surtout de ne pas manquer les premiers jours du mois. Cela m'apporte la paix. J'ai l'impression d'être guérie. Je prie. Je prie dans ma propre langue, selon ma propre religion. Je dis qu'Allah est unique. Je prends de l'eau*

*des sources d' Ayazma. Je m'en sers pour me laver le visage le matin.* »

L'église, dédiée à la Vierge Marie, est construite sur une source d'eau considérée comme sacrée et réputée pour ses miracles. Notre-Dame-de-Vefa dépend du patriarcat œcuménique de Constantinople.

Pour le père Hieronymos Sotirelis, en plus d'être un endroit religieux symbolique, c'est aussi un exemple du vivre-ensemble : « *Cela permet à l'humanité de se rassembler, d'une manière magnifique qui fait abstraction de toute politique, idéologie personnelle*

*et tout ce qui s'y rapporte. Nous sommes tous simplement des enfants de Dieu, debout ensemble, attendant sa grâce dans une petite cour d'église. La personne derrière moi est orthodoxe, celle devant moi est musulmane, celle après elle est arménienne... c'est un magnifique reflet de ce que l'humanité peut être.* »

Pour le père, l'église Vefa est à l'image d'Istanbul, un mélange historique de communautés et de religions. Mais les chrétiens représentent aujourd'hui moins de 1 % de la population turque, témoins du douloureux passé de la communauté.



30 août 2025

## À la Une: il y a dix ans, la mort du petit Alan Kurdi

C'est le journal *Le Devoir*, au Canada, qui nous rappelle qu'en 2015, le monde a découvert « la photo d'un bambin syrien de trois ans, vêtu d'un bermuda bleu et d'un t-shirt rouge, mort noyé, qui gît face contre terre sur le sable balayé par la mer ». « Une photo qui crève le cœur, tant elle est insoutenable », soupire le *Devoir*, selon lequel cette photo « a changé des millions de vies ». Le journal a interrogé Paul Clark, qui à l'époque était à la tête de l'organisation Action Réfugiés Montréal. Il est « catégorique ». Il y a eu « un avant » et « un après » la mort du petit garçon. Avant, « la moitié de la population ne savait pas ce qu'était un réfugié, et l'autre moitié était partagée entre ceux qui désiraient les accueillir et ceux qui n'en voulaient pas. »

Mais, le 3 septembre 2015, explique Paul Clark, « il y a eu un changement total de perception ». « Les médias voulaient savoir, le public voulait faire sa part (...) On recevait des appels de partout (...) Tout le monde voulait parrainer une famille syrienne ». Qu'en est-il dix ans plus tard ? A Montréal, le responsable du HCR, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés reconnaît que « cet élan de solidarité s'est étiolé », il parle de « fatigue compassionnelle ». Les gens « sont empathiques », mais « ne passent pas à l'action ». Paul Clark, ancien responsable d'Action réfugiés Montréal constate, de son côté, que « les crises mondiales empiraient. Et nous, on met encore



Reproduction d'une photographie du cadavre d'Alan Kurdi. Peinture murale de Justus Becker et Oguz Sen sur le Frankfurter Osthafen (Allemagne, 2016). © commons.wikimedia.org/

plus de murs. Ça serait bon que ça change, sans qu'on ait besoin d'une autre photo ».

### Interdiction d'aller à New York

À la Une également, pas de visa pour les dirigeants de l'Autorité Palestinienne à l'ONU. Le *Times Of Israël* titre ce matin : « Les États-Unis annoncent qu'ils interdiront à Abbas de l'Autorité Palestinienne et à 80 autres responsables de participer à l'Assemblée Générale de Nations Unies » qui aura lieu en septembre à New York. Pourtant, remarque le quotidien israélien, « les États-Unis sont en principe tenus d'autoriser l'accès des diplomates étrangers au siège de l'ONU à New York » mais le département d'État américain accuse l'OLP et l'Autorité Palestinienne, d'être responsables (...) de la dégradation des perspectives de paix ».

Il y a un précédent, rappelle de son côté le *Jerusalem Post* : « En 1988, les États-Unis avaient refusé de délivrer un visa au chef de l'OLP Yasser Arafat. Cette année-là, l'assemblée générale des Nations Unies s'était réunie cette année-là à Genève, au lieu de New York, afin qu'il puisse s'exprimer ». A Londres, le *Guardian* estime « que cette mesure aligne davantage l'administration de Donald Trump sur le gouvernement de droite israélien, qui rejette catégoriquement la création d'un État palestinien », que plusieurs pays, dont la France, ont prévu de reconnaître à New York.

### Mauvaise publicité

Enfin, en France, une information de Mediapart, pourrait mettre François Bayrou en difficulté. En effet, selon le journal en ligne, le premier ministre « a engagé pendant l'été des travaux de rénova-

tion pour son bureau à Pau (ville dont il est le maire NDLR). Montant de la facture : 40 000 euros », selon les informations de Mediapart qui parle « d'une dépense politiquement inflammable en plein plan d'austérité et dans une commune où la dette a explosé, depuis qu'elle est dirigée par François Bayrou ». « Cette opération n'a fait l'objet d'aucune communication officielle », ajoute Mediapart, selon lequel « les travaux décidés par la mairie de Pau, auraient pour objet de redonner la splendeur d'origine au bureau de François Bayrou », pour « la bagatelle », donc, de 40 000 euros. Une bien mauvaise publicité pour le Premier ministre qui, le 15 juillet dernier, estimait que « l'État et les collectivités locales » devaient « montrer l'exemple en réduisant leur train de vie », rappelle Mediapart.

# Ալադեադ

## — Portrait —

### GÉRARD CHALIAND, Le grand écrivain géostratège

décédé le 20 août à l'âge de 91 ans

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris la disparition de Gérard Chaliand le 20 août. Son regard et ses analyses exigeantes des bouleversements du monde vont nous manquer. Nous présentons nos sincères condoléances à sa famille, à ses proches et à ses amis.

La rédaction

À mon arrivée à Paris, dans les années 80, je m'étais rendu au studio de Gérard Chaliand au 4<sup>ème</sup> étage de la rue Pascal, dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement. L'écrivain de père et de mère arméniens consentait à me prodiguer des conseils pour entamer mon travail de mémoire. N'ayant pas beaucoup de temps à m'accorder à notre première rencontre, Gérard a tendu vers moi les deux battoirs à l'extrémité de ses bras et :

« Fais voir ! » Comme je n'avais encore rien écrit, je me suis mis à lui expliquer comment je comptais m'y prendre et quelles étaient les thématiques que je voulais approfondir : le malheur kurde, le Kurdistan, la Syrie, le déchirement entre plusieurs cultures, et bien sûr le temps qui passe et l'homme qui dépasse.

Gérard Chaliand m'a arrêté dans mon élan de novice et m'a dit d'un ton professoral : « Tu reviendras me voir quand tu auras quelque chose à me montrer. Mais sache avant tout que tout est dans le style. Quand Shakespeare aborde une simple histoire d'amour entre un jeune homme de dix-huit ans et une fille de seize ans sur fond de rivalité entre familles respectives, cela donne *Roméo et Juliette*. Si c'est quelqu'un d'autre qui le fait, cela fera tout au plus une belle et émouvante histoire d'amour, mais jamais un chef-d'œuvre, tu m'entends, jamais une tragédie de la beauté de *Roméo et Juliette* ! »

Le spécialiste des relations internationales, et surtout l'immense poète Gérard Chaliand, est devenu mon mentor, mon maître à penser. Il a rédigé la quatrième de couverture de mon livre *Les Sables de Mésopotamie* sorti en 2007 aux éditions du Rocher, et réédité en 2016 dans la collection Points-Seuil. Cette année, en 2025, il a préfacé *Par le souffle de Sayat-Nova, voyage en Arménie et en Géorgie*, mon récit documenté paru aux éditions Transboréal. De mon côté, j'ai traduit en kurde *La Marche têtue et Mémoire de ma mémoire*, publiés tous les deux aux éditions Avesta à Istanbul. Je cite pour sa beauté le dernier paragraphe de *Mémoire de ma mémoire*, un chef-d'œuvre dans lequel il évoque la partie immergée de son histoire arménienne : « J'ai été un guerrier solitaire. Vie fragile et si belle, tous feux éteints bientôt et le ressac des souvenirs. Mais calme est le fond de la mer qui est en moi. L'aube se lèvera quand je n'aurai plus d'aube. Paisibles, les chevaux du vieux monde broutent les aisselles de la steppe. »



Ces derniers temps, avant de s'éteindre, il m'avait chargé de taper ses textes car il avait deux livres sur les bras, un recueil de poésie et l'ensemble de ses articles parus dans la presse. Quand je me rendais chez lui, et que la porte en bas ne s'ouvrait pas, malgré les interventions répétées du technicien envoyé par le syndic de l'immeuble, Gérard avait trouvé une astuce. Il mettait son trousseau de clés dans un sac en papier qu'il balançait par la fe-

nêtre donnant sur la rue. Le sac tournoyait un bon moment dans le ciel et il tombait rarement sur le trottoir. Quand j'arrivais chez lui, au quatrième étage, dans son petit studio, il m'offrait un verre de vin ou de cognac arménien. Il aimait également le thé au lait, et à mon grand étonnement, il admirait beaucoup la gastronomie anglaise.

Le soir, quand je le raccompagnais chez lui, après un dîner en tête à tête dans un de ses restaurants asiatiques, il bourrait méticuleusement sa pipe et, en balançant la fumée au-dessus de sa tête, sa pensée errait alors dans les cinq continents qu'il avait arpentés. Gérard Chaliand avait vécu plus de quarante années hors de l'Europe et il avait connu quelque 140 pays.

Un grand homme s'en va, mais un ami d'une grande générosité reste pour toujours dans ma mémoire.

Fawaz HUSSAIN

Auteur d'une quinzaine de romans, de recueils de nouvelles, vit et travaille à Paris.

Ma vie touche à sa fin  
Je suis serein,  
Presque détaché.  
Nul besoin d'être stoïque,  
Je ne souffre pas,  
Je décline  
Tout ce que j'ai souhaité connaître,  
Je l'ai connu.  
Ce que j'avais rêvé de faire,  
Je l'ai fait.  
J'appartiens au passé,  
Comme les femmes que j'ai aimées,  
Nul besoin d'ajouter des jours arides,  
A ceux qui furent fastes.

## “J’ai appris à aimer le vert, couleur de la lutte contre la mort” : Hommage à Gérard Chaliand (1934-2025)

**L**a disparition de Gérard Chaliand, survenue le 20 août 2025 à Paris, à l’âge de 91 ans, a privé les mondes littéraire, de la culture et de la recherche d’une figure singulière, qui aura marqué de nombreux cercles — des champs de bataille aux salles de classe. La particularité de l’homme réside dans son expérience sensible de ses terrains, sur le temps long, et au contact des conflits sur lesquels il a écrit. Cette méthode lui a permis d’incarner une approche unique de l’analyse des guérillas, alliant rigueur académique et expérience directe des théâtres d’opérations contemporains.

Né en 1934 à Etterbeek dans une famille arménienne ayant échappé au génocide, Gérard Chaliand avait fait de cette tragédie familiale l’une des sources de son engagement intellectuel. Co-auteur avec Yves Ternon de l’ouvrage *1915, le génocide des Arméniens*<sup>1</sup>, en 2022, il avait travaillé avec lui à une compilation savante regroupant notamment des exemples de preuves du génocide afin de faire face au négationnisme.

Son œuvre se distinguait par une méthode qui lui était propre : celle de l’observation directe et de l’immersion. Refusant le confort des analyses de cabinet, Chaliand avait fait du terrain son laboratoire, arpenter pendant des décennies les zones de conflit pour comprendre les mécanismes des guerres irrégulières et



des mouvements de libération nationale. De ses expériences naît *Voyage dans vingt ans de guérillas*<sup>2</sup> (2015), où se mêlent intimement carnet de voyage et analyse stratégique. Sa connaissance incarnée de ces réalités lui permet de saisir la dimension quotidienne de l’insurrection et de construire, en somme, une *Alltagsgeschichte* de la guerre irrégulière contemporaine. En 1966, en Guinée il racontait : “Les avions lâchent des bombes, mitraillent. Minutieusement. Il est 6 h du matin ; le vrombissement des moteurs nous a réveillés. Les chasseurs tracent des cercles concentriques qui nous englobent dans leur rayon. C’est le onzième bombardement en douze jours. Mais cette fois, les Portugais sont venus en force. Ça en vaut la peine. Dans la région, il y a Amílcar Cabral, le dirigeant du Parti.”<sup>3</sup> Au plus près des insurgés, il a proposé une histoire du quotidien des conflits à hauteur d’individu.

Enseignant à l’Ecole nationale d’administration, au Collège interarmées de Défense, à Harvard, ou encore à Berkeley, il n’avait jamais cessé de transmettre sa passion pour la compréhension des rapports de force mondiaux, tout en n’entrant jamais totalement dans les laboratoires de recherches et les amphithéâtres des universités. Homme libre et indépendant, Gérard Chaliand avait choisi de demeurer un « irrégulier » de la recherche, refusant toute dépendance institutionnelle qui aurait pu compromettre sa liberté de pensée.

Gérard Chaliand était aussi un poète, et il a publié en 2016 *Feu nomade et autres poèmes*. Pour lui rendre hommage, API a choisi un extrait de l’un de ses poèmes, intitulé “Cavalier seul”<sup>4</sup>, et qui nous donne à voir sa vision singulière du monde qui l’entourait :

*« Je me souviens du Viêt Nam sous les bombes.*

*Ai-je, en ce temps-là, appris ou découvert ce qui m’importe*

*j’aime me mettre dos au mur.*

*J’ai vécu les moments rares, où des peuples se haussent au-dessus d’eux-mêmes.*

*Je me souviens de l’herbe des jardins de Ghardaïa*

*arrosée à la fin du jour, d’une coulée de deux doigts.*

*Le muezzin lançait alors lui-même l’appel à la prière.*

*J’ai appris à aimer le vert, couleur de lutte contre la mort,*

*dans le désert, la frugalité donne du prix aux choses, l’eau et le jardin sont des rêves de nomades.*

*Je ne retournerai jamais à Ghardaïa*

*L’Algérie n’en finissait pas de naître dans le sang.*

*En ce temps-là je ne savais rien.*

*J'étais pour la liberté, contre la torture.*

*Depuis j'en ai su davantage, je referais les mêmes choix.*

*Ils étaient émouvants les lendemains d'indépendance,*

*tout paraissait possible :*

*« Un seul héros, le peuple ! »*

*N'avait-on arraché la liberté*

*que pour être opprimé par les siens ? »*

En ces temps d'incertitudes dans les rapports de force mondiaux, la pensée de Gérard Chaliand résonne avec une acuité particulière ; API se drape de vert et fait sien son moto : "pugnacité". Nos pensées accompagnent sa famille et ses proches dans cette épreuve. La communauté scientifique et tous ceux qui ont bénéficié de

ses enseignements garderont le souvenir d'un homme d'exception, dont la rigueur intellectuelle et l'engagement personnel auront durablement enrichi notre compréhension du monde.

1 CHALIAND Gérard et TERNON Yves. 1915, le génocide des Arméniens. Paris : Éditions Archipoche. 2022. (259 p.)

2 CHALIAND Gérard.

Voyage dans vingt ans de guérillas. La tour d'Aigues: Éditions de l'Aube. 1988. (215 p.)

3 Ibid p.24

4 CHALIAND Gérard. Feu nomade et autres poèmes. Paris : Gallimard. 2016. (182 p.) Édition électronique, pagination indisponible.

## Les dépêches de l'afp d'août 2025

05 août 2025

### Désarmement du PKK: la commission du parlement turc entame ses travaux

**Ankara, 5 août 2025 (AFP)**

— La commission parlementaire chargée de préparer un cadre légal au processus de paix en Turquie avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a entamé ses travaux mardi.

Une trentaine de combattants du mouvement, considéré comme terroriste par Ankara, ont déposé et brûlé symboliquement leurs armes le 11 juillet dernier dans le nord de l'Irak, après neuf mois de discussions entre leur fondateur et leader historique Abdullah Öcalan et le gouvernement turc.

La commission transpartisane doit organiser l'intégration politique du PKK et de ses forces et décider du sort de M. Öcalan.

Elle doit «proposer et préparer des réglementations juridiques qui rendront la paix

permanente, ainsi que le désarmement complet», a souligné le président du parlement Numan Kurtulmus en ouverture des travaux, célébrant «le début d'une ère nouvelle».

Selon M. Kurtulmus, qui présidera les travaux, la commission entendra «tous les segments de la société», intellectuels, universitaires, juristes et représentants de la société civile.

Cette commission, a-t-il insisté, «ne va pas seulement rédiger des rapports, mais va également suivre le processus de désarmement au nom du peuple».

«La commission réunie ici (...) est une délégation historique, qui témoigne du courage de reconstruire notre avenir et de la volonté de renforcer l'intégration sociale», a-t-il salué, affirmant que le

processus de paix est «une question de survie qui concerne l'avenir commun des citoyens de tous horizons, tant turcs que kurdes».

La commission est composée de 48 députés, dont 25 du bloc au pouvoir (l'AKP du président Recep Tayyip Erdogan et son allié MHP) et, parmi les rangs de l'opposition, dix du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) et quatre du parti prokurde DEM.

Lors de cette première session, l'élue du DEM Meral Danis Bestas a d'emblée évoqué la libération conditionnelle d'Abdullah Öcalan, condamné à vie et détenu depuis 1999.

La Turquie a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme en 2014 pour avoir privé le prisonnier de toute possibilité de libéra-

tion conditionnelle.

A la suite des discussions entamées en octobre 2024 avec les autorités via le DEM, le PKK a annoncé en mai sa dissolution, répondant ainsi à l'appel de M. Öcalan après plus de quatre décennies de combat contre les forces turques.

Selon M. Erdogan, ces violences ont fait 50.000 morts, dont 2.000 soldats et causé des milliards de dollars de pertes à l'économie turque.

«La Turquie a gagné, 86 millions de citoyens ont gagné», avait affirmé le président turc au lendemain de la cérémonie symbolique du 11 juillet.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

08 août 2025

### Irak: divisions sur un projet de loi consolidant des unités armées pro-iraniennes

**Bagdad, 8 août 2025 (AFP)**

— Un projet de loi consolidant le rôle des anciennes unités paramilitaires pro-Iran du Hachd al-Chaabi alimente un vif débat interne en Irak, et les inquiétudes des Etats-Unis qui y voient l'emprise de Téhéran.

Peu de détails ont filtré sur le projet de loi, dont aucune

date d'examen au Parlement n'a encore été fixé. Visant à réguler et structurer le Hachd, puissante coalition hétéroclite de groupes armés regroupant plus de 200.000 combattants et employés, le texte pourrait notamment consacrer l'indépendance financière de cette institution aux ordres du Premier ministre.

La diplomatie américaine a déjà estimé que l'adoption de cette loi «institutionnaliserait l'influence iranienne et consoliderait les groupes armés terroristes, sapant ainsi la souveraineté irakienne».

En réponse, le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani a défendu une mesure

s'inscrivant dans une «réforme sécuritaire» du gouvernement. «Le Hachd est une institution militaire publique, opérant sous l'autorité du Commandant en chef des Forces armées», a-t-il insisté.

Pour ses détracteurs, la réforme instaurerait «quelque chose de semblable aux Gardiens de la Révolution» en

Iran, l'armée idéologique de la République islamique, explique à l'AFP un responsable gouvernemental sous anonymat.

Le politologue Renad Mansour analyse plutôt qu'elle vise à «intégrer encore plus le Hachd à l'Etat», dans l'idée que pour certains «mieux vaut les avoir dans le système plutôt que de les exclure», pour éviter qu'ils ne jouent «les troubles-fêtes».

Mais il reconnaît que cette «institutionnalisation» peut être considérée par d'autres comme «un moyen supplémentaire pour le Hachd de consolider son pouvoir, avec l'accès à davantage de financements, plus d'équipements et de technologies».

- «Institution militaire indépendante» -

La loi intervient dans un Moyen-Orient bouleversé par 22 mois de guerre à Gaza. Les alliés de l'Iran dans la région, dont le Hezbollah libanais désormais sommé de démanteler son arsenal d'ici 2025, ont été affaiblis par des conflits avec Israël, soutenu par Washington.

Majoritairement chiite, le Hachd al-Chaabi a vu le jour

en 2014, quand les Irakiens ont été appelés à prendre les armes contre la déferlante jihadiste du groupe Etat islamique (EI).

Les factions armées ont gagné en influence, certaines disposant de députés et de ministres, même si plusieurs de leurs chefs, dont celui du Hachd lui-même, sont visés par des sanctions américaines.

Depuis une loi de 2016, le Hachd est déjà un organe public. Et depuis 2022 il gère l'entreprise de travaux publics «Al-Mouhandis», dotée d'un capital de dizaines de millions de dollars.

Mais des factions de cette coalition jouent sur les deux tableaux: touchant des salaires publics pour leurs combattants, elles sont accusées d'agir en électron libre, hors du cadre étatique.

Et certains groupes maintiennent leur allégeance première à «l'axe de la Résistance», du nom donné par Téhéran à l'alliance de mouvements armés qu'il soutient face à Israël.

Pour Renad Mansour, difficile à ce stade de voir le Hachd évoluer vers une structure du

type Gardiens de la révolution.

«Ce n'est pas une institution cohésive, il y a de nombreuses factions, plusieurs dirigeants très différents, des luttes internes», explique-t-il.

Sous anonymat, une source proche des factions armées explique à l'AFP que l'objectif des partis chiites est d'avoir une «loi spéciale» garantissant «le maintien du Hachd en tant qu'institution militaire indépendante».

Ce que refusent députés sunnites et kurdes. Même au sein des partis chiites il n'y a pas consensus, explique le responsable gouvernemental.

Le projet de loi attend donc toujours d'être soumis au vote.

- Clientélisme électoral? -

La législation proposée «renforce les capacités de combat» du Hachd et «créée de nouvelles formations dédiées au développement de cette institution sécuritaire», a détaillé le numéro deux du Parlement, Mohsen al-Mandalawi, cité par l'agence étatique INA.

Elle prévoit la création d'une académie militaire dédiée au Hachd. Et «l'indépendance financière» de l'institution, selon un rapport parlementaire publié par les médias étatiques.

Dans un avis, le Conseil d'Etat a déploré un «gonflement» des structures administratives, et la création de cette académie militaire plutôt que le recours à celles de la Défense, d'après ce rapport.

Mais avec des législatives en novembre, les ex-paramilitaires «ont besoin de quelque chose pour revigorer leur base», souligne M. Mansour.

«Plus le Hachd est institutionnalisé, plus il a accès aux caisses de l'Etat», relève-t-il, évoquant un potentiel «mécanisme clientéliste» en cours d'élaboration.

Dans les tiroirs du Parlement une deuxième loi est d'ailleurs à l'étude, portant cette fois sur le recrutement, l'avancement et les retraites du Hachd.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

09 août 2025

## La Syrie se retire des pourparlers de Paris avec les Kurdes

**Damas, 9 août 2025 (AFP)** — Un responsable syrien a déclaré samedi que les autorités ne participeraient pas aux pourparlers prévus à Paris sur l'intégration de l'administration kurde semi-autonome de Syrie au sein de l'Etat, exigeant que toute négociation future se tienne à Damas.

Cette décision fait suite à une conférence organisée par

l'administration kurde, qui contrôle de vastes zones du nord et du nord-est de la Syrie, avec la participation de plusieurs communautés minoritaires syriennes - une première depuis la destitution de l'ex-président Bachar al-Assad par une coalition islamiste en décembre.

Parmi les participants figurait le commandant des Forces démocratiques syriennes

(FDS), Mazloum Abdi, signataire le 10 mars d'un accord avec le président par intérim Ahmad al-Chareh prévoyant l'intégration des institutions civiles et militaires kurdes à l'Etat.

La déclaration finale plaide pour «une constitution démocratique établissant un Etat décentralisé», alors que Damas rejette tout projet de décentralisation.

«Cette conférence a porté un coup aux efforts de négociation en cours. En conséquence, (le gouvernement) ne participera à aucune réunion prévue à Paris», a indiqué un responsable syrien cité par l'agence officielle Sana.

Le gouvernement «invite les médiateurs internationaux à transférer toutes les négociations à Damas, seul lieu légi-

time et national pour un dialogue entre Syriens», a ajouté ce responsable sous couvert d'anonymat.

Fin juillet, la Syrie, la France et les Etats-Unis avaient annoncé un accord pour organiser à Paris, «dans les plus brefs délais», des discussions sur la mise en oeuvre de l'accord du 10 mars.

Les récents affrontements intercommunautaires dans la

province à majorité druze de Soueida (sud de la Syrie) et les massacres commis en mars contre la communauté alaouite, dont est issu l'ex-président, ont renforcé les inquiétudes kurdes, alors que les négociations avec Damas sont au point mort.

La conférence a aussi donné lieu à des interventions vidéo de deux figures religieuses influentes: le chef spirituel druze Hikmat al-Hijri et le di-

gnitaire alaouite Ghazal Ghazal.

Damas a récemment critiqué M. Hijri pour ses appels à une protection internationale des druzes et sa demande d'aide à Israël lors des violences de juillet.

Le gouvernement ne «siègera pas à la table des négociations avec toute partie cherchant à restaurer l'ère de l'ancien régime», a mis en

avant le responsable, dénonçant la présence de «figures séparatistes impliquées dans des actes hostiles».

Selon lui, la conférence de vendredi constitue «une tentative d'internationaliser les affaires syriennes» et d'encourager l'ingérence.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 août 2025

## Panne géante d'électricité en Irak, à cause de la canicule et d'une surconsommation

**Bagdad, 11 août 2025 (AFP)** — L'Irak a été presque totalement privé d'électricité publique pendant plusieurs heures lundi à cause d'une panne géante provoquée, selon les autorités, par des températures record, atteignant 50°C à Bagdad et dans plusieurs provinces, et une hausse de la consommation.

Dans ce pays de 46 millions d'habitants, où les canicules sont de plus en plus fréquentes, la plupart des foyers peuvent néanmoins s'alimenter grâce aux générateurs, alors que la vague de chaleur actuelle devrait encore durer pendant plus d'une semaine, selon les services météorologiques.

Lundi encore, comme ces derniers jours, le thermomètre a atteint jusqu'à 50°C à Bagdad et dans 11 provinces du centre et du sud du pays.

Selon le ministère de l'Electricité, sous l'effet des fortes chaleurs et de l'augmentation de la demande, deux lignes de transmission se sont arrêtées lundi après-midi, «provoquant une perte soudaine et accidentelle sur le réseau de plus de 6.000 mégawatts», qui a entraîné l'arrêt des centrales électriques.

La hausse de la demande concerne notamment la province de Kerbala, dans le centre du pays, alors que des millions de pèlerins affluent vers la ville sainte chiite à l'occasion de l'importante commémoration religieuse de l'Arbaïn.

«Nos équipes sont actuellement mobilisées sur le terrain pour rétablir progressivement dans les prochaines heures le réseau, a précisé le ministre de l'Electricité.

La panne a été constatée à travers l'Irak aux alentours de 15H00 (12H00 GMT), selon le ministère, avant que le courant ne commence à être rétabli «de manière progressive» dans les provinces de Dhi Qar et Missane, dans sud.

Pour la province côtière de Bassora, la situation devrait s'être stabilisée d'ici mardi à l'aube, a ajouté le ministère qui n'a pas donné de prévisions pour les autres provinces.

La panne a épargné le Kurdistan autonome, une région du nord de l'Irak qui oeuvre à moderniser son propre secteur et arrive à fournir de l'électricité publique 24 heures sur 24 à un tiers de sa population.

- «Sans électricité, pas de repos» -

Le dossier de l'électricité est ultra-sensible en Irak, un pays extrêmement riche en hydrocarbures mais aux infrastructures en déliquescence, souffrant d'une corruption endémique et de politiques publiques défailtantes.

En été, les coupures qui empiraient provoquent régulièrement des manifestations et viennent exacerber la frustration de la population vis-à-vis des élites au pouvoir. Tout comme la sécheresse qui sévit depuis cinq ans aggrave les pénuries d'eau et frappe durement les agriculteurs.

Même sans panne généralisée, les plus démunis des Irakiens doivent vivre au quotidien en supportant une chaleur infernale.

«Il fait chaud, on n'a pas d'électricité, elle vient deux heures et on peut alors dormir un peu et nous reposer», confiait dimanche à l'AFP, dans sa maison aux murs en béton, Haider Abbas, un travailleur journalier de 44 ans.

Ses moyens modestes empêchent ce père de cinq enfants, originaire de la localité

d'Al-Qassim dans la province de Babylone, dans le centre de l'Irak, d'acheter un climatiseur. Il doit se contenter d'un rafraîchisseur d'air qu'il remplit sans cesse de bouteilles d'eau.

«Quand j'étais petit, on n'avait pas ces températures», se souvient-il. «Moi, en tant qu'ouvrier, avec 52 degrés je ne peux pas travailler.»

En Irak, les canicules sont «plus intenses et plus fréquentes» qu'au 20e siècle, en raison du changement climatique et de facteurs humains, a expliqué à l'AFP le porte-parole des services météorologiques, Amer al-Jaberi.

Il a souligné que les émissions de gaz et les fumées dégagées par les générateurs privés «contribuaient à la hausse des températures».

M. Al-Jaberi plaide pour une «ceinture verte» autour de Bagdad, «pour que la ville respire un peu».

Si la vaste majorité des Irakiens a recours aux générateurs privés, cette source d'électricité ne suffit pas toujours à faire fonctionner tout l'électroménager, notamment les climatiseurs.

Pour vivre sans coupures, l'Irak doit produire environ 55.000 MW durant les pics de consommation. Ce mois-ci, et pour la première fois,

les centrales électriques irakiennes ont atteint le seuil des 28.000 MW.

En juillet 2023, un incendie dans une station de transmis-

sion dans le sud du pays avait provoqué une panne de courant généralisée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 août 2025

## Syrie: rencontre entre représentants kurdes et gouvernementaux à Damas

**Qamichli (Syrie), 12 août 2025 (AFP)** — Une haut responsable de l'administration kurde du nord-est de la Syrie a rencontré le chef de la diplomatie syrienne à Damas, ont déclaré mardi des responsables des deux parties, peu après que le gouvernement a annoncé se retirer de pourparlers prévus sur l'intégration kurde au sein de l'Etat syrien.

Le gouvernement avait annoncé samedi se retirer de ces négociations, prévues à Paris, et exigé que toute discussion future se tienne à Damas après une conférence organisée par l'administration kurde, avec la participation inédite de plusieurs communautés minoritaires opposées aux orientations des dirigeants islamistes du pays.

Selon la source kurde, qui a requis l'anonymat, la rencontre «s'est tenue lundi soir, à la demande du gouvernement» entre une responsable de l'administration autonome, Elham Ahmad, et le ministre des Affaires étrangères, Asaad al-Chaibani, rendez-vous confirmé à l'AFP par une source gouvernementale syrienne.

Les tensions sont vives entre les autorités issues de l'alliance rebelle qui a chassé début décembre l'ex-président Bachar al-Assad et la minorité kurde, qui contrôle de vastes territoires du nord et du nord-est, où elle dispose d'une administration autonome, que le nouveau pouvoir souhaite intégrer à l'Etat syrien.

Mazloum Abdi, chef des

Forces démocratiques syriennes (FDS, bras armé des Kurdes soutenues par Washington), et le président par intérim Ahmad al-Chareh ont conclu le 10 mars un accord en ce sens.

Plusieurs sessions de négociation ont eu lieu depuis, mais celles-ci piétinent, les Kurdes réclamant notamment un système de gouvernance décentralisé, ce que rejette Damas.

Les discussions de lundi se sont concentrées «sur la recherche d'une formule adaptée à la décentralisation, sans calendrier précis» pour sa mise en oeuvre, selon la source kurde.

Ces échanges visaient, selon la même source, à réaffirmer «la poursuite du processus

de négociation via des commissions syro-syriennes sous supervision internationale».

Les deux parties sont convenues qu'«il n'y a pas de place pour une option militaire».

Paris et Washington pilotent les négociations entre les deux parties.

La réunion prévue à Paris devait, selon M. Abdi discuter d'un mécanisme d'intégration de ses forces au sein du ministère syrien de la Défense, un point mentionné dans l'accord du 10 mars.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 août 2025

## Ankara et Damas mettent en garde Israël pour la Syrie

**Ankara, 13 août 2025 (AFP)** — Les ministres turc et syrien des Affaires étrangères, Hakan Fidan et Assaad al-Chaibani, ont mis conjointement en garde Israël contre la tentation du chaos en Syrie, mercredi à Ankara.

«Certains sont perturbés par l'évolution positive de la situation en Syrie» a estimé M.

Fidan lors d'une conférence de presse commune avec son homologue syrien, mentionnant Israël mais aussi les combattants kurdes du YPG, les Unités de protection du peuple kurde.

Le chef de la diplomatie turque, proche des nouvelles autorités syriennes arrivées au pouvoir en décembre, a

mentionné les deux crises et massacres récents qui ont ébranlé la Syrie et visé la minorité alaouite à Lattaquié (ouest), en mars et la communauté druze à Soueida (sud), au début de l'été.

«Les événements qui ont commencé à Lattaquié, les mouvements qui ont suivi à

Soueida et le rôle perturbateur des YPG, qui s'intègrent pas dans le système, démontrent qu'il sera extrêmement difficile pour ce chapitre positif de la Syrie de se poursuivre comme l'on souhaite», a prévenu le ministre turc.

«Notre devoir est de prendre les mesures qui s'imposent et de collaborer, en nous effor-

çant de résoudre ces problèmes de la manière la plus pacifique possible», a-t-il ajouté.

«L'émergence du chaos en Syrie (...) semble être devenu un paramètre prioritaire pour ce qu'Israël considère comme sa sécurité nationale», a-t-il insisté.

Le ministre syrien s'est inquiété «de nouveaux défis, tout aussi dangereux que ceux rencontrés pendant les années de guerre, au premier rang desquels figurent les menaces israéliennes répétées».

M. al-Chaibani a également alerté, sans les détailler, sur «de multiples interventions étrangères, directes et indirectes, visant à affaiblir l'État et à créer de fragiles divisions de facto»: «Ces interventions poussent le pays vers des conflits confessionnels et régionaux», a-t-il prévenu.

L'ancien pouvoir de Bachar al-Assad, défait en décembre, était notamment soutenu par la Russie et l'Iran.

Hakan Fidan s'en est également pris spécifiquement aux combattants kurdes du YPG, «Unités de protection du peuple» qu'Ankara considère

comme une extension dans le nord-est de la Syrie du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, mouvement armé interdit par Ankara.

Les YPG refusent de se fonder dans l'armée nationale syrienne en dépit d'un accord signé le 10 mars avec Damas.

«Les YPG ne s'intègrent pas dans le système et gâchent le jeu en Syrie», a insisté M. Fidan.

«Des membres de l'organisation originaires de Turquie, d'Irak, d'Iran et d'Europe n'ont pas quitté la Syrie(...)

Nous n'avons constaté en Syrie aucune évolution indiquant que l'organisation a éliminé la menace d'une action armée».

«La Turquie ne cherche ni l'occupation ni la domination de la région. Mais dans un contexte où ses exigences sécuritaires restent insatisfaites, nous n'avons aucune chance de rester tranquilles. Nous le disons ouvertement», a-t-il mis en garde.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 août 2025

## Kurdistan d'Irak: un chef de file de l'opposition arrêté

**Souleimaniyeh (Irak), 13 août 2025 (AFP)** - La police du Kurdistan autonome d'Irak a arrêté le chef du principal parti d'opposition kurde, Nouvelle Génération, et annoncé qu'il devait être présenté mercredi devant un juge dans le cadre d'une affaire judiciaire.

Shaswar Abdulwahid, un homme d'affaires qui détient aussi une télévision kurde, a été arrêté mardi soir à son domicile de Souleimaniyeh, la deuxième ville du Kurdistan, dominée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du clan familial Talabani, un des deux partis historiques kurdes.

Depuis son entrée en politique, l'opposant, arrêté à plusieurs reprises et blessé lors d'une tentative d'assassinat, se montre très virulent dans

ses critiques adressées aux deux grands partis régionaux, fustigeant corruption, pauvreté et chômage qui sévissent au Kurdistan.

L'autre grand parti, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), du clan Barzani, est au pouvoir dans la capitale régionale Erbil.

Nouvelle Génération a presque doublé le nombre de ses députés aux dernières élections législatives, devenant la troisième force du Parlement régional avec 15 sièges.

L'interpellation de l'opposant a eu lieu «sur ordre judiciaire», a déclaré à la presse mardi soir le porte-parole de la police de Souleimaniyeh, Sarkout Ahmed, précisant que M. Abdulwahid serait pré-

senté devant un juge mercredi.

Une source judiciaire a expliqué à l'AFP que l'arrestation de M. Abdulwahid faisait suite à une condamnation par contumace à six mois de prison pour ne pas s'être présenté aux audiences d'un procès, après une plainte pour «diffamation» déposée par une ex-parlementaire.

Mercredi, selon la loi, ce verdict pourrait être annulé pour que l'affaire soit réexaminée. L'opposant pourrait demander une remise en liberté sous caution ou être maintenu en détention.

Nouvelle Génération a estimé que l'interpellation de son chef était liée à des déclarations qu'il a faites récemment à propos des salaires im-

payés réclamés par les fonctionnaires.

M. Abdulwahid «avertissait que si la crise des salaires n'était pas résolue cette semaine (...) Nouvelle Génération aurait une importante prise de position la semaine prochaine», a déclaré le parti dans un communiqué.

Les autorités de la région sont régulièrement pointées du doigt par les défenseurs des droits humains qui dénoncent des arrestations arbitraires, des violations de la liberté de manifester et des atteintes à la liberté de la presse.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 août 2025

## L'Irak défend un protocole d'accord sur la sécurité des frontières signé avec l'Iran

**Bagdad, 14 août 2025 (AFP)**

— L'Irak a défendu un «mé-morandum d'entente» signé cette semaine avec l'Iran, en assurant qu'il s'inscrivait dans la continuité d'un précédent partenariat visant à protéger leur longue frontière commune, soulignant cependant qu'il ne s'agit pas d'un accord de sécurité.

L'Irak et l'Iran ont signé en mars 2023 un partenariat «portant sur la sécurité des frontières et les mesures visant à neutraliser (les agissements) de l'opposition kurde iranienne» réfugiée dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, a rappelé tard mercredi soir un communiqué des services du conseiller à la sécurité nationale Qassem al-Araji.

Ce partenariat a été «transformé» en protocole d'accord «avec le même contenu, por-

tant sur la sécurité des frontières, la coopération en matière de sécurité et tout ce qui concerne les cinq partis de l'opposition kurde iranienne», poursuit le communiqué.

Ce mémorandum d'entente a été signé lundi à l'occasion d'une visite à Bagdad du secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale d'Iran, Ali Larijani, précise le texte.

«Il n'existe pas d'accord de sécurité entre les deux pays», insiste le communiqué irakien, laissant entendre qu'il n'y a pas de partenariat bilatéral plus large.

En annonçant la visite en Irak de M. Larijani la télévision d'Etat iranienne avait assuré que l'«objectif principal» était «la signature d'un accord de sécurité bilatéral».

Le partenariat de 2023 avait

permis de faire cesser les bombardements de Téhéran contre les groupes armés de l'opposition iranienne dans le Kurdistan irakien.

Et le gouvernement irakien a désarmé les groupes iraniens et les a éloignés de la frontière, en les transférant vers des campements.

La visite de M. Larijani, qui s'est aussi rendu au Liban, intervient dans un Moyen-Orient bouleversé par 22 mois de guerre à Gaza et des conflits avec Israël ayant affaibli l'influence de Téhéran et de ses alliés régionaux.

En Irak même il y a des divisions à propos d'un projet de loi visant à institutionnaliser un peu plus le Hachd al-Chaabi, alimentant les inquiétudes du partenaire américain, qui y voit l'emprise de Téhéran et une manière

de consolider les anciennes unités paramilitaires proches de l'allié iranien.

«Nous soutenons une véritable souveraineté irakienne, et non une législation qui transformerait l'Irak en un État satellite de l'Iran» a réitéré le 12 août le Département d'Etat américain, interrogé sur le projet de loi.

«Nous nous opposons à toute législation incompatible avec les objectifs de notre partenariat de sécurité et allant à l'encontre d'une consolidation des institutions sécuritaires irakiennes déjà existantes».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 août 2025

## L'unification de la Syrie ne doit pas se faire par la force, dit le président

**Damas, 17 août 2025 (AFP)**

— Le président par intérim syrien Ahmad al-Chareh a affirmé que l'unification de la Syrie après des années de guerre civile ne devrait pas se faire «par la force militaire», et a accusé Israël d'ingérence dans le sud du pays.

M. Chareh, dont les propos ont été rapportés dimanche par les médias officiels, s'est exprimé samedi, le jour où des centaines de personnes ont manifesté dans la province méridionale de Soueida à ma-

jeurité druze pour dénoncer les violences communautaires de juillet et réclamer le droit à l'autodétermination.

«Nous avons renversé le régime (de Bachar al-Assad) pour libérer la Syrie et il nous reste une autre bataille, celle d'unifier la Syrie», a dit M. Chareh devant de hauts responsables et des notables de la province d'Idleb (nord-ouest).

«Elle ne doit pas se faire dans le sang ou par la force militaire

(...) mais dans le cadre d'une entente, car la Syrie est fatiguée de la guerre», a-t-il ajouté.

M. Chareh a affirmé que «la Syrie n'est pas menacée de division. Certains veulent cela et la création de cantons mais c'est impossible». «Certaines parties cherchent le pouvoir à travers des puissances régionales, Israël ou autres», a-t-il accusé.

Lors du rassemblement à Soueida, certains manifestants ont brandi le drapeau israélien

et réclamé l'autodétermination de la région. «Soueida libre» ou «Al-Jolani dégage», ont-ils scandé, en référence à M. Chareh, connu jadis sous son nom de guerre Abou Mohammad al-Jolani lorsqu'il dirigeait un groupe rebelle islamiste.

Les affrontements d'une semaine à Soueida avaient éclaté le 13 juillet entre combattants druzes et bédouins sunnites, avant de s'étendre avec l'intervention des forces gouvernementales et de volontaires venus

d'autres régions.

Damas affirme que ses troupes sont intervenues pour mettre fin aux violences. Mais des témoins, des factions druzes et l'Observatoire syrien des droits de l'homme les ont accusées d'avoir pris parti pour les bédouins et commis des exactions contre les druzes.

Selon l'OSDH, les violences ont fait environ 1.600 morts,

majoritairement des civils druzes.

M. Chareh a reconnu que Soueida «a été le théâtre de nombreuses violations commises par toutes les parties, dont des membres des forces de sécurité et de l'armée. Les auteurs des violations répondront de leurs actes».

Il a accusé Israël, son voisin, «d'intervenir directement à

Soueida, en mettant en oeuvre des politiques visant à affaiblir l'Etat (syrien)».

Israël, disant vouloir protéger les druzes et réclamant une démilitarisation du sud de la Syrie, avait bombardé les forces gouvernementales syriennes pendant les violences à Soueida.

Par ailleurs, au sujet de l'accord sur l'intégration des institutions kurdes au sein de

l'Etat, M. Chareh a dit qu'il «sera appliqué. Nous discutons des modalités de mise en oeuvre».

Les Kurdes contrôlent une grande partie du nord-est syrien et veulent la décentralisation, rejetée par Damas.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 août 2025

## Kurdistan d'Irak: nouvelle peine de prison pour un journaliste déjà détenu

La justice du Kurdistan autonome d'Irak a condamné mardi un journaliste spécialisé dans les affaires de corruption à quatre ans et cinq mois de prison dans une nouvelle affaire, peu avant sa libération attendue après cinq années de détention, a indiqué son avocat à l'AFP.

Au tribunal d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, des échauffourées ont opposé les forces de l'ordre à des proches et soutiens du journaliste Sherwan Sherwani, selon des témoins.

Détenu depuis 2020, l'ex-rédacteur en chef du mensuel Bashur — connu pour ses enquêtes sur la corruption dans la région kurde— devait être libéré en septembre, selon son avocat Mohamed Abdallah.

Mardi, dans une nouvelle affaire, il a écopé de «quatre

ans et cinq mois de prison après avoir été accusé d'avoir menacé un officier du personnel pénitentiaire», a précisé Me Abdallah, ajoutant que son client comptait faire appel.

«L'officier a dit que M. Sherwani avait proféré des menaces contre lui et sa famille», a poursuivi l'avocat, fustigeant un nouveau procès «politique» visant à le «maintenir en prison».

Le Kurdistan irakien se présente comme une oasis de stabilité, mais militants et opposants dénoncent régulièrement corruption, arrestations arbitraires et atteintes à la liberté de la presse et de manifester.

M. Sherwani avait été arrêté à l'automne 2020 et condamné l'année suivante pour «espionnage» et «incitation à manifester et à désta-

biliser la région».

Une réduction de peine devait permettre sa libération en 2023. Mais la même année, il écope d'une nouvelle peine de quatre ans de prison pour «falsification» de signature, en lien avec une pétition rédigée avec des co-détenus, peine ensuite réduite à deux ans.

Son avocat a affirmé avoir vu mardi «des hommes en civil» frapper à coups de «crosse du pistolet» des proches de son client, des militants et des députés, provoquant «contusions et blessures légères.»

Un député de l'opposition, Badal Barwari, a expliqué dans une vidéo en ligne qu'un grand nombre de soutiens de M. Sherwani avaient tenté d'entrer dans la petite salle d'audience. Les forces de l'ordre leur ont demandé

de sortir, mais lorsque certains ont voulu filmer avec leurs téléphones, des échauffourées ont éclaté et la police a expulsé la majorité de l'assistance.

Kamran Osman, de l'ONG Community Peacemaker Teams -Iraqi Kurdistan, a confirmé un important dispositif sécuritaire au procès. «Quand des gens ont commencé à scander +liberté pour Sherwan Sherwani+ les forces de l'ordre ont commencé à les frapper.»

Mi-août, Shaswar Abdulwahid, fondateur du principal parti d'opposition kurde «Nouvelle Génération», avait lui aussi été arrêté et placé en détention dans le cadre d'une autre affaire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 août 2025

## Syrie: un cadre de l'EI tué par la coalition antijihadistes (média officiel)

Un cadre du groupe Etat islamique (EI) a été tué mercredi lors d'une opération menée par la coalition internationale antijihadistes dirigée par Washington dans la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, a rapporté la télévision officielle syrienne.

«Les forces de la coalition ont mené une opération visant une maison dans la localité d'Atmé», tuant Salah Noumane, «de nationalité irakienne et cadre de Daech», un acronyme de l'EI en arabe, a indiqué la télévision en citant une source de sécurité.

Salah Noumane a été décrit par la source de sécurité comme «l'une des personnes recherchées les plus dangereuses, pour son rôle dans la réorganisation de cellules du groupe en Syrie».

La coalition n'a pas confirmé cette opération.

Selon des témoins, dont Mohamed Cheikh, le propriétaire de l'immeuble où résidait Noumane, l'assaut a duré près de deux heures, avec le survol d'avions et des échanges de tirs.

D'après la télévision, lors de l'irruption des forces, le cadre visé «a sauté du balcon mais les forces de la coalition avaient encerclé les lieux et ont ouvert le feu sur lui, le tuant sur le champ».

Salah Noumane vivait avec sa mère et sa famille à l'étage supérieur d'un immeuble de deux étages, selon des témoins.

Une source de sécurité irakienne a déclaré à l'AFP qu'il était le frère d'un haut responsable de l'EI, tué en 2020

par la coalition en Syrie. Les services de renseignement irakiens ont partagé des informations avec la coalition avant l'opération, qui a aussi conduit à «l'arrestation de ses épouses», selon elle.

«Vers 02H30 du matin, nous avons entendu du bruit, nous sommes sortis et les forces de la coalition étaient là», a raconté à l'AFP M. Cheikh, qui habite au rez-de-chaussée.

Selon lui, les membres de la coalition ont emmené les habitants à 200 mètres de l'habitation, où ils ont pris leurs noms et leurs empreintes.

«Nous leur avons dit que la maison avait été louée par l'intermédiaire d'une agence et que nous n'avions aucun lien avec lui», a-t-il ajouté.

Abdelkader Cheikh, qui ha-

bite la maison voisine, a affirmé que Noumane vivait là depuis deux ans, le bail étant au nom de sa mère.

Les Etats-Unis déploient des soldats en Syrie dans le cadre de la coalition antijihadistes.

L'EI s'était emparé en 2014 de vastes territoires en Syrie avant d'être défait en 2019 par les forces kurdes syriennes aidées de la coalition antijihadistes, en pleine guerre civile.

Le groupe conserve néanmoins des cellules dormantes dans les zones désertiques et mènent encore des attaques.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 août 2025

## Kurdistan d'Irak: arrestation d'une figure de l'opposition après des affrontements armés

**Souleimaniyeh (Irak), 22 août 2025 (AFP)** — Les forces de sécurité au Kurdistan d'Irak ont interpellé vendredi à l'aube, après plusieurs heures d'affrontements, Lahur Sheikh Jangi, figure de l'opposition et cousin de l'influente famille Talabani, l'un des deux clans au pouvoir dans la région autonome, a indiqué un responsable sécuritaire à l'AFP.

Issu du clan Talabani mais tombé en disgrâce, M. Jangi était autrefois un haut dirigeant au sein de l'Union pa-

triotique du Kurdistan (UPK), un des deux partis historiques kurdes qui contrôlent Souleimaniyeh, deuxième ville de la région autonome dans le nord de l'Irak.

M. Jangi «s'est rendu» aux forces de l'ordre tandis que «son frère Bolad a été blessé à la jambe et a été arrêté», a indiqué le responsable sous couvert d'anonymat.

Les deux hommes étaient retranchés dans leur hôtel d'un quartier huppé de Souleimaniyeh, selon un correspon-

dant de l'AFP qui a vu des volutes de fumée s'élever du secteur après un incendie provoqué par les combats.

Peu avant l'aube, quand les forces de l'ordre ont donné l'assaut, des affrontements ont éclaté avec des dizaines de combattants armés qui protégeaient les deux frères, les bruits des tirs retentissant dans toute la zone.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole du tribunal de Souleimaniyeh, le juge Salah Hassan, a indiqué qu'un

mandat d'arrêt avait été émis jeudi à l'encontre de M. Jangi et plusieurs autres personnes «pour conspiration visant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité».

Il a précisé qu'il encourait sept ans de prison s'il était reconnu coupable.

Dès 2021, des dissensions sont apparues entre la fratrie de Lahur Sheikh Jangi et ses deux cousins, Bafel et Qubad Talabani, et il a progressivement été éloigné du pouvoir et des postes sécuritaires qu'il avait occupés.

Né en 1975, M. Jangi a fondé et dirigé pendant plus d'une décennie le service antiterroriste kurde de Souleimaniyeh, avant de présider une agence de Renseignement affiliée à l'UPK, selon son site Internet.

Il a également brièvement co-

présidé l'UPK aux côtés de Bafel avant d'être évincé. En 2024, il a fondé le Front populaire, parti représenté au Parlement régional du Kurdistan avec deux députés.

Le Kurdistan irakien se présente comme une oasis de stabilité, mais militants et op-

posants dénoncent régulièrement corruption, arrestations arbitraires et atteintes à la liberté de la presse et de manifester.

Mi-août, Shaswar Abdulwahid, fondateur du principal parti d'opposition kurde «Nouvelle Génération», avait

lui aussi été arrêté et placé en détention.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 août 2025

## Syrie: report de la désignation des députés dans les secteurs kurdes et druzes

Le processus de désignation de députés du futur parlement transitoire en Syrie, prévu en septembre, va être reporté dans les provinces à majorité druze et kurde, a indiqué samedi un responsable de la commission électorale.

Après la chute de Bachar al-Assad en décembre après près de 14 ans de guerre civile, le nouveau président Ahmad al-Chareh, ancien chef rebelle islamiste, a dissous le Parlement et promulgué une déclaration constitutionnelle provisoire fixant une période de transition de cinq ans.

En juin, un décret présidentiel a institué une commission électorale de dix membres chargée de superviser la formation de comités locaux appelés à désigner 140 personnes, du 15 au 20 sep-

tembre, pour siéger au Parlement (de 210 membres).

Les 70 autres députés doivent être désignés directement par le président.

Ce processus de désignation des députés a été critiqué, ses détracteurs dénonçant une concentration excessive des pouvoirs entre les mains de M. Chareh, ainsi qu'un manque de représentativité des diverses composantes ethniques et religieuses du pays.

Il sera reporté dans la province de Soueïda, majoritairement druze, dans le sud du pays, ainsi que dans celles de Raqa et Hassaké, dans le nord et le nord-est, «jusqu'à ce que les conditions (...) soient réunies», a déclaré Nawar Najmeh, membre de la commission électorale, cité

par l'agence de presse officielle Sana.

Le report est dû aux «défis sécuritaires dans ces provinces», a-t-il précisé.

La province de Soueïda a été le théâtre en juillet de violences intercommunautaires meurtrières. La situation y reste tendue et son accès difficile.

Celles de Raqa et Hassaké sont gérées par une administration autonome kurde qui réclame un système de gouvernance décentralisé, ce que rejette Damas.

Des sièges seront «réservés» au Parlement pour ces trois provinces afin qu'ils soient pourvus ultérieurement, a ajouté M. Najmeh, précisant que le processus ne peut avoir lieu que dans

des territoires contrôlés par l'Etat.

Selon la déclaration constitutionnelle, le Parlement disposera d'un mandat renouvelable de deux ans et demi. Il exercera les fonctions législatives jusqu'à l'adoption d'une Constitution permanente et la tenue de nouvelles élections.

Les nouvelles autorités de Damas cherchent à réunifier et reconstruire la Syrie, mise à genoux par une guerre dévastatrice déclenchée par la répression de manifestations prodémocratie en 2011.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 août 2025

## Syrie: plus de 800 Irakiens rapatriés en provenance d'un camp de détention

**Al-Hol Camp (Syria), 28 août 2025 (AFP)** — Plus de 800 Irakiens ont quitté jeudi le camp d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, où environ 27.000 personnes sont détenues, dont des membres de familles de jihadistes présumés, a annoncé la directrice

de ce camp administré par les Kurdes.

«Environ 850 personnes partent aujourd'hui», a déclaré Jihan Hanan, directrice du camp d'Al-Hol.

Depuis le début de l'année,

quelque 10.000 Irakiens ont quitté le camp en onze phases de rapatriement.

Plus de six ans après la défaite du groupe jihadiste Etat islamique (EI), les camps et prisons gérés par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie

abritent encore des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup ont des liens présumés avec l'EI ou sont soupçonnés d'en avoir.

Selon Mme Hanan, le camp d'Al-Hol, le plus grand du nord-est de la Syrie, abrite à

présent 27.000 personnes, dont 15.000 Syriens et environ 6.300 femmes et enfants étrangers de 42 nationalités.

Les détenus y vivent dans des conditions difficiles.

«Nous avons beaucoup souffert à Al-Hol, psychologiquement, physiquement et financièrement», a déclaré à l'AFP Umm Mahmud, une femme irakienne de 60 ans

en instance de départ.

«Regardez les enfants, regardez comme ils sont heureux, c'est comme des vacances», a-t-elle ajouté.

Alors que de nombreux pays occidentaux ont refusé de rapatrier leurs ressortissants, Bagdad a accéléré les rapatriements et appelé les autres pays à en faire autant.

En février, le responsable kurde Sheikmous Ahmed a indiqué que l'administration kurde avait pour objectif de vider les camps du nord-est de la Syrie en faisant partir des milliers de déplacés syriens et de réfugiés irakiens, y compris les proches présumés de jihadistes, d'ici la fin de l'année.

L'Etat islamique s'était emparé en 2014 de vastes por-

tions de territoires de la Syrie et de l'Irak, avant sa défaite en 2019 en Syrie. Mais des cellules jihadistes restent présentes, notamment dans le vaste désert du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**29 août 2025**

## Désarmement du PKK: la commission du parlement turc planchera au moins jusqu'à l'hiver

**Istanbul, 29 août 2025 (AFP)** — La commission parlementaire chargée de préparer un cadre légal au processus de paix en Turquie avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) achèvera ses travaux au plus tôt fin décembre, a déclaré vendredi le président du parlement turc. «La décision prise lors de la création de la commission était que ses travaux se concluent le 31 décembre», a indiqué Numan Kurtulmus à l'agence de presse officielle Anadolu, précisant que cette

date pourrait si nécessaire être repoussée de plusieurs mois.

La commission transpartisanne, dont les travaux ont démarré début août, a pour mission de réfléchir à des solutions pour une paix durable et un désarmement complet du groupe armé kurde, dont le conflit avec l'Etat turc depuis 1984 a fait plus de 50.000 morts selon Ankara.

Ses propositions seront ensuite soumises à l'aval du parlement turc, a souligné

son président, M. Kurtulmus.

La commission est composée de 48 députés, dont 25 du bloc au pouvoir dominé par le parti AKP (islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan. Dans les rangs de l'opposition figurent notamment quatre élus du parti prokurde DEM.

À la suite de discussions entamées en octobre avec les autorités via le DEM, le PKK, considéré comme terroriste par Ankara, a annoncé en

mai sa dissolution, répondant à un appel en ce sens de son chef historique Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999.

Lors d'une cérémonie symbolique, une trentaine de ses combattants ont brûlé symboliquement leurs armes le 11 juillet dans le nord de l'Irak.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.